

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LE JEUDI

Matahiti 144  
N° 8

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 23  
no Febuare 1995

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

Loi n° 94-1040 du 2 décembre 1994 relative à la partie Législative des livres Ier et II du code des juridictions financières. (Arrêté de promulgation n° 107 DRCL du 7 février 1995) .....	398
--	-----

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 102 SG du 6 février 1995 portant création d'un comité local du fonds de secours aux sinistrés de la dépression tropicale forte William. ....	422
--	-----

Arrêté n° 103 CAB du 6 février 1995 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail au titre de la promotion du 1er janvier 1995 .....	423
--	-----

Arrêté n° 117 BCO du 8 février 1995 portant délégation de signature à Mme Thérèse Lopez, directrice du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania. ....	423
---	-----

Décision n° 95-1 TG du 9 février 1995 modifiant les décisions n° 94-2 TG du 23 septembre 1994, n° 94-3 TG du 16 décembre 1994 et n° 94-4 TG du 29 décembre 1994 portant désignation dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration et des membres de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale. ....	424
---	-----

##### EXTRAITS

Arrêté n° 106 DRCL du 7 février 1995 portant levée de la mesure de placement d'office à l'hôpital de Vaïami de M. Pierre Tau. ....	424
--	-----

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 95-32 AT du 9 février 1995 modifiant la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994, définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française. ....	425
---	-----

Délégation n° 95-33 AT du 9 février 1995 portant suspension de la taxe nouvelle de solidarité pour la protection sociale en faveur des entreprises locales de fabrication d'aliments pour animaux et de conserves de viande. ....	425
---	-----

Délégation n° 95-34 AT du 9 février 1995 portant modification du tarif des douanes et de l'annexe à la délibération n° 88-158 AT du 23 novembre 1988 portant suspension provisoire, dans le tarif douanier, du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à certaines matières premières importées par des entreprises locales de production et de transformation. ....	426
--	-----

Délégation n° 95-35 AT du 9 février 1995 portant modification de la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 définissant les conditions d'octroi des exonérations et fixant les limites dans lesquelles l'assemblée territoriale autorise le conseil de gouvernement à prendre des décisions en la matière. ....	426
Délégation n° 95-36 AT du 9 février 1995 instituant un droit de timbre sur les formules de chèques délivrées non barrées d'avance et ne répondant pas à certaines caractéristiques de non-transmissibilité par voie d'endossement. ....	428
Délégation n° 95-37 AT du 9 février 1995 complétant et modifiant les dispositions de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire. ....	429
Délégation n° 95-38 AT du 9 février 1995 complétant l'article 15 de la délibération n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 portant modification des règles de fonctionnement du régime de retraite des membres de l'assemblée territoriale et du gouvernement et substituant au régime actuel de répartition un régime de capitalisation. ....	430
Délégation n° 95-39 AT du 9 février 1995 complétant et modifiant les articles 11 et 14-1 de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française. ....	431
Délégation n° 95-40 AT du 9 février 1995 modifiant diverses conditions de prise en charge fixées au titre III de la délibération n° 94-129 AT du 1er décembre 1994 instituant les conditions de couverture du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial. ....	431
Délégation n° 95-41 AT du 9 février 1995 modifiant la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française. ....	434
Délégations n° 95-42 à n° 95-44 AT du 9 février 1995 portant approbation respective des comptes financiers pour les exercices 1991 à 1993 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono. ....	434

#### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 114 CM du 2 février 1995 portant nouvelle codification des textes fiscaux constituant le code des impôts directs de la Polynésie française. ....	436
Arrêté n° 145 CM du 10 février 1995 fixant les prix de journées d'hospitalisation des hôpitaux dépendant de la direction de la santé. ....	437
Arrêté n° 170 CM du 13 février 1995 définissant les conditions de quotient familial pour la détermination des droits aux prestations familiales du régime des non-salariés. ....	437

#### EXTRAITS

Arrêté n° 143 CM du 10 février 1995 fixant la tarification maximale des transports scolaires routiers pour l'île de Tahaa. ...	438
Arrêté n° 144 CM du 10 février 1995 portant agrément de la S.A.R.L. Tahitian Fisheries Company au bénéfice des dispositions du code des investissements de la Polynésie française. ....	438
Arrêtés n° 146 à n° 151 CM du 10 février 1995 rendant exécutoires les délibérations n° 1-95 à n° 6-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique portant respectivement : - adoption du budget primitif pour l'exercice 1995 ; - approbation des taux de rémunération des enquêteurs pour l'enquête annuelle auprès des entreprises ; - approbation des taux de rémunération des enquêtes-tests du recensement général de l'agriculture 1995 ; - autorisation au directeur à signer trois conventions techniques pour la réalisation du recensement général de l'agriculture 1995 ; - constatation du détachement de M. Daniel Huat ; - constatation du détachement de Mme Carole Kretz. ....	439
Arrêté n° 153 CM du 10 février 1995 portant agrément de M. Pierre Bonnet pour la rédaction des documents d'arpentage. ....	439
Arrêté n° 154 CM du 10 février 1995 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis au droit d'une parcelle de la terre Tepihaa à Papetoai, commune de Moorea-Maiao, au profit de la S.A. Résidence les Tipaniers. ....	439
Arrêté n° 155 CM du 10 février 1995 autorisant l'occupation temporaire d'une parcelle du port de Uturoa par la société Tahaa Transport Services pour l'accueil des passagers. ....	439
Arrêté n° 156 CM du 10 février 1995 autorisant M. Gilles Coulon à réaliser un empiètement de prospect d'une maison d'habitation par rapport au domaine public maritime sis au droit du lot 1 dépendant de la terre Uturauea 2 à Faone, commune de Taiarapu-Est. ....	440

- Arrêté n° 157 CM du 10 février 1995 autorisant M. Alain Neti et Mme Véra Barbara Cunningham-Flosse à occuper la servitude de curage sise au droit de la terre Tetatara, cadastrée section C, n° 197, commune de Pirae, et à réaliser un empiètement de prospect d'un bâtiment dit Moearii par rapport à cette servitude de curage et au domaine public fluvial. 440
- Arrêté n° 158 CM du 10 février 1995 autorisant le transfert de l'occupation du domaine public portuaire accordé à la S.A.R.L. The Moorings au profit de M. J. P. Fisher et Mme Marie-Jo Belmaert, marina de Apooiti, Raiatea. 440
- Arrêtés n° 159 à n° 169 CM du 13 février 1995 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 26-94 à n° 36-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete : - concernant l'augmentation annuelle de la redevance locative des bâtiments et terrains appartenant au port autonome de Papeete ; - fixant la valeur du point d'indice pour l'exercice 1995 ; - portant réglementation et modification des tarifs de lamanage dans le port de Papeete ; - régissant la concession d'outillages publics à la société d'économie mixte du port de pêche de Papeete ; - fixant la redevance mensuelle pour l'implantation et la consommation d'électricité de distributeurs automatiques dans le domaine portuaire ; - habilitant le président du conseil d'administration du port autonome de Papeete à ester en justice ; - exonérant le bateau de pêche Manini 2 du paiement des droits et taxes dus au titre de son stationnement dans le port de Papeete ; - exonérant la société J.A. Cowan & Fils du paiement de la taxe de transbordement due au titre d'opérations effectuées au mois d'octobre 1994 ; - portant modification du taux de la taxe de transbordement de poisson perçue par le port autonome de Papeete ; - accordant un abattement sur la redevance d'occupation versée par l'Hôtel Tahiti au port autonome de Papeete pour l'année 1995 ; - autorisant le port autonome à signer une convention de gestion avec la mairie de Papeete concernant le terre-plein de la Vaiami. 440
- Arrêté n° 171 CM du 13 février 1995 portant modification de l'article 1er de l'arrêté n° 558 CM du 23 juin 1993 portant désignation, pour trois ans, des représentants des employeurs et des salariés à la première section de la commission territoriale de conciliation. 442
- Arrêté n° 173 CM du 13 février 1995 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 29-94 OTESSSE du 20 décembre 1994 instituant une redevance de 50 % des recettes brutes perçues pour droit d'usage des piscines territoriales par les maîtres-nageurs sauveteurs titulaires d'une patente. 442
- Arrêté n° 174 CM du 13 février 1995 fixant pour l'année 1995 et pour les loyers des locaux à usage d'habitation, le taux maximal de révision et le seuil au-delà duquel le taux de révision est libre. 442
- Arrêté n° 175 CM du 13 février 1995 portant abrogation de la licence d'armateur délivrée à la société Te Niu O Temehani pour l'exploitation du navire Temehani 2. 442
- Arrêté n° 176 CM du 13 février 1995 portant rajout des touchées de Tiva et Tapuamu sur la ligne desservie par le navire Uporu de la société Tahaa Transport Services. 442
- Arrêté n° 177 CM du 13 février 1995 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire. 442
- Arrêté n° 178 CM du 16 février 1995 modifiant l'arrêté n° 26 CM du 13 janvier 1995 modifiant l'arrêté n° 3 CM du 5 janvier 1995 portant ouverture de crédits au titre du compte d'aide aux victimes des calamités pour les dégâts occasionnés par la dépression tropicale forte "William". 443

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

- Arrêté n° 38 PR du 13 février 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports. 443
- Arrêté n° 39 PR du 15 février 1995 ordonnant le pavoisement en berne des édifices publics. 443

### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

#### EXTRAITS

- Arrêté n° 820 MAE du 14 février 1995 - Avenant à l'arrêté n° 435 MAE du 4 février 1994 portant régularisation d'un groupe d'habitations et d'un lotissement réalisé par le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) sur les terres Tefaretahotu et Poopoovalu sises à Tiputa, commune de Rangiroa. 443

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES TRANSPORTS

#### EXTRAITS

- Arrêté n° 816 MEC du 13 février 1995 autorisant le navire Saint-Xavier-Maris-Stella à desservir les îles de Tubuai et de Rurutu lors de son voyage n° 2-95 du 15 février 1995. 444

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

- Arrêté n° 693 MER du 9 février 1995 autorisant la direction des enseignements secondaires à installer et exploiter une cuve de gaz combustible liquéfié enterrée (établissement de la 1<sup>re</sup> classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Pirae). (Extraits). . . . . 444
- Arrêté n° 694 MER du 9 février 1995 ordonnant la suppression d'un élevage de porcs (installation de première classe, rubrique 35-2, de la nomenclature des installations classées) exploité par M. Valère Leprado à Afareaitu, commune de Moorea-Maiao. . . . . 447
- Arrêté n° 824 MER du 15 février 1995 autorisant M. Gabriel Heitaa à installer et exploiter une station-service à Atuona (établissement de la 1<sup>re</sup> classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Hiva Oa). (Extraits). . . . . 448
- Arrêté n° 836 MER du 16 février 1995 autorisant M. Edgar Tinorua à installer et exploiter la station-service Shell Outumaoro (établissement de la 1<sup>re</sup> classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia). (Extraits). . . . . 451

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 805 MER du 13 février 1995 autorisant la société anonyme Téléfenua à installer et exploiter un groupe électrogène de secours (établissement de la 2<sup>e</sup> classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Moorea-Maiao). . . . . 455

**ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

- Arrêté n° 1-95 AT du 9 février 1995 modifiant l'arrêté n° 20-94 AT du 22 décembre 1994 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein des organismes ou commissions extérieures à l'assemblée territoriale. . . . . 455

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Décret du 2 février 1995 portant acquisition de la nationalité française. (Extraits). (J.O.R.F. du 5 février 1995, page 2051). . . . . 470
- Arrêté ministériel du 12 janvier 1995 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1986 modifié portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien. (J.O.R.F. du 1<sup>er</sup> février 1995, page 1689). . . . . 470
- Arrêté ministériel du 18 janvier 1995 portant déclaration de vacance d'emplois de professeur des universités offerts à la mutation au titre de l'article 51 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié, au détachement au titre de l'article 58-1 et au recrutement au titre de l'article 46 (1°) du même décret. (Extraits). (J.O.R.F. du 2 février 1995, page 1783). . . . . 471
- Arrêté ministériel du 18 janvier 1995 portant déclaration de vacance d'emplois de professeur des universités offerts à la mutation et au détachement (disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion). (Extraits). (J.O.R.F. du 2 février 1995, page 1797). . . . . 473
- Décision n° 95-35 du 10 janvier 1995 mettant fin aux fonctions d'un membre suppléant du comité technique radiophonique de Polynésie, à Tahiti. (J.O.R.F. du 5 février 1995, page 2034). . . . . 474

**EXTRAITS**

- Arrêté interministériel du 25 janvier 1995 autorisant au titre de l'année 1995 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'un agent de constatation ou d'assiette des impôts du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femme ou homme). (J.O.R.F. du 2 février 1995, page 1772). . . . . 474
- Arrêté interministériel du 27 janvier 1995 autorisant au titre de l'année 1995 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 2 février 1995, page 1766). . . . . 474

**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

- Service des domaines et de l'enregistrement.— Avis n° 196 ENR du 15 février 1995 relatif à l'ouverture de la succession vacante de Mme Jacqueline Schladt, épouse Darthout. . . . . 474

Service de l'urbanisme. — 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Arue pour le mois de janvier 1995. ....	475
2°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Papara pour le mois de janvier 1995. ....	475
3°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de janvier 1995. .	475
4°) Certificat de conformité n° 174 MAE du 15 février 1995 concernant la réalisation par le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) de l'opération dénommée "Arii Nui" (groupe d'habitations et lotissement) sur les parcelles cadastrées n° 1287, n° 1288 et n° 1289, section B5, sises à Tiputa, commune de Rangiroa. ....	476

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales. ....	476
Annonces diverses. ....	480



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUÉS

#### ARRETE n° 107 DRCL du 7 février 1995 portant promulgation de la loi n° 94-1040 du 2 décembre 1994.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon sa forme et teneur le texte suivant :

— Loi n° 94-1040 du 2 décembre 1994 relative à la partie Législative des livres Ier et II du code des juridictions financières, parue au J.O.R.F. du 6 décembre 1994, page 17222.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 février 1995.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

#### LOI n° 94-1040 du 2 décembre 1994 relative à la partie Législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions annexées à la présente loi constituent la partie Législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières.

Art. 2. — L'article 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est ainsi rédigé :

« Art. 87. — Les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat en application des dispositions du chapitre II du titre III du livre II du code des juridictions financières. »

Art. 3. — La loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française est ainsi modifiée :

I. — Les trois premiers alinéas de l'article 95 sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Le comptable du territoire est nommé et exerce ses fonctions dans les conditions définies aux articles L. 274-1 à L. 274-3 du code des juridictions financières ci-après reproduits :

« Art. L. 274-1. — Le ministre chargé du budget nomme, après que le président du gouvernement du territoire en a été informé, le comptable du territoire. Celui-ci est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal.

« Art. L. 274-2. — Les fonctions de comptable de l'Etat dans le territoire et celles de comptable du territoire ne peuvent être exercées par une même personne.

« Art. L. 274-3. — Le comptable du territoire prête serment devant la chambre territoriale des comptes. »

II. — Il est inséré, après l'article 97, un article 97-1 ainsi rédigé :

« Art. 97-1. — Le jugement des comptes du territoire, des communes et de leurs établissements publics ainsi que l'examen de leur gestion sont soumis aux dispositions ayant valeur de loi des chapitres I<sup>er</sup> et II du titre VII du livre II du code des juridictions financières. »

III. — Il est inséré, après l'article 105, un article 105-1 ainsi rédigé :

« Art. 105-1. — Le contrôle des délibérations des sociétés d'économie mixte créées par le territoire est effectué selon les dispositions de l'article L. 272-39 du code des juridictions financières ci-après reproduit :

« Art. L. 272-39. — Si le haut-commissaire estime qu'une délibération du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou des assemblées générales d'une société d'économie mixte créée par le territoire est de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs des collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires, ou le risque encouru par la ou les collectivités territoriales ou leurs groupements qui ont apporté leur garantie à un emprunt contracté par la société, il saisit, dans le délai d'un mois suivant la date de réception, la chambre territoriale des comptes, à charge pour lui d'en informer simultanément la société et le président du gouvernement du territoire. La saisine de la chambre territoriale des comptes

entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration ou de surveillance ou par les assemblées générales de la délibération contestée.

« La chambre territoriale des comptes dispose d'un délai d'un mois à compter de la saisine pour faire connaître son avis au haut-commissaire, à la société et au président du gouvernement du territoire. »

Art. 4. - La loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 est ainsi modifiée :

I. - Les trois premiers alinéas de l'article 72 sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Le comptable du territoire est nommé et exerce ses fonctions dans les conditions définies aux articles L. 264-1 à L. 264-3 du code des juridictions financières ci-après reproduits :

« Art. L. 264-1. - Le ministre chargé du budget, après en avoir informé le président du congrès et les présidents des assemblées de province, nomme le comptable du territoire et un comptable par province. Ceux-ci sont comptables directs du Trésor ayant la qualité de comptable principal.

« Art. L. 264-2. - Les fonctions de comptables de l'Etat ne peuvent pas être exercées par le comptable du territoire ou des provinces.

« Art. L. 264-3. - Les comptables du territoire, des provinces, des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux prêtent serment devant la chambre territoriale des comptes. »

II. - Il est inséré, après l'article 73, un article 73-1 ainsi rédigé :

« Art. 73-1. - Le jugement des comptes du territoire, des provinces, des communes et de leurs établissements publics ainsi que l'examen de leur gestion sont soumis aux dispositions ayant valeur de loi des chapitres I<sup>er</sup> et II du titre VI du livre II du code des juridictions financières. »

Art. 5. - L'article 5 de la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Les sociétés d'économie mixte visées à l'alinéa précédent sont soumises aux dispositions de l'article L. 262-41 du code des juridictions financières ci-après reproduit :

« Art. L. 262-41. - Si le haut-commissaire estime qu'une délibération du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou des assemblées générales d'une société d'économie mixte locale est de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs des communes ou de leurs groupements, actionnaires, ou le risque encouru par la ou les communes ou leurs groupements qui ont apporté leur garantie à un emprunt contracté par la société, il saisit, dans le délai d'un mois suivant la date de réception, la chambre territoriale des comptes, à charge pour lui d'en informer simultanément la société et les assemblées délibérantes des communes ou de leurs groupements, actionnaires ou garants. La saisine de la chambre territoriale des comptes entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration ou de surveillance ou par les assemblées générales de la délibération contestée.

« La chambre territoriale des comptes dispose d'un délai d'un mois à compter de la saisine pour faire connaître son avis au haut-commissaire, à la société et aux assemblées délibérantes des communes et de leurs groupements, actionnaires ou garants. »

Art. 6. - Les références contenues dans les dispositions de nature législative à des dispositions abrogées par l'article 8 de la présente loi sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes du code des juridictions financières.

Art. 7. - Les dispositions du code des juridictions financières qui citent en les reproduisant des articles d'autres codes sont modifiées de plein droit par l'effet des modifications ultérieures de ces articles.

Les dispositions des lois n° 84-820 du 6 septembre 1984, n° 88-1028 du 9 novembre 1988 et n° 90-1247 du 29 décembre 1990 précitées qui citent en les reproduisant des articles du code des juridictions financières sont modifiées de plein droit par l'effet des modifications ultérieures de ces articles.

Art. 8. - Sont abrogés :

1° Le décret du 22 octobre 1849 relatif à l'institution de la Cour des comptes ;

2° Le décret du 27 mars 1852 relatif à la prestation de serment des membres de la Cour des comptes ;

3° Le décret du 11 septembre 1870 relatif au serment professionnel des nouveaux fonctionnaires ;

4° Le dernier alinéa de l'article 5 du décret-loi du 21 décembre 1926 portant modifications à l'organisation de la Cour des comptes ;

5° La loi du 17 juillet 1930 instituant pour les magistrats de la Cour des comptes la position de disponibilité, soit pour raisons de santé, soit pour nomination à des fonctions publiques ;

6° L'article 24 de la loi du 13 août 1936 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936 au titre du budget général et des budgets annexes ;

7° Les articles 3, 4 et 4 bis de la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes ;

8° Les articles 4 à 10 de la loi n° 54-1306 du 31 décembre 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances, des affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 ;

9° La loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes ;

10° Le troisième alinéa du I et le II de l'article 21-3 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions ;

11° Le deuxième alinéa de l'article 23 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 portant réforme du régime administratif de la ville de Paris ;

12° Les VI et XII de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 1976 (n° 76-539 du 22 juin 1976) ;

13° Les articles 7 à 13, le troisième alinéa de l'article 14, l'article 15, les deuxième à quatrième alinéas de l'article 16, le dernier alinéa du I de l'article 17, les articles 18, 51 à 53-1, le troisième alinéa de l'article 54, l'article 55, les deuxième à cinquième alinéas de l'article 56, les articles 57, 83, 84, 85, 88, 89, le I de l'article 98 et l'article 100 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

14° La loi n° 82-594 du 10 juillet 1982 relative aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes ;

15° La loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes ;

16° Les troisième et quatrième alinéas de l'article 6 de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locales ;

17° Les articles 15-9, 15-10 et 15-11 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

18° L'article 11 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

19° La dernière phrase de l'article 42 et l'article 43 du décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

20° Le dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif ;

21° L'article 43 de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse ;

22° Les troisième, quatrième, sixième à huitième alinéas de l'article 15 et les articles 29 et 30 de l'ordonnance n° 91-755 du 22 juillet 1991 relative aux dispositions budgétaires et comptables applicables dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

23° Les articles 5 et 6 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.

24° L'article 9 de la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 décembre 1994.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

EDOUARD BALLADUR

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,*

CHARLES PASQUA

*Le ministre de l'économie,*

EDMOND ALPHANDÉRY

*Le ministre du budget,  
porte-parole du Gouvernement,*

NICOLAS SARKOZY

*Le ministre des départements  
et territoires d'outre-mer,*

DOMINIQUE PERBEN

*Le ministre délégué à l'aménagement du territoire  
et aux collectivités locales,*

DANIEL HOFFEL

## ANNEXE

### CODE DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES

#### LIVRE I<sup>er</sup>

#### LA COUR DES COMPTES

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### MISSIONS ET ORGANISATION

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Missions

Art. L. 111-1. - La Cour des comptes juge les comptes des comptables publics, sous réserve de la compétence que les dispositions du présent code attribuent, en premier ressort, aux chambres régionales et territoriales des comptes.

Elle statue sur les appels formés contre les jugements prononcés à titre définitif par les chambres régionales et territoriales des comptes.

Art. L. 111-2. - La Cour des comptes assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Art. L. 111-3. - La Cour des comptes vérifie sur pièces et sur place la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'Etat et, sous réserve des dispositions de l'article L. 131-3 ci-après, par les autres personnes morales de droit public.

Art. L. 111-4. - La Cour des comptes assure la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques.

Art. L. 111-5. - La Cour des comptes contrôle les institutions de la sécurité sociale.

Art. L. 111-6. - Conformément aux dispositions du second alinéa de l'article L. 243-7 du code de la sécurité sociale, le contrôle de l'application de la législation de sécurité sociale par les administrations centrales et les services déconcentrés de l'Etat, pour les contributions et cotisations dont ils sont redevables envers le régime général, est assuré par la Cour des comptes, qui fait état des résultats de ce contrôle dans le rapport sur le projet de loi de règlement.

Art. L. 111-7. - La Cour des comptes peut exercer, dans des conditions fixées par voie réglementaire, un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne soumise à son contrôle.

Art. L. 111-8. - La Cour des comptes peut également exercer, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, un contrôle du compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, dans le cadre de campagnes menées à l'échelon national par les organismes visés à l'article 3 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique, afin de vérifier la conformité des dépenses engagées par ces organismes aux objectifs poursuivis par l'appel à la générosité publique.

Art. L. 111-9. - La Cour des comptes exerce de plein droit toutes les compétences énumérées par les dispositions du présent livre.

Art. L. 111-10. - La Cour des comptes est chargée d'une mission permanente d'inspection à l'égard des chambres régionales et territoriales des comptes.

## CHAPITRE II

### Organisation

#### Section 1

#### Composition

Art. L. 112-1. - La Cour des comptes est composée du premier président, de présidents de chambre, de conseillers maîtres, de conseillers référendaires et d'auditeurs.

Les membres de la Cour des comptes ont la qualité de magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles.

Art. L. 112-2. - Le procureur général exerce le ministère public près la Cour des comptes.

Il veille au bon exercice du ministère public près les chambres régionales et territoriales des comptes.

#### Section 2

#### Installation et serment des magistrats

Art. L. 112-3. - Tout magistrat de la Cour des comptes, avant d'entrer en fonctions, prête serment publiquement devant la Cour réunie en audience solennelle, sur réquisition du procureur général, en ces termes :

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat. »

Il ne peut en aucun cas être relevé de ce serment.

Art. L. 112-4. - Les magistrats de la Cour des comptes sont installés dans leurs fonctions en audience solennelle.

#### Section 3

#### Conseillers maîtres en service extraordinaire

Art. L. 112-5. - Des fonctionnaires appartenant au corps de contrôle des ministères exerçant la tutelle des entreprises publiques ou des personnes ayant exercé des responsabilités dans les fonctions de tutelle ou de gestion des entreprises publiques peuvent être nommés conseillers maîtres en service extraordinaire en vue d'assister la Cour des comptes dans l'exercice des compétences mentionnées aux articles L. 133-1 et

L. 133-2. Ils ne peuvent exercer aucune activité d'ordre juridictionnel.

Art. L. 112-6. - Les conseillers maîtres en service extraordinaire, dont le nombre ne pourra être supérieur à dix, sont nommés par décret pris en conseil des ministres pour une période de quatre ans non renouvelable.

#### Section 4

#### Rapporteurs extérieurs

Art. L. 112-7. - Des membres des corps et services de l'Etat peuvent exercer les fonctions de rapporteurs à la Cour des comptes dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Ils ne peuvent exercer aucune activité d'ordre juridictionnel.

### TITRE II

## DISPOSITIONS STATUTAIRES

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Nominations

Art. L. 121-1. - Le premier président, les présidents de chambre et les conseillers maîtres sont nommés par décret pris en Conseil des ministres.

Art. L. 121-2. - Les autres magistrats de la Cour des comptes sont nommés par décret du Président de la République.

Art. L. 121-3. - Le procureur général est nommé par décret pris en Conseil des ministres.

#### CHAPITRE II

##### Avancements

Art. L. 122-1. - Les présidents de chambre de la Cour des comptes sont exclusivement choisis parmi les conseillers maîtres ayant au moins trois ans d'ancienneté.

Art. L. 122-2. - Les deux tiers des postes vacants dans la maîtrise sont attribués à des conseillers référendaires de 1<sup>re</sup> classe.

La moitié des autres postes vacants dans la maîtrise est obligatoirement réservée aux candidats appartenant à l'administration supérieure des finances.

Pour les magistrats de la Cour des comptes en service détaché, l'avancement au grade de conseiller maître s'effectue hors tour.

En dehors des conseillers référendaires de 1<sup>re</sup> classe, nul ne peut être nommé conseiller maître s'il n'est âgé de quarante ans accomplis et ne justifie d'un minimum de quinze ans de services publics.

Art. L. 122-3. - Les places vacantes dans la 1<sup>re</sup> classe des conseillers référendaires sont attribuées aux conseillers référendaires de 2<sup>e</sup> classe dans la proportion de quatre cinquièmes au choix et un cinquième à l'ancienneté.

Art. L. 122-4. - Les magistrats des chambres régionales des comptes choisis pour exercer les fonctions de président de chambre régionale ou territoriale des comptes sont nommés conseillers référendaires de 1<sup>re</sup> classe à la Cour des comptes.

Ces nominations sont prononcées hors tour. Dans le cas où elles interviennent en surnombre, ces surnombres sont résorbés sur les premières vacances venant à s'ouvrir dans le référendariat de 1<sup>re</sup> classe.

Art. L. 122-5. - Les trois quarts des postes vacants parmi les conseillers référendaires de 2<sup>e</sup> classe sont attribués à des auditeurs de 1<sup>re</sup> classe.

Pour les magistrats de la Cour des comptes en service détaché, l'avancement au grade de conseiller référendaire de 2<sup>e</sup> classe s'effectue hors tour.

En dehors des auditeurs de 1<sup>re</sup> classe, nul ne peut être nommé conseiller référendaire de 2<sup>e</sup> classe s'il n'est âgé de trente-cinq ans au moins à la date de nomination et s'il ne justifie de dix ans de services publics ou de services dans un organisme relevant du contrôle de la Cour des comptes.

Les nominations prononcées en application de l'alinéa précédent ne peuvent intervenir qu'après qu'une commission sié-

geant auprès du premier président de la Cour des comptes a émis un avis sur l'aptitude des candidats à exercer les fonctions de conseiller référendaire. Les conditions de la publicité donnée aux vacances de poste ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement de la commission sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Il ne peut être procédé à ces nominations qu'après avis du premier président de la Cour des comptes délibérant avec les présidents de chambre et du procureur général.

### TITRE III

## COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Compétences juridictionnelles

#### Section 1

##### Jugement des comptes

Art. L. 131-1. - Les comptables publics autres que ceux qui relèvent de la juridiction des chambres régionales et territoriales des comptes sont tenus de produire leurs comptes à la Cour des comptes.

Toutefois, le jugement des comptes de certains établissements publics nationaux peut être confié, dans des conditions définies par voie réglementaire, aux chambres régionales des comptes par arrêté du premier président de la Cour des comptes pris après avis du procureur général près la Cour des comptes et des présidents des chambres régionales des comptes intéressées.

Art. L. 131-2. - La Cour des comptes juge les comptes que lui rendent les personnes qu'elle a déclarées comptables de fait. Elle n'a pas juridiction sur les ordonnateurs, sauf sur ceux qu'elle a déclarés comptables de fait.

Les dispositions définitives des arrêts portant sur des gestions de fait sont délibérées après l'audition, à leur demande, des personnes déclarées comptables de fait. Les arrêts statuant sur les appels formés contre les dispositions définitives des jugements des chambres régionales des comptes portant sur des gestions de fait sont délibérés après l'audition, à leur demande, des requérants.

#### Section 2

##### Contrôle de la Caisse des dépôts et consignations

Art. L. 131-3. - Les conditions dans lesquelles le contrôle de la Cour des comptes s'exerce sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations sont fixées par un décret en Conseil d'Etat, compte tenu du statut spécial de cet établissement.

#### Section 3

##### Contrôle de l'apurement administratif des comptes

Art. L. 131-4. - Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 131-1, des décrets organisent à titre transitoire un apurement administratif par les comptables supérieurs du Trésor des comptes de certains établissements publics nationaux. Cet apurement s'exerce sous le contrôle de la Cour des comptes et sous réserve des droits d'évocation et de réformation. Il prend fin avec l'apurement des comptes de 1985.

Art. L. 131-5. - Un décret organise un apurement administratif par les comptables supérieurs du Trésor des comptes de certaines catégories de collectivités, d'établissements publics, de sociétés, groupements et organismes des territoires d'outre-mer.

Il en va de même des comptes de certains établissements ou organismes de diffusion culturelle à l'étranger.

#### Section 4

##### Condamnation des comptables à l'amende

Art. L. 131-6. - La Cour des comptes peut condamner les comptables à l'amende pour retard dans la production de leurs comptes et dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées à leur encontre.

Art. L. 131-7. - Le taux maximum de l'amende pouvant être infligée à un comptable qui n'a pas produit ses comptes dans le délai réglementaire ainsi que le taux maximum de l'amende

pouvant être infligée à un comptable pour retard dans les réponses aux injonctions formulées lors d'un jugement sur ses comptes sont fixés par voie réglementaire dans la limite, pour les comptes d'un même exercice, du montant mensuel du traitement brut afférent à l'indice nouveau majoré 250 de la fonction publique.

Art. L. 131-8. - Les comptables dont les comptes sont arrêtés par les comptables supérieurs du Trésor qui n'ont pas produit leurs comptes dans les délais prescrits par voie réglementaire peuvent être condamnés par la Cour des comptes, sur la demande du trésorier-payeur général, à une amende dont le montant maximum est fixé par voie réglementaire dans la limite prévue à l'article L. 131-7.

Lorsque ces mêmes comptables n'auront pas répondu aux injonctions prononcées sur leurs comptes dans le délai imparti par le comptable supérieur du Trésor, ils pourront être condamnés par la Cour des comptes sur la demande du trésorier-payeur général à l'amende prévue dans ce cas à l'article L. 131-7.

Art. L. 131-9. - L'évocation par la Cour des comptes est sans effet sur le taux des amendes.

Art. L. 131-10. - Les amendes prévues aux articles L. 131-7 et L. 131-8 sont applicables aux héritiers du comptable, au commis d'office chargé au lieu et place d'un comptable ou de ses héritiers de présenter un compte ou de satisfaire à des injonctions.

En ce qui concerne le commis d'office, l'amende est calculée à partir de l'expiration du délai imparti par la mise en demeure du procureur général près la Cour des comptes.

Art. L. 131-11. - Les comptables de fait peuvent, dans le cas où ils n'ont pas fait l'objet des poursuites prévues à l'article 433-12 du code pénal, être condamnés à l'amende par la Cour des comptes en raison de leur immixtion dans les fonctions de comptable public.

Cette amende est calculée suivant l'importance et la durée de la détention ou du maniement des deniers. Son montant ne pourra dépasser le total des sommes indûment détenues ou maniées.

Art. L. 131-12. - Les amendes prévues par le présent code sont attribuées à la collectivité ou à l'établissement intéressé. Les amendes attribuées à l'Etat sont versées en recettes au budget général. Toutefois, les amendes infligées à des comptables rendant des comptes sur la gestion de services dotés d'un budget annexe sont versées en recettes à ce budget annexe.

Toutes ces amendes sont assimilées aux débits des comptables des collectivités ou établissements, en ce qui concerne les modes de recouvrement, de poursuites et de remises.

Art. L. 131-13. - Les arrêts prononçant une condamnation définitive à l'amende ou statuant en appel sur un jugement d'une chambre régionale des comptes prononçant une telle condamnation sont délibérés après l'audition, à leur demande, des personnes concernées.

## CHAPITRE II

### Relations avec le Parlement

Art. L. 132-2. - La liste des communes ayant bénéficié de subventions exceptionnelles en vertu des dispositions de l'article L. 235-5 du code des communes et le montant détaillé de ces subventions font l'objet d'une publication dans le rapport annuel de la Cour des comptes sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat.

Art. L. 132-3. - Chaque année, la Cour des comptes transmet au Parlement un rapport analysant les comptes de l'ensemble des organismes de sécurité sociale soumis à son contrôle et faisant une synthèse des avis émis par les comités départementaux d'examen des comptes de la sécurité sociale, éventuellement complété par ses observations aux autorités de tutelle et les réponses de celles-ci. Les comptes et les observations visés au présent alinéa sont ceux relatifs à l'avant-dernière année précédant celle de la transmission au Parlement.

Art. L. 132-4. - La Cour des comptes procède aux enquêtes qui lui sont demandées par les commissions des finances et par

les commissions d'enquête du Parlement sur la gestion des services ou organismes soumis à son contrôle, ainsi que des organismes et entreprises qu'elle contrôle en vertu des articles L. 133-1 et L. 133-2.

## CHAPITRE III

### Contrôle des entreprises publiques et d'organismes bénéficiant de concours financiers publics

Art. L. 133-1. - La Cour des comptes assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial, des entreprises nationales, des sociétés nationales, des sociétés d'économie mixte ou des sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat possède la majorité du capital social.

Art. L. 133-2. - La Cour des comptes peut également assurer, sous réserve de la compétence attribuée aux chambres régionales et territoriales des comptes, la vérification des comptes et de la gestion :

a) Des autres établissements ou organismes publics, quel que soit leur statut juridique, qui exercent une activité industrielle ou commerciale ;

b) Des sociétés, groupements ou organismes, quel que soit leur statut juridique, dans lesquels l'Etat, les collectivités, personnes ou établissements publics, les organismes déjà soumis au contrôle de la Cour détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants ;

c) Des filiales des organismes visés aux deux alinéas précédents, lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales, séparément, ensemble ou conjointement avec l'Etat, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants ;

d) Des personnes morales dans lesquelles l'Etat ou des organismes déjà soumis au contrôle de la Cour détiennent, directement ou indirectement, séparément ou ensemble, une participation au capital permettant d'exercer un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 133-3. - Lorsque des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquels ils détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion, relèvent du contrôle de plusieurs chambres régionales ou territoriales des comptes, la Cour des comptes est compétente pour assurer la vérification de leurs comptes. Toutefois, cette vérification peut être confiée à l'une des chambres régionales ou territoriales des comptes des régions ou territoires concernés par arrêté du premier président de la Cour des comptes pris après avis du procureur général près la Cour des comptes et des présidents des chambres régionales ou territoriales des comptes intéressées. Il en est de même pour la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes dans lesquels la majorité du capital ou des voix dans les organes délibérants est détenue par des collectivités territoriales ou des organismes qui en dépendent, dans des conditions telles qu'aucune des chambres régionales ou territoriales des comptes dont ces collectivités ou organismes relèvent n'est compétente.

Art. L. 133-4. - Les dispositions de l'article L. 133-3 ci-dessus s'appliquent aux filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés au même article, lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 133-5. - Lorsque la Cour des comptes est compétente à l'égard des sociétés, groupements ou organismes exerçant leur activité sur le territoire de la Polynésie française, la vérification des comptes peut être confiée à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française par arrêté du premier président de la Cour des comptes, pris après avis du procureur général près la Cour des comptes et du président de la chambre territoriale intéressée.

## CHAPITRE IV

*Contrôle de la sécurité sociale*

Art. L. 134-1. - Sont soumis au contrôle de la Cour des comptes tous les organismes de droit privé jouissant de la personnalité civile ou de l'autonomie financière qui assurent en tout ou partie la gestion d'un régime légalement obligatoire :

a) D'assurance couvrant la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

b) De prestations familiales.

Les unions et fédérations desdits organismes sont soumises au même contrôle.

## CHAPITRE V

*Communication des observations*

Art. L. 135-1. - Les observations, les suggestions d'amélioration ou de réforme portant sur la gestion des services, organismes et entreprises visés aux articles L. 111-3 à L. 111-7 font l'objet de communications de la Cour des comptes aux ministres et aux autorités administratives compétentes dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Art. L. 135-2. - Les observations formulées par la Cour des comptes en application de l'article L. 111-8 sont adressées au président des organismes mentionnés audit article, qui est tenu de les communiquer au conseil d'administration et à l'assemblée générale lors de la première réunion qui suit.

Art. L. 135-3. - A la suite du contrôle d'une entreprise publique visée à l'article L. 133-1, la Cour des comptes adresse aux ministres intéressés un rapport particulier dans lequel elle expose ses observations sur les comptes, l'activité, la gestion et les résultats de l'entreprise. Elle y exprime notamment son avis sur la qualité de la gestion de celle-ci ainsi que sur la régularité et la sincérité des comptes et propose, le cas échéant, les redressements qu'elle estime devoir leur être apportés. Elle établit et communique dans les mêmes conditions un rapport particulier à chaque fois qu'elle décide de vérifier les comptes et la gestion d'un des organismes ou d'une des entreprises, soumis à son contrôle, qui relèvent de l'article L. 133-2.

Ces rapports particuliers sont portés à la connaissance des membres du Parlement désignés pour suivre et apprécier la gestion des entreprises nationales et des sociétés d'économies mixte.

Art. L. 135-4. - Les observations qui font l'objet d'une publication par la Cour des comptes ou d'une communication au Parlement sont arrêtées après l'audition, à leur demande, des dirigeants des services ou organismes contrôlés, et de toute autre personne nominativement ou explicitement mise en cause.

Art. L. 135-5. - Le premier président peut donner connaissance aux commissions des finances et aux commissions d'enquête du Parlement des constatations et observations de la Cour des comptes.

## CHAPITRE VI

*Rapport public*

Art. L. 136-1. - La Cour des comptes adresse au Président de la République et présente au Parlement un rapport annuel, dans lequel elle expose ses observations et dégage les enseignements qui peuvent en être tirés.

Art. L. 136-2. - Le rapport public de la Cour des comptes porte à la fois sur les services, organismes et entreprises directement contrôlés par elle et sur les collectivités territoriales, établissements, sociétés, groupements et organismes qui relèvent de la compétence des chambres régionales des comptes en vertu des dispositions du livre II du présent code.

Art. L. 136-3. - La partie du rapport public de la Cour des comptes établie notamment sur la base des observations des chambres régionales des comptes et consacrée aux collectivités territoriales est précédée d'observations relatives au fonctionnement, à l'activité, aux moyens et aux résultats du contrôle des chambres régionales des comptes.

Art. L. 136-4. - La Cour des comptes informe les communes, les départements et les régions des observations relatives à leur gestion qu'elle envisage d'insérer dans le rapport public et les invite à lui faire part de leurs réponses.

Art. L. 136-5. - Le rapport de la Cour des comptes, auquel sont jointes les réponses des ministres et des représentants des collectivités territoriales, des établissements, sociétés, groupements et organismes intéressés, est publié au *Journal officiel* de la République française. Ces réponses engagent la seule responsabilité de leurs auteurs. Le délai de leur transmission à la Cour des comptes et les conditions de leur insertion dans le rapport sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

## TITRE IV

## PROCÉDURE

Art. L. 140-1. - La Cour des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion des services et organismes soumis à son contrôle.

Le fait de faire obstacle, de quelque façon que ce soit, à l'exercice des pouvoirs attribués aux magistrats, conseillers maîtres en service extraordinaire et rapporteurs de la Cour des comptes par le présent code est puni de 100 000 F d'amende. Le procureur général près la Cour des comptes peut saisir le parquet près la juridiction compétente en vue de déclencher l'action publique.

Art. L. 140-2. - Les magistrats, conseillers maîtres en service extraordinaire et rapporteurs de la Cour des comptes peuvent demander aux commissaires aux comptes, y compris les commissaires aux apports, tous renseignements sur les sociétés qu'ils contrôlent ; ils peuvent en particulier se faire communiquer les dossiers et documents établis en application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la profession et au statut des commissaires aux comptes de sociétés.

Art. L. 140-3. - La Cour des comptes peut recourir, pour des enquêtes de caractère technique, à l'assistance d'experts désignés par son premier président. S'il s'agit d'agents publics, elle informe leur chef de service. Les experts remplissent leur mission en liaison avec un magistrat délégué et désigné dans la lettre de service du premier président de la Cour des comptes qui précise la mission et les pouvoirs d'investigation de l'expert. Celui-ci informe le magistrat délégué du développement de sa mission. Les experts sont tenus à l'obligation du secret professionnel.

Art. L. 140-4. - Les agents des services financiers, ainsi que les commissaires aux comptes des organismes contrôlés, sont déliés du secret professionnel à l'égard des magistrats, conseillers maîtres en service extraordinaire et rapporteurs de la Cour des comptes, à l'occasion des enquêtes que ceux-ci effectuent dans le cadre de leurs attributions.

Pour les besoins des mêmes enquêtes, les magistrats de la Cour des comptes peuvent exercer directement le droit de communication que les agents des services financiers tiennent de la loi.

Art. L. 140-5. - La Cour des comptes prend toutes dispositions pour garantir le secret de ses investigations.

Art. L. 140-6. - Pour l'exercice des compétences qui leur sont reconnues par l'article L. 112-5, les conseillers maîtres en service extraordinaire et les rapporteurs sont tenus de respecter l'obligation du secret professionnel des magistrats.

Art. L. 140-7. - Les comptables sont tenus de produire leurs comptes à la Cour des comptes dans des délais fixés par voie réglementaire.

La procédure est écrite et présente un caractère contradictoire.

La Cour statue sur ces comptes par arrêts successivement provisoires et définitifs.

Art. L. 140-8. - Tout représentant, administrateur, fonctionnaire ou agent des services, établissements et organismes contrôlés, ainsi que, pour les besoins du contrôle, tout représentant ou agent de l'Etat, tout gestionnaire de fonds publics, tout dirigeant d'entreprise publique ou tout membre des services d'inspection et corps de contrôle dont l'audition est jugée néces-

saire, a obligation de répondre à la convocation de la Cour des comptes.

Art. L. 140-9. – Les dispositions du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ne sont pas applicables aux mesures d'instruction, rapports et diverses communications de la Cour des comptes.

## LIVRE II

### LES CHAMBRES RÉGIONALES ET TERRITORIALES DES COMPTES

#### Première partie

#### Les chambres régionales des comptes

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### MISSIONS ET ORGANISATION

##### CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Art. L. 210-1. – Il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes.

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Missions

Art. L. 211-1. – La chambre régionale des comptes juge, dans son ressort, l'ensemble des comptes des comptables publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait. La Cour des comptes statue en appel.

Art. L. 211-2. – Les comptes des communes ou groupements de communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants et dont le montant des recettes ordinaires figurant au dernier compte administratif est inférieur à 2 000 000 F ainsi que ceux de leurs établissements publics font l'objet, sous réserve des dispositions des articles L. 231-7 à L. 231-9, d'un apurement administratif par les comptables supérieurs du Trésor.

Art. L. 211-3. – Pour les collectivités territoriales et établissements publics locaux dont elle assure le jugement effectif des comptes du comptable en application de l'article L. 211-1, la chambre régionale des comptes vérifie sur pièces et sur place la régularité des recettes et dépenses décrites dans les comptabilités des collectivités territoriales et des établissements publics locaux. Elle s'assure de l'emploi régulier des crédits, fonds et valeurs.

Art. L. 211-4. – La chambre régionale des comptes peut assurer la vérification des comptes des filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquelles elles détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 211-5. – La chambre régionale des comptes peut assurer la vérification des comptes des filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés à l'article L. 211-4, lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 211-6. – Les organismes dont la gestion n'est pas assujettie aux règles de la comptabilité publique et qui bénéficient d'un concours financier excédant les seuils mentionnés aux articles L. 211-4 et L. 211-5 d'une collectivité territoriale ou d'un organisme relevant lui-même de sa compétence peuvent être soumis aux mêmes contrôles que ceux exercés par la Cour des comptes en application des dispositions de l'article L. 111-7.

Art. L. 211-7. – La chambre régionale des comptes concourt au contrôle budgétaire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dans les conditions définies aux articles L. 232-1 à L. 232-32.

Art. L. 211-8. – La chambre régionale des comptes examine la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle examine, en outre, la gestion des établissements, sociétés, groupements des établissements et organismes mentionnés aux articles L. 211-4 à L. 211-6, ainsi qu'aux articles L. 133-3 et L. 133-4, lorsque la vérification lui en est confiée par arrêté du premier président de la Cour des comptes. Elle peut également assurer ces vérifications sur demande motivée, soit du représentant de l'Etat dans la région ou le département, soit de l'autorité territoriale.

#### CHAPITRE II

#### Organisation

##### Section 1

#### Organisation des juridictions

##### Sous-section 1

##### Dispositions générales

Art. L. 212-1. – Le siège, la composition, l'organisation et la répartition en sections des chambres régionales des comptes sont fixés par décret en Conseil d'Etat. Le siège de la chambre régionale des comptes est fixé après avis du conseil régional.

Art. L. 212-2. – La chambre régionale des comptes comprend au minimum un président et deux assesseurs.

Art. L. 212-3. – Le président de la chambre régionale des comptes est un conseiller maître ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République.

Art. L. 212-4. – Des magistrats de la Cour des comptes peuvent, à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, être détachés auprès des chambres régionales des comptes.

Art. L. 212-5. – Les membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel peuvent être détachés dans le corps des chambres régionales des comptes.

Dans ce cas, après avoir prêté serment, ils sont admis à exercer leurs fonctions dans les mêmes conditions que les magistrats desdites chambres.

Art. L. 212-6. – Des agents de l'Etat ou des collectivités territoriales peuvent être détachés auprès des chambres régionales des comptes pour assister leurs membres dans l'exercice de leurs compétences dans des conditions fixées par voie réglementaire. Les intéressés ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle.

Art. L. 212-7. – Les membres des chambres régionales des comptes constituent un corps de magistrats.

Art. L. 212-8. – Les magistrats des chambres régionales des comptes sont inamovibles. En conséquence, nul magistrat des chambres régionales des comptes ne peut recevoir, sans son consentement, une affectation nouvelle, même en avancement.

Les magistrats ne peuvent, en dehors de leurs fonctions, être requis pour d'autres services publics que le service national.

Art. L. 212-9. – Tout magistrat des chambres régionales des comptes doit, lors de sa nomination à son premier emploi dans une chambre régionale, prêter serment, avant d'entrer en fonctions, de remplir bien et fidèlement ses fonctions, de garder le secret des délibérations et de se comporter en tout comme un digne et loyal magistrat. Il ne peut, en aucun cas, être relevé de son serment.

Art. L. 212-10. – Chaque chambre régionale des comptes comporte un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, choisis parmi les magistrats de la chambre, qui exercent les fonctions du ministère public et sont les correspondants du procureur général près la Cour des comptes.

Art. L. 212-11. – Des magistrats des chambres régionales des comptes sont, avec leur accord, délégués dans les fonctions du ministère public par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances sur proposition conjointe du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes. Dans ces fonctions, les intéressés ne sont pas inamovibles. Il est mis fin à cette délégation dans les mêmes formes.

## Sous-section 2

*Dispositions particulières aux régions d'outre-mer*

Art. L. 212-12. – Les chambres régionales des comptes des régions de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane sont présidées par un même président.

Ces chambres peuvent être dotées des mêmes assesseurs.

Art. L. 212-13. – Dans les régions d'outre-mer, les effectifs des chambres régionales des comptes peuvent être complétés par des magistrats de l'ordre judiciaire dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Art. L. 212-14. – Dans les régions d'outre-mer, l'intérim du ministère public auprès d'une chambre régionale des comptes peut être exercé, pour une période n'excédant pas six mois, par un magistrat de la chambre remplissant les conditions réglementaires exigées pour être délégué dans les fonctions de commissaire du Gouvernement, désigné sur proposition du président de la chambre par décision conjointe du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes. Il est mis fin à cet intérim par décision du procureur général qui en tient informé le premier président.

## Sous-section 3

*Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*

Art. L. 212-15. – La chambre régionale des comptes compétentes pour la collectivité territoriale, les communes et leurs établissements publics de Saint-Pierre-et-Miquelon est la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France.

## Section 2

**Le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes**

Art. L. 212-16. – Il est institué un Conseil supérieur des chambres régionales des comptes. Ce conseil établit le tableau d'avancement de grade des membres du corps des chambres régionales des comptes et la liste d'aptitude de ces membres aux fonctions de président de chambre régionale. Il donne un avis sur toute mutation d'un magistrat. Tout projet de modification du statut défini par le présent code est soumis pour avis au Conseil supérieur des chambres régionales des comptes.

Ce conseil est également consulté sur toute question relative à l'organisation, au fonctionnement ou à la compétence des chambres régionales.

Art. L. 212-17. – Le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes comprend :

- le premier président de la Cour des comptes, président ;
- trois personnalités qualifiées qui n'exercent pas de mandat électif, désignées respectivement par le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- le procureur général près la Cour des comptes ;
- deux conseillers maîtres à la Cour des comptes, dont un exerçant les fonctions de président de chambre régionale des comptes ;
- un conseiller référendaire à la Cour des comptes ;
- un président de section de chambre régionale des comptes ;
- un conseiller hors classe de chambre régionale des comptes ;
- un conseiller de 1<sup>re</sup> classe de chambre régionale des comptes ;
- un conseiller de 2<sup>e</sup> classe de chambre régionale des comptes.

Le mandat des personnes élues ou désignées au Conseil supérieur dure trois ans et n'est pas renouvelable. Les magistrats qui en sont membres ne peuvent bénéficier d'aucun avancement de grade pendant toute la durée de leur mandat.

Art. L. 212-18. – Les magistrats de la Cour des comptes sont élus au Conseil supérieur par l'ensemble des magistrats qui la composent, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les magistrats des chambres régionales des comptes élisent, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, leurs

représentants au Conseil supérieur des chambres régionales des comptes. Un suppléant est élu pour chaque représentant titulaire.

Art. L. 212-19. – Lors des travaux d'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitude, seuls siègent au Conseil des magistrats d'un grade supérieur ou égal à celui du magistrat intéressé. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

## TITRE II

**DISPOSITIONS STATUTAIRES**

## CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Art. L. 220-1. – Sous réserve des dispositions du présent code, le statut général des fonctionnaires et les décrets en Conseil d'Etat pris pour son application s'appliquent aux membres du corps des chambres régionales des comptes dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 220-2. – Le corps des magistrats des chambres régionales des comptes comprend les grades suivants :

- président de section de chambre régionale des comptes ;
- conseiller hors classe de chambre régionale des comptes ;
- conseiller de 1<sup>re</sup> classe de chambre régionale des comptes ;
- conseiller de 2<sup>e</sup> classe de chambre régionale des comptes.

CHAPITRE I<sup>er</sup>*Nominations*

Art. L. 221-1. – Les nominations dans le corps des magistrats des chambres régionales des comptes sont prononcées par décret du Président de la République. Les nominations aux différents grades de ce corps, ainsi que les mutations, sont prononcées par décret.

Art. L. 221-2. – Les présidents de chambre régionale des comptes sont nommés sur proposition du premier président de la Cour des comptes par décret du Président de la République, soit parmi les magistrats appartenant déjà à la Cour des comptes au moment de leur candidature, soit parmi les présidents de section et conseillers hors classe des chambres régionales des comptes nommés à la Cour des comptes dans les conditions prévues à l'article L. 122-4, après inscription, en ce qui concerne ces derniers, sur une liste d'aptitude établie par le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes :

a) Sur six vacances de présidence de chambre régionale des comptes, deux nominations au moins sont prononcées parmi les membres du corps des magistrats des chambres régionales des comptes jusqu'à ce que le nombre total des présidents de chambre régionale des comptes en fonctions comprenne un tiers au moins des magistrats issus de ce corps.

Lorsque cette condition se trouve remplie, les nominations suivantes sont prononcées soit parmi les magistrats de la Cour des comptes, soit parmi ceux du corps des chambres régionales des comptes, de telle sorte qu'un tiers au moins et deux tiers au plus des présidences de chambre régionale des comptes soient effectivement occupées par des magistrats de l'une ou l'autre origine ;

b) Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de président de chambre régionale des comptes les présidents de section et les conseillers hors classe âgés de quarante-cinq ans au moins et justifiant d'un minimum de quinze années de services publics.

Les conditions d'âge et de durée de services publics exigées ci-dessus sont appréciées au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la liste d'aptitude est établie ;

c) Dès leur nomination en qualité de magistrat de la Cour des comptes, les membres du corps des magistrats de chambres régionales des comptes reçoivent une première affectation en qualité de président d'une chambre régionale des comptes. Ils sont tenus d'exercer les fonctions de président de chambre régionale des comptes pendant cinq ans au moins, sauf cas de force majeure constaté et reconnu par le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes et sous réserve des dispositions relatives à la limite d'âge.

Art. L. 221-3. - Les conseillers de 2<sup>e</sup> classe de chambre régionale des comptes sont recrutés parmi les anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration.

Art. L. 221-4. - Pour quatre conseillers de chambre régionale des comptes recrutés en application de l'article L. 221-3, une nomination est prononcée au bénéfice des fonctionnaires civils ou militaires appartenant à un corps de catégorie A ou assimilé, des magistrats de l'ordre judiciaire ou des agents titulaires des collectivités territoriales de même niveau, âgés de trente ans au moins et justifiant d'une durée minimum de cinq ans de services publics.

Art. L. 221-5. - Pour cinq conseillers de 2<sup>e</sup> classe promus au grade de conseiller de 1<sup>re</sup> classe, une nomination est prononcée au bénéfice des fonctionnaires, magistrats ou agents mentionnés à l'article L. 221-4, âgés de trente-cinq ans au moins et justifiant d'une durée minimale de dix ans de services publics.

Art. L. 221-6. - Pour six conseillers de 1<sup>re</sup> classe promus au grade de conseiller hors classe, une nomination est prononcée au bénéfice des fonctionnaires, magistrats ou agents mentionnés à l'article L. 221-4, âgés de trente-sept ans au moins et justifiant d'une durée minimale de douze ans de services publics.

Art. L. 221-7. - Les nominations prévues aux articles L. 221-4, L. 221-5 et L. 221-6 sont prononcées après inscription sur des listes d'aptitude établies par ordre de mérite sur proposition d'une commission chargée d'examiner les titres des candidats.

Cette commission est présidée par le premier président de la Cour des comptes ou son représentant. Elle comprend :

- le procureur général près la Cour des comptes ou son représentant ;
- le directeur général de l'administration et de la fonction publique ou son représentant ;
- le directeur du personnel et des services généraux du ministère des finances ou son représentant ;
- le directeur général de l'administration du ministère de l'intérieur ou son représentant ;
- le directeur de l'Ecole nationale d'administration ou son représentant ;
- un magistrat de la Cour des comptes élu par l'ensemble des magistrats qui la composent et quatre magistrats des chambres régionales des comptes élus par leurs pairs dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 221-8. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les grades que doivent détenir les candidats à un recrutement au titre des articles L. 221-4, L. 221-5 et L. 221-6 et, le cas échéant, les emplois qu'ils doivent occuper. Le décret précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission prévue à l'article précédent, ainsi que les modalités d'établissement des listes d'aptitude.

## CHAPITRE II

### Obligations et incompatibilités

Art. L. 222-1. - Les magistrats des chambres régionales des comptes sont astreints à résider au siège de la chambre régionale à laquelle ils appartiennent. Des dérogations individuelles peuvent toutefois être accordées par le président de la chambre régionale.

Art. L. 222-3. - L'exercice des fonctions de magistrat des chambres régionales des comptes est également incompatible avec :

- a) L'exercice d'un mandat au Parlement européen ;
- b) L'exercice des fonctions de président d'un conseil régional ou général ;
- c) L'exercice d'un mandat de conseiller régional, général ou municipal dans le ressort de la chambre régionale à laquelle appartient ou a appartenu depuis moins de cinq ans le magistrat.

Art. L. 222-4. - Nul ne peut être nommé magistrat dans une chambre régionale des comptes ou, le cas échéant, le demeurer :

- a) S'il a exercé, depuis moins de cinq ans, dans le ressort de cette chambre, une fonction publique élective mentionnée à

l'article L.O. 222-2, ou fait acte de candidature à l'un de ces mandats depuis moins de trois ans ;

b) Si son conjoint ou son concubin notoire est député d'une circonscription ou sénateur d'un département situé dans le ressort de cette chambre ;

c) Si son conjoint ou son concubin notoire est président du conseil régional, d'un conseil général ou maire d'une commune, chef-lieu de département de ce même ressort ;

d) S'il a exercé depuis moins de cinq ans dans ce ressort les fonctions de représentant de l'Etat dans un département ou dans un arrondissement, ou de directeur départemental ou régional d'une administration publique de l'Etat ;

e) S'il a exercé dans le ressort de cette chambre régionale des comptes depuis moins de cinq ans des fonctions de direction dans l'administration d'une collectivité territoriale ou d'un organisme, quelle qu'en soit la forme juridique, soumis au contrôle de cette chambre ou de la Cour des comptes ;

f) S'il a exercé dans le ressort de cette chambre régionale des fonctions de comptable public principal pour lesquelles il n'a pas reçu quitus.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. L. 222-5. - Un comptable public principal, nommé membre d'une chambre régionale des comptes, ne peut, s'il est constitué en débet, exercer d'activité d'ordre juridictionnel jusqu'à ce qu'il ait reçu quitus.

Toutefois, l'interdiction prévue à l'alinéa précédent prend fin dès que l'intéressé obtient décharge de sa responsabilité.

Art. L. 222-6. - Nul ne peut être nommé magistrat dans une chambre régionale des comptes s'il a été déclaré comptable de fait et s'il ne lui a pas été donné quitus.

Si la déclaration intervient postérieurement à sa nomination, le magistrat est suspendu de ses fonctions, selon le cas par le président de la chambre régionale ou le procureur général près la Cour des comptes, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 223-11, jusqu'à ce que quitus lui soit donné.

Art. L. 222-7. - Nul magistrat des chambres régionales des comptes ne peut, dans le ressort d'une chambre régionale à laquelle il a appartenu au cours des cinq années précédentes, être détaché auprès d'une collectivité territoriale ou d'un organisme soumis au contrôle de cette chambre ou placé en disponibilité pour servir dans une telle collectivité ou un tel organisme.

## CHAPITRE III

### Discipline

Art. L. 223-1. - Le pouvoir disciplinaire est exercé à l'égard des membres du corps des chambres régionales des comptes par le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes, qui est saisi des faits motivant la poursuite disciplinaire par le président de chambre régionale à laquelle appartient le magistrat concerné.

Lorsque le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes statue comme conseil de discipline, le procureur général près la Cour des comptes n'assiste pas aux séances de ce conseil, sauf dans le cas visé à l'alinéa ci-après.

Lorsqu'il exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des magistrats délégués dans les fonctions du ministère public, le Conseil supérieur est présidé par le procureur général près la Cour des comptes et comprend, en outre, un magistrat exerçant les fonctions du ministère public élu par les magistrats exerçant ces fonctions. Dans ce cas, il est saisi par le ministre chargé des finances.

Art. L. 223-2. - La procédure devant le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes est contradictoire.

Dès la saisine du Conseil, le magistrat a droit à la communication intégrale de son dossier et des pièces de l'enquête préliminaire, s'il y a été procédé. Il peut se faire assister par un ou plusieurs de ses pairs et par un ou plusieurs défenseurs de son choix.

Le président du Conseil supérieur désigne, parmi les membres du Conseil, un rapporteur qui procède, s'il y a lieu, à une enquête.

Au cours de l'enquête, le rapporteur entend l'intéressé. S'il y a lieu, il entend le plaignant et les témoins. Il accomplit tous actes d'investigations utiles.

Art. L. 223-3. - Lorsqu'une enquête n'a pas été jugée nécessaire, ou lorsque l'enquête est terminée, le magistrat est cité à comparaître devant le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes.

Art. L. 223-4. - Le magistrat poursuivi a droit à la communication de son dossier, de toutes les pièces de l'enquête et du rapport établi par le rapporteur. Son conseil a droit à la communication des mêmes documents.

Art. L. 223-5. - Si le magistrat ne comparaît pas, et à moins qu'il n'en soit empêché par force majeure, il peut néanmoins être statué et la procédure est réputée contradictoire.

Art. L. 223-6. - Seuls siègent au Conseil supérieur les magistrats d'un grade égal ou supérieur à celui du magistrat incriminé.

Art. L. 223-7. - Après lecture du rapport, le magistrat est invité à fournir ses explications ou moyens de défense sur les faits qui lui sont reprochés.

Art. L. 223-8. - Le Conseil supérieur peut entendre des témoins ; il doit entendre ceux que le magistrat a désignés.

Art. L. 223-9. - Le Conseil supérieur statue à huis clos. Sa décision est prise à la majorité des voix ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut faire l'objet que d'un recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

Art. L. 223-10. - La décision rendue est notifiée au magistrat intéressé par le président du Conseil supérieur. Elle prend effet du jour de cette notification.

Art. L. 223-11. - Lorsqu'un membre d'une chambre régionale des comptes commet un manquement grave aux obligations résultant de son serment, qui rend impossible, eu égard à l'intérêt du service, son maintien en fonctions, et si l'urgence le commande, l'auteur de ce manquement peut être immédiatement suspendu.

Cette suspension est prononcée par le président du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes, sur proposition du président de la chambre régionale intéressée ou sur proposition du procureur général près la Cour des comptes lorsque cette mesure concerne un magistrat délégué dans les fonctions du ministère public.

Cette suspension n'entraîne pas privation du droit au traitement ; elle ne peut être rendue publique.

Le Conseil supérieur est saisi d'office et sans délai d'une procédure disciplinaire.

### TITRE III

## COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### Compétences juridictionnelles

##### Section 1

#### Jugement des comptes

Art. L. 231-1. - Les comptables sont tenus de produire leurs comptes devant la chambre régionale des comptes, dans les délais prescrits par les règlements.

Art. L. 231-2. - Sous réserve des dispositions des articles L. 211-2 et L. 231-6, la chambre régionale des comptes statue en premier ressort, à titre provisoire ou définitif, sur les comptes des comptables publics des collectivités territoriales et leurs établissements publics situés dans son ressort.

Art. L. 231-3. - La chambre régionale des comptes juge, dans les mêmes formes et sous les mêmes sanctions, les comptes que lui rendent les personnes qu'elle a déclarées comptables de fait d'une collectivité ou d'un établissement public relevant de sa compétence.

Les dispositions définitives des jugements portant sur des gestions de fait sont délibérées après l'audition, à leur demande, des personnes déclarées comptables de fait.

Art. L. 231-4. - Les premiers comptes jugés par les chambres régionales des comptes sont ceux de la gestion de 1983. Les comptes des exercices antérieurs demeurent respectivement jugés par la Cour des comptes ou arrêtés par les comptables supérieurs du Trésor selon les modalités de répartition de compétences résultant des articles L. 131-4 et L. 131-5.

Art. L. 231-5. - La chambre régionale des comptes n'a pas juridiction sur les ordonnateurs, sauf sur ceux qu'elle a déclarés comptables de fait.

Art. L. 231-6. - Par dérogation aux dispositions de l'article L. 211-1, l'apurement et le contrôle des crédits mis à la disposition du Conseil de Paris pour son fonctionnement sont assurés par une commission de vérification désignée par le Conseil de Paris en son sein de manière que chacun des groupes politiques soit représenté. Le questeur ne peut faire partie de cette commission. Le pouvoir de la commission s'exerce sous le contrôle de la Cour des comptes et sous réserve de ses droits d'évocation et de réformation.

### Section 2

#### Contrôle de l'apurement administratif des comptes

Art. L. 231-7. - Les décisions d'apurement prises en application de l'article L. 211-2, assorties le cas échéant de toute observation pouvant entraîner la mise en débet du comptable, sont transmises par le comptable supérieur du Trésor à la chambre régionale des comptes. La mise en débet du comptable ne peut être prononcée que par la chambre régionale des comptes.

Art. L. 231-8. - Pour les comptes soumis au régime de l'apurement administratif et qui ne font pas l'objet d'observations sous réserve des recours éventuels et du droit d'évocation de la chambre régionale des comptes, les arrêtés des comptables supérieurs du Trésor emportent décharge définitive du comptable.

Art. L. 231-9. - Le comptable supérieur du Trésor adresse à la chambre régionale des comptes tous les arrêtés de décharge qu'il a pris.

La chambre régionale des comptes peut exercer son droit d'évocation et de réformation sur les arrêtés visés à l'article L. 231-8 dans le délai de six mois à dater de leur notification au comptable.

### Section 3

#### Condamnation des comptables à l'amende

Art. L. 231-10. - La chambre régionale des comptes peut condamner les comptables à l'amende pour retard dans la production de leurs comptes et dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées à leur encontre dans les conditions fixées, pour la Cour des comptes, par les articles L. 131-6, L. 131-7, L. 131-10 et L. 131-12.

Art. L. 231-11. - La chambre régionale des comptes peut condamner les comptables de fait à l'amende en raison de leur immixtion dans les fonctions de comptable public dans les conditions fixées à l'article L. 131-11.

Art. L. 231-12. - Les jugements prononçant une condamnation définitive à l'amende sont délibérés après l'audition, à leur demande, des personnes concernées.

Art. L. 231-13. - Lorsque les comptables supérieurs du Trésor procèdent à l'apurement des comptes en application de l'article L. 211-2, les comptables des communes, des établissements publics communaux et des groupements de communes intéressés peuvent, sur la demande du trésorier-payeur général ou du receveur particulier des finances, être condamnés par la chambre régionale des comptes à une amende dans les conditions fixées pour la Cour des comptes par les articles L. 131-8, L. 131-10 et L. 131-12.

### CHAPITRE II

#### Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets

##### Section 1

#### Des communes

Art. L. 232-1. - Dans le cas où le budget de la commune n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il

s'applique, le maire est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption. L'autorisation mentionnée au présent alinéa précise le montant et l'affectation des crédits.

Art. L. 232-2. - Si le budget d'une commune n'a pas été adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement des conseils municipaux, le représentant de l'Etat dans le département saisit sans délai la chambre régionale des comptes qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. Le représentant de l'Etat règle le budget et le rend exécutoire. Si le représentant de l'Etat dans le département s'écarte des propositions de la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

A compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au règlement du budget de la commune par le représentant de l'Etat, le conseil municipal ne peut adopter de délibérations sur le budget de l'exercice en cours.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication avant le 15 mars au conseil municipal d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, le conseil municipal dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget de la commune.

Art. L. 232-3. - En cas de création d'une nouvelle commune, le conseil municipal adopte le budget dans un délai de trois mois à compter de cette création. A défaut, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département, sur avis public de la chambre régionale des comptes dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 232-2.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication au conseil municipal, dans les deux mois et demi suivant cette création, d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, le conseil municipal dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget de la commune.

Art. L. 232-4. - Le budget de la commune est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

Art. L. 232-5. - Lorsque le budget d'une commune n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue à l'article L. 232-7, le constate et propose à la commune, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande au conseil municipal une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération du conseil municipal, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.

Si le conseil municipal n'a pas délibéré dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 232-6. - Toutefois, pour l'application de l'article L. 232-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent et dont la section d'investissement est en équilibre réel, après reprise pour chacune des sections des résultats apparaissant au compte administratif de l'exercice précédent.

A compter de l'exercice 1997, pour l'application de l'article L. 232-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision du conseil municipal ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigées.

Art. L. 232-7. - Le budget primitif de la commune est transmis au représentant de l'Etat dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 232-2 et L. 232-8. A défaut, il est fait application de l'article L. 232-2.

Art. L. 232-8. - A compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au terme de la procédure prévue à l'article L. 232-5, le conseil municipal ne peut délibérer en matière budgétaire, sauf pour la délibération prévue au deuxième alinéa de cet article et pour l'application de l'article L. 232-11.

Lorsque le budget d'une commune a été réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département, les budgets supplémentaires afférents au même exercice sont transmis par le représentant de l'Etat à la chambre régionale des comptes. En outre, le vote du conseil municipal sur le compte administratif prévu à l'article L. 232-11 intervient avant le vote du budget primitif afférent à l'exercice suivant. Lorsque le compte administratif adopté dans les conditions ci-dessus mentionnées fait apparaître un déficit dans l'exécution du budget communal, ce déficit est reporté au budget primitif de l'exercice suivant. Ce budget primitif est transmis à la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat dans le département.

S'il est fait application de la procédure définie à l'alinéa ci-dessus, les dates fixées au premier alinéa de l'article L. 232-2 pour l'adoption du budget primitif sont reportées respectivement au 1<sup>er</sup> juin et au 15 juin. Dans ce cas, le délai limite de transmission du compte de gestion du comptable prévu à l'article L. 232-11 est ramené au 1<sup>er</sup> mai.

Art. L. 232-9. - La transmission du budget de la commune à la chambre régionale des comptes au titre des articles L. 232-5 et L. 232-13 a pour effet de suspendre l'exécution de ce budget jusqu'au terme de la procédure. Toutefois, sont applicables à compter de cette transmission les dispositions du premier alinéa de l'article L. 232-1. En outre, les dépenses de la section d'investissement du budget peuvent être engagées, liquidées et mandataées dans la limite de la moitié des crédits inscrits à ce titre.

Art. L. 232-10. - Sous réserve du respect des dispositions des articles L. 232-1, L. 232-8 et L. 232-9, des modifications peuvent être apportées au budget de la commune par le conseil municipal, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le délai de vingt et un jours suivant la fin de l'exercice budgétaire, le conseil municipal peut, en outre, apporter au budget les modifications permettant d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre de chacune des deux sections du budget ou entre les deux sections.

Les délibérations relatives aux modifications budgétaires prévues à l'alinéa précédent doivent être transmises au représentant

de l'Etat au plus tard cinq jours après le délai limite fixé pour leur adoption. Les mandatements découlant des modifications budgétaires ainsi décidées doivent être achevés au plus tard le 31 janvier suivant l'exercice auquel ils se rapportent.

Art. L. 232-11. - L'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du conseil municipal sur le compte administratif présenté par le maire après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la commune. Le vote du conseil municipal arrêtant les comptes doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Art. L. 232-12. - Le compte administratif est transmis au représentant de l'Etat dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 232-8 et L. 232-11.

A défaut, le représentant de l'Etat saisit, selon la procédure prévue par l'article L. 232-5, la chambre régionale des comptes du plus proche budget voté par la commune.

Art. L. 232-13. - Lorsque l'arrêté des comptes communaux fait apparaître dans l'exécution du budget communal, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 p. 100 des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et 5 p. 100 dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, propose à la commune les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine.

Lorsque le budget d'une commune a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le représentant de l'Etat dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant.

Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre régionale des comptes constate que la commune n'a pas pris de mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au représentant de l'Etat dans le département dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le représentant de l'Etat règle le budget et le rend exécutoire, après application éventuelle des dispositions de l'article L. 235-5 du code des communes. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

En cas de mise en œuvre des dispositions des alinéas précédents, la procédure prévue à l'article L. 232-5 n'est pas applicable.

Art. L. 232-14. - Ne sont obligatoires pour les communes que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

La chambre régionale des comptes, saisie soit par le représentant de l'Etat dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget communal ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la commune concernée.

Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'Etat d'inscrire cette dépense au budget de la commune et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'Etat dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 232-15. - A défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le maire dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le représentant de l'Etat dans le département, celui-ci y procède d'office.

Le délai prévu à l'alinéa précédent est porté à deux mois si le montant de la dépense est égal ou supérieur à 5 p. 100 de la section de fonctionnement du budget primitif.

Art. L. 232-16. - Dans le cadre des commandes publiques, lorsque des intérêts moratoires ne sont pas mandatés en même temps que le principal, ce dernier étant d'un montant supérieur à un seuil fixé par voie réglementaire, le comptable assignataire de la dépense en informe l'ordonnateur et le représentant de l'Etat dans le département dans un délai de dix jours suivant la réception de l'ordre de paiement. Dans un délai de quinze jours, le représentant de l'Etat adresse à l'ordonnateur une mise en demeure de mandatement. A défaut d'exécution dans un délai d'un mois, le représentant de l'Etat procède d'office, dans un délai de dix jours, au mandatement de la dépense.

Toutefois, si, dans le délai d'un mois dont il dispose, l'ordonnateur notifie un refus d'exécution motivé par une insuffisance de crédits disponibles, ou si, dans ce même délai, le représentant de l'Etat constate cette insuffisance, celui-ci, dans un délai de quinze jours à compter de cette notification ou de cette constatation, saisit la chambre régionale des comptes dans les conditions fixées à l'article L. 232-14. Le représentant de l'Etat procède ensuite au mandatement d'office dans les quinze jours suivant la réception de la délibération inscrivant les crédits ou sa décision réglant le budget rectifié.

Art. L. 232-17. - Les dispositions de la présente section sont applicables aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, à l'exception de celles des articles L. 232-11 et L. 232-13.

Les dispositions relatives au rétablissement de l'équilibre budgétaire ne sont applicables ni aux communes de plus de 25 000 habitants ni aux communes mentionnées à l'article L. 181-3 du code des communes.

Art. L. 232-18. - Les dispositions de la présente section sont applicables aux établissements publics communaux et intercommunaux, sous réserve des dispositions spécifiques du présent chapitre les concernant.

## Section 2

### Dispositions particulières aux syndicats de communes

Art. L. 232-19. - La chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, donne un avis sur les modifications susceptibles d'être apportées aux règles fixant les modalités de répartition des contributions des communes au budget d'un syndicat dont elles sont membres dans le cadre défini à l'article L. 163-17-1 du code des communes ci-après reproduit :

« Art. L. 163-17-1. - Lorsque l'application d'une disposition à caractère fiscal ou budgétaire a pour conséquence d'augmenter ou de diminuer les ressources de fonctionnement d'une commune membre d'un syndicat d'un pourcentage égal ou supérieur à 10 p. 100 des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 p. 100 dans les autres cas, chaque commune membre peut demander au comité syndical une modification des règles fixant les modalités de répartition des contributions financières des communes au budget du syndicat à compter de l'année suivante.

« Si le comité syndical n'a pas fait droit à la demande dans un délai de six mois, ou si la délibération du comité syndical n'a pas été approuvée par les conseils municipaux dans les conditions prévues aux deuxième, troisième et cinquième alinéas de l'article L. 163-17, le représentant de l'Etat peut modifier, à la demande de la commune intéressée et après avis de la chambre régionale des comptes, les règles fixant les modalités de répartition des contributions financières des communes au budget du syndicat. »

## Section 3

### Des départements

Art. L. 232-20. - Les dispositions des articles L. 232-1 à L. 232-6, premier alinéa, L. 232-7 à L. 232-10 et L. 232-12 sont applicables au budget du département.

Art. L. 232-21. - Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

L'arrêté des comptes départementaux est constitué par le vote du conseil général sur le compte administratif présenté par le président du conseil général après transmission, au plus tard le

1<sup>er</sup> juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion, établi par le comptable du département. Le vote du conseil général arrêtant les comptes doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Lorsque l'arrêté des comptes départementaux fait apparaître dans l'exécution du budget départemental, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 5 p. 100 des recettes de la section de fonctionnement du budget départemental, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, propose au département les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai de deux mois à compter de cette saisine.

Lorsque le budget d'un département a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le représentant de l'Etat dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant.

Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre régionale des comptes constate que le département n'a pas pris des mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au représentant de l'Etat dans le département dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

En cas de mise en œuvre des dispositions des alinéas précédents, la procédure prévue à l'article L. 232-5 n'est pas applicable.

Art. L. 232-22. - Ne sont obligatoires pour les départements que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses nécessaires pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

La chambre régionale des comptes, saisie soit par le représentant de l'Etat dans le département, soit par le comptable du département, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget départemental ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure au département intéressé.

Si, dans le délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'Etat dans le département d'inscrire cette dépense au budget départemental et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'Etat dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 232-23. - A défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le président du conseil général dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le représentant de l'Etat dans le département, celui-ci y procède d'office.

Le délai prévu à l'alinéa précédent est porté à deux mois si la dépense est égale ou supérieure à 5 p. 100 de la section de fonctionnement du budget primitif.

Art. L. 232-24. - Dans le cadre des commandes publiques, lorsque des intérêts moratoires ne sont pas mandatés en même temps que le principal, ce dernier étant d'un montant supérieur à un seuil fixé par voie réglementaire, le comptable assignataire de la dépense en informe l'ordonnateur et le représentant de l'Etat dans le département, dans un délai de dix jours suivant la réception de l'ordre de paiement. Dans un délai de quinze jours, le représentant de l'Etat adresse à l'ordonnateur une mise en demeure de mandatement. A défaut d'exécution dans un délai d'un mois, le représentant de l'Etat procède d'office dans un délai de dix jours au mandatement de la dépense.

Toutefois, si, dans le délai d'un mois dont il dispose, l'ordonnateur notifie un refus d'exécution motivé par une insuffisance de crédits disponibles ou si, dans ce même délai, le représentant de l'Etat constate cette insuffisance, celui-ci, dans un délai de quinze jours à compter de cette notification ou de cette constatation, saisit la chambre régionale des comptes dans les conditions fixées à l'article L. 232-22. Le représentant de l'Etat pro-

cède ensuite au mandatement d'office dans les quinze jours suivant la réception de la délibération inscrivant les crédits ou sa décision réglant le budget rectifié.

Art. L. 232-25. - Les dispositions de la présente section sont applicables aux établissements publics départementaux, aux établissements publics interdépartementaux, aux établissements publics communs aux communes et aux départements ainsi qu'aux établissements publics communs à des collectivités locales ou groupements de ces collectivités et à des établissements publics, sous réserve des dispositions spécifiques du présent chapitre les concernant.

#### Section 4

##### Des régions

Art. L. 232-26. - Les dispositions des articles L. 232-20 à L. 232-24 sont applicables aux actes budgétaires des régions et de leurs établissements publics.

#### Section 5

##### Dispositions communes aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux

Art. L. 232-27. - Les dispositions des articles L. 232-14, L. 232-15, L. 232-22, L. 232-23 et L. 232-26 ne sont pas applicables à l'inscription et au mandatement des dépenses obligatoires résultant pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée. Ces opérations demeurent régies par l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public.

#### Section 6

##### Des établissements publics locaux d'enseignement

Art. L. 232-28. - Le budget d'un établissement public local d'enseignement est préparé, adopté et devient exécutoire dans les conditions suivantes :

a) Avant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédant l'exercice, le montant prévisionnel de la participation aux dépenses d'équipement et de fonctionnement incombant à la collectivité territoriale dont dépend l'établissement et les orientations relatives à l'équipement et au fonctionnement matériel de l'établissement, arrêtés par l'assemblée délibérante de cette collectivité, sont notifiés au chef d'établissement. Cette participation ne peut être réduite lors de l'adoption ou de la modification du budget de cette collectivité ;

b) Le chef d'établissement prépare le projet de budget en fonction des orientations fixées et dans la limite de l'ensemble des ressources dont dispose l'établissement. Il le soumet au conseil d'administration ;

c) Le budget de l'établissement est adopté en équilibre réel dans le délai de trente jours suivant la notification de la participation de la collectivité dont dépend l'établissement ;

d) Le budget adopté par le conseil d'administration de l'établissement est transmis au représentant de l'Etat, à la collectivité de rattachement ainsi qu'à l'autorité académique dans les cinq jours suivant le vote.

Le budget devient exécutoire dans un délai de trente jours à compter de la dernière date de réception par les autorités mentionnées ci-dessus, sauf si, dans ce délai, l'autorité académique ou la collectivité locale de rattachement, a fait connaître son désaccord motivé sur le budget ainsi arrêté ;

e) En cas de désaccord, le budget est réglé conjointement par la collectivité de rattachement et l'autorité académique. Il est transmis au représentant de l'Etat et devient exécutoire.

A défaut d'accord entre ces deux autorités dans le délai de deux mois à compter de la réception du budget, le budget est réglé par le représentant de l'Etat après avis public de la chambre régionale des comptes. Le représentant de l'Etat ne peut, par rapport à l'exercice antérieur, sauf exceptions liées à l'évolution des effectifs ou à la consistance du parc de matériels ou des locaux, majorer la participation à la charge de la collectivité de rattachement que dans une proposition n'excédant ni

l'évolution du produit de la fiscalité directe de cette collectivité, ni l'évolution des recettes allouées par l'Etat et destinées à pourvoir aux dépenses pédagogiques de cet établissement ;

f) Lorsque le budget n'est pas adopté dans les trente jours suivant la notification de la participation de la collectivité dont dépend l'établissement, il est fait application de la procédure prévue au e. Toutefois, le délai prévu au deuxième alinéa du e est d'un mois à compter de la saisine par le représentant de l'Etat de la collectivité de rattachement et de l'autorité académique ;

g) La répartition des crédits aux établissements par les collectivités de rattachement se fonde notamment sur des critères tels que le nombre d'élèves, l'importance de l'établissement, le type d'enseignement, les populations scolaires concernées, les indicateurs qualitatifs de la scolarisation.

Art. L. 232-29. - A l'exclusion de la date mentionnée au a de l'article L. 232-28, les dispositions de cet article sont applicables aux budgets modificatifs.

Art. L. 232-30. - a) Lorsqu'il règle le budget de l'établissement, en application des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 232-5 ou du troisième alinéa de l'article L. 232-14, le représentant de l'Etat ne peut, par rapport à l'exercice antérieur, sauf exceptions liées à l'évolution des effectifs ou à la consistance du parc des matériels ou des locaux, majorer la participation de la collectivité de rattachement que dans une proportion n'excédant ni l'évolution du produit de la fiscalité directe de la collectivité de rattachement, ni l'évolution des recettes allouées par l'Etat et destinées à pourvoir aux dépenses pédagogiques de cet établissement.

b) Pour l'application des dispositions des articles L. 232-1, L. 232-5, L. 232-8, L. 232-11, premier alinéa, L. 232-14, L. 232-15 et L. 242-2, les prérogatives du maire et du conseil municipal sont exercées respectivement par le chef d'établissement et le conseil d'administration.

Toutefois, lorsque le budget a été arrêté conformément au premier alinéa du e de l'article L. 232-28 et qu'il n'est pas en équilibre réel, une décision conjointe de la collectivité de rattachement et de l'autorité académique tient lieu de la nouvelle délibération mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 232-5.

c) Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 232-11, le compte financier est soumis par le chef d'établissement au conseil d'administration avant l'expiration du sixième mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres dispositions de l'article L. 232-11 et celles de l'article L. 232-13 ne sont pas applicables.

Le budget de l'établissement est exécuté en équilibre réel.

d) Pour l'application des dispositions du présent article et des articles L. 232-28 et L. 232-29, le conseil général ou le conseil régional peut déléguer tout ou partie de ses attributions à son bureau, à l'exception de celles relatives à la fixation du montant de la participation de la collectivité de rattachement prévue au a de l'article L. 232-28.

### Section 7

#### Des établissements publics de santé

Art. L. 232-31. - Les chambres régionales des comptes exercent le contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets des établissements publics de santé régis par le livre VII du code de la santé publique conformément aux dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article L. 714-5 et de l'article L. 714-9 de ce code reproduits ci-après :

« Art. L. 714-5, 1°, deuxième alinéa. - Le représentant de l'Etat saisit, pour avis, la chambre régionale des comptes, dans les quinze jours suivant leur réception, des délibérations dont il estime qu'elles entraînent des dépenses de nature à menacer l'équilibre budgétaire de l'établissement. Il informe sans délai l'établissement de cette saisine, qu'il peut assortir d'un sursis à exécution. Sur avis conforme de la chambre régionale des comptes, rendu dans un délai de trente jours suivant la saisine, le représentant de l'Etat peut annuler la délibération ainsi mise en cause. »

« Art. L. 714-9. - Si le budget n'est pas adopté par le conseil d'administration avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, le représentant de l'Etat saisit sans délai la

chambre régionale des comptes qui, dans un délai de trente jours, formule des propositions permettant d'arrêter le budget. Le président du conseil d'administration peut, à sa demande, présenter oralement ses observations à la chambre régionale des comptes. Il est assisté par le directeur de l'établissement. Le représentant de l'Etat arrête le budget et le rend exécutoire. Si le représentant de l'Etat s'écarte des propositions de la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite. »

Art. L. 232-32. - Les dispositions de l'article L. 232-31 sont applicables aux syndicats interhospitaliers sous réserve des dispositions des articles L. 713-5 à L. 713-7 du code de la santé publique concernant les modalités de création, d'organisation et d'activité de ces établissements.

### Section 8

#### Des offices publics d'aménagement et de construction soumis aux règles applicables aux entreprises de commerce

Art. L. 232-33. - Conformément aux dispositions de l'article L. 421-1-1, deuxième à cinquième alinéas, du code de la construction et de l'habitation, les offices publics d'aménagement et de construction, lorsqu'ils sont soumis, en matière de gestion financière et comptable, aux règles applicables aux entreprises de commerce, demeurent soumis aux dispositions des articles L. 232-2, L. 232-4 à L. 232-8, L. 232-14 et L. 242-2.

### Section 9

#### Du Centre national de la fonction publique territoriale

Art. L. 232-34. - La chambre régionale des comptes, dans le ressort de laquelle est situé le siège du Centre national de la fonction publique territoriale, exerce le contrôle des actes budgétaires de cet établissement, mis en œuvre par le représentant de l'Etat dans le département où est situé ce siège, dans les conditions prévues aux articles L. 232-1 à L. 232-16.

### CHAPITRE III

#### Ordres de réquisition

Art. L. 233-1. - Le comptable d'une commune, d'un département, d'une région ne peut subordonner ses actes de paiement à une appréciation de l'opportunité des décisions prises par l'ordonnateur. Il ne peut soumettre les mêmes actes qu'au contrôle de légalité qu'impose l'exercice de sa responsabilité personnelle et pécuniaire. Il est tenu de motiver la suspension du paiement.

Lorsque le comptable notifie sa décision de suspendre le paiement d'une dépense, l'ordonnateur peut lui adresser un ordre de réquisition. Il s'y conforme aussitôt, sauf en cas d'insuffisance de fonds disponibles, de dépense ordonnancée sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée, d'absence totale de justification du service fait et de défaut de caractère libératoire du règlement ainsi qu'en cas d'absence de caractère exécutoire des actes pris par les autorités communales, départementales ou régionales.

L'ordre de réquisition est notifié à la chambre régionale des comptes.

En cas de réquisition, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre.

La liste des pièces justificatives que le comptable peut exiger avant de procéder au paiement est fixée par voie réglementaire.

Art. L. 233-2. - Les dispositions de l'article L. 233-1 sont applicables aux établissements publics communaux et intercommunaux, à l'exception des établissements publics de santé soumis aux dispositions spécifiques de l'article L. 233-4.

Art. L. 233-3. - Les dispositions de l'article L. 233-1 sont applicables aux établissements publics départementaux, aux établissements publics interdépartementaux, aux établissements publics communs aux communes et aux départements ainsi qu'aux établissements publics communs à des collectivités locales ou groupements de ces collectivités, à l'exception des établissements publics de santé soumis aux dispositions spécifiques de l'article L. 233-4.

Art. L. 233-4. - Les chambres régionales des comptes sont destinataires des ordres de réquisition notifiés au comptable de

l'établissement par l'ordonnateur d'un établissement public de santé ou d'un syndicat interhospitalier, régis par le livre VII du code de la santé publique, conformément aux dispositions de l'article L. 714-15, deuxième à septième alinéas, de ce code reproduit ci-après :

« Art. L. 714-15, deuxième à septième alinéas. - Lorsque le comptable de l'établissement notifie à l'ordonnateur sa décision de suspendre une dépense, celui-ci peut lui adresser un ordre de réquisition. Le comptable est tenu de s'y conformer, sauf en cas :

« 1° D'insuffisance de fonds disponibles ;

« 2° De dépense ordonnée sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée ;

« 3° D'absence de justification du service fait ou de défaut de caractère libératoire du règlement.

« L'ordre de réquisition est porté à la connaissance du conseil d'administration de l'établissement et notifié au trésorier-payeur général du département qui le transmet à la chambre régionale des comptes.

« En cas de réquisition, le comptable est déchargé de sa responsabilité. »

Art. L. 233-5. - Les dispositions de l'article L. 233-1 sont applicables aux agents comptables des établissements publics locaux d'enseignement.

Lorsque l'agent comptable a été requis de payer par le chef d'établissement, celui-ci rend compte à la collectivité de rattachement, à l'autorité académique et au conseil d'administration. L'agent comptable en rend compte au comptable supérieur du Trésor territorialement compétent qui transmet l'ordre de réquisition à la chambre régionale des comptes.

#### CHAPITRE IV

##### Contrôle de certaines conventions

Art. L. 234-1. - Les conventions relatives aux marchés ou à des délégations de service public peuvent être transmises par le représentant de l'Etat dans le département à la chambre régionale des comptes. Il en informe l'autorité territoriale concernée. La chambre régionale des comptes examine cette convention. Elle formule ses observations dans un délai d'un mois à compter de sa saisine. L'avis de la chambre régionale des comptes est transmis à la collectivité territoriale ou à l'établissement public intéressé et au représentant de l'Etat. Les dispositions de l'article L. 242-2 sont applicables. L'assemblée délibérante est informée de l'avis de la chambre régionale des comptes dès sa plus proche réunion.

#### CHAPITRE V

##### Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte locales

Art. L. 235-1. - Si le représentant de l'Etat estime qu'une délibération du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou des assemblées générales d'une société d'économie mixte locale est de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs des collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires, ou le risque encouru par la ou les collectivités territoriales ou leurs groupements qui ont apporté leur garantie à un emprunt contracté par la société, il saisit, dans le délai d'un mois suivant la date de réception, la chambre régionale des comptes, à charge pour lui d'en informer simultanément la société et les assemblées délibérantes des collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires ou garants. La saisine de la chambre régionale des comptes entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration ou de surveillance ou par les assemblées générales de la délibération contestée.

La chambre régionale des comptes dispose d'un délai d'un mois à compter de la saisine pour faire connaître son avis au représentant de l'Etat, à la société et aux assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, actionnaires ou garants.

#### CHAPITRE VI

##### Prestation de serment des comptables

Art. L. 236-1. - Le comptable de la commune, du département et de la région, le comptable ou l'agent comptable d'un

établissement public local prêtent serment devant la chambre régionale des comptes.

#### CHAPITRE VII

##### Dispositions particulières concernant la collectivité territoriale de Corse

Art. L. 237-1. - La chambre régionale des comptes participe au contrôle des actes budgétaires de la collectivité territoriale de Corse et de ses établissements publics et assure le contrôle de leurs comptes, dans les conditions prévues au présent code.

Elle peut, en outre, procéder à des vérifications sur demande motivée soit du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Corse, soit du président du conseil exécutif.

Art. L. 237-2. - Si le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Corse estime qu'une délibération du conseil d'administration d'un établissement public de cette collectivité est de nature à augmenter gravement la charge financière ou le risque encouru par elle, il saisit, dans le délai d'un mois suivant la date de réception, la chambre régionale des comptes, à charge pour lui d'en informer simultanément l'établissement public concerné et la collectivité territoriale de Corse. La saisine de la chambre régionale des comptes entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration de la délibération contestée. La saisine n'a pas d'effet suspensif.

La chambre régionale des comptes dispose d'un délai d'un mois pour faire connaître son avis au représentant de l'Etat, à l'établissement public et à la collectivité territoriale.

#### TITRE IV

##### PROCÉDURE

###### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Règles générales de procédure

Art. L. 241-1. - La chambre régionale des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion des collectivités publiques, des établissements publics et des autres organismes soumis à son contrôle.

Le fait de faire obstacle, de quelque façon que ce soit, à l'exercice des pouvoirs attribués aux magistrats et rapporteurs de la chambre régionale des comptes par le présent code est puni de 100 000 F d'amende. Le ministère public près la chambre régionale des comptes peut saisir le parquet près la juridiction compétente en vue de déclencher l'action publique.

Art. L. 241-2. - Les magistrats de la chambre régionale des comptes disposent, pour l'exercice des contrôles qu'ils effectuent, de l'ensemble des droits et pouvoirs attribués à la Cour des comptes par le titre IV du livre I<sup>er</sup> du présent code.

Art. L. 241-3. - La chambre régionale des comptes peut recourir, pour des enquêtes de caractère technique, à l'assistance d'experts désignés par le président. S'il s'agit d'agents publics, elle informe leur chef de service. Les experts ne peuvent être désignés pour une mission relative à une affaire dont ils ont eu à connaître, même indirectement, au titre de l'exercice de leurs fonctions. Les experts remplissent leur mission en liaison avec un magistrat délégué et désigné dans la lettre de service du président de la chambre régionale des comptes qui précise la mission et les pouvoirs d'investigation de l'expert.

Celui-ci informe le magistrat délégué du développement de sa mission. Les experts sont tenus à l'obligation du secret professionnel.

Art. L. 241-4. - Tout représentant, administrateur, fonctionnaire ou agent des collectivités, établissements, sociétés, groupements et organismes contrôlés, ainsi que, pour les besoins du contrôle, tout représentant ou agent de l'Etat en fonctions dans le ressort de la chambre régionale des comptes et tout membre des services d'inspection et corps de contrôle dont l'audition est jugée nécessaire, a obligation de répondre à la convocation de la chambre régionale des comptes.

Art. L. 241-5. - La chambre régionale des comptes prend toutes dispositions pour garantir le secret de ses investigations.

Art. L. 241-6. - Les propositions, les rapports et les travaux de la chambre régionale des comptes sont couverts par le secret

professionnel que les experts sont tenus de respecter en application de l'article L. 241-3.

Art. L. 241-7. - Lorsque la chambre régionale des comptes examine la gestion des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, les observations qu'elle présente ne peuvent être formulées sans un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou de l'établissement public concernés, ainsi que l'ordonnateur qui était en fonctions au cours de l'exercice examiné.

Art. L. 241-8. - Lorsque la chambre régionale des comptes examine la gestion des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 133-3, L. 133-4 et L. 211-4 à L. 211-6, les observations qu'elle présente peuvent être précédées d'un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et un dirigeant de la personne morale contrôlée, mandaté à cet effet par celle-ci.

Art. L. 241-9. - Lorsque des observations sont formulées, elles ne peuvent être arrêtées définitivement avant que l'ordonnateur et celui qui était en fonctions au cours de l'exercice examiné ou le dirigeant aient été en mesure de leur apporter une réponse écrite.

Art. L. 241-10. - Lorsque les vérifications visées à l'article L. 211-8 sont assurées sur demande du représentant de l'Etat ou de l'autorité territoriale, les observations que la chambre régionale des comptes présente sont communiquées à l'autorité territoriale concernée, aux représentants des établissements, sociétés, groupements et organismes concernés ainsi qu'au représentant de l'Etat. Dans ce cas, il est fait application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 241-11.

Art. L. 241-11. - Les observations définitives adressées aux représentants des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 133-3, L. 133-4 et L. 211-4 à L. 211-6 sont également transmises à l'exécutif de la collectivité territoriale qui leur a apporté un concours financier ou qui détient une partie du capital ou une partie des voix dans leurs instances de décision.

Les observations définitives formulées par la chambre régionale des comptes sur la gestion d'une collectivité territoriale, d'un établissement public local ou de l'un des organismes mentionnés à l'alinéa précédent sont communiquées par l'exécutif de la collectivité ou de l'établissement à son assemblée délibérante, dès sa plus proche réunion. Elles font l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de celle-ci et sont jointes à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée.

Art. L. 241-12. - Les parties peuvent se faire assister ou représenter par un avocat.

Art. L. 241-13. - Les jugements, avis, propositions, rapports et observations de la chambre régionale des comptes sont délibérés et adoptés collégialement selon une procédure contradictoire.

Art. L. 241-14. - Les observations définitives sur la gestion prévues par l'article L. 241-11 sont arrêtées par la chambre régionale des comptes après l'audition, à leur demande, des dirigeants des personnes morales contrôlées, et de toute autre personne nominativement ou explicitement mise en cause.

Art. L. 241-15. - Les règles relatives à la procédure devant les chambres régionales des comptes et à la communication de leurs observations aux collectivités, établissements, sociétés, groupements et organismes concernés sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

## CHAPITRE II

### Contrôle budgétaire

Art. L. 242-1. - Lorsqu'elle est saisie en application des dispositions des articles L. 232-2, L. 232-3, L. 232-5, L. 232-7, L. 232-8, L. 232-13, L. 232-14, L. 232-20 à L. 232-22 et L. 232-26, la chambre régionale des comptes dispose, pour l'instruction de ces affaires, des pouvoirs définis aux articles L. 241-1 à L. 241-5.

Art. L. 242-2. - Lorsque la chambre régionale des comptes est saisie en application des dispositions du chapitre II du

titre III relatif au contrôle des actes budgétaires et de l'exécution du budget, l'ordonnateur ou son représentant peut, à sa demande, présenter oralement ses observations. Il peut être assisté par une personne de son choix.

## CHAPITRE III

### Voies de recours

Art. L. 243-1. - Le comptable, la collectivité locale ou l'établissement public, le commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes, le procureur général près la Cour des comptes peuvent faire appel devant la Cour des comptes de tout jugement prononcé à titre définitif par la chambre régionale des comptes.

Art. L. 243-2. - Un jugement prononcé à titre définitif peut être révisé par la chambre régionale des comptes qui l'a rendu, soit à la demande du comptable appuyée des justifications recouvrées depuis le jugement, soit d'office ou sur réquisition du ministère public, pour cause d'erreur, omission, faux ou double emploi.

Art. L. 243-3. - Les règles relatives à l'appel et à la révision des jugements des chambres régionales des comptes sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

## TITRE V

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE

Art. L. 250-1. - La chambre régionale des comptes de la Réunion juge l'ensemble des comptes des comptables publics de la collectivité territoriale de Mayotte, des communes de Mayotte et de leurs établissements publics, ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait ; la Cour des comptes statue en appel.

La chambre régionale des comptes vérifie sur pièces et sur place la régularité des recettes et dépenses décrites dans les comptabilités de la collectivité territoriale, des communes et de leurs établissements publics. Elle s'assure de l'emploi régulier des crédits, fonds et valeurs. Elle dispose des mêmes droits et pouvoirs que ceux prévus pour la Cour des comptes par le titre IV du livre I<sup>er</sup> du présent code.

Art. L. 250-2. - Les observations, les suggestions d'amélioration ou de réforme portant sur la gestion de la collectivité territoriale, des communes et de leurs établissements publics font l'objet de communications de la chambre régionale des comptes au représentant du Gouvernement à Mayotte. Elles peuvent être précédées d'un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et le représentant du Gouvernement. Elles doivent être transmises par celui-ci aux collectivités et organismes qu'elles concernent.

Art. L. 250-3. - La chambre régionale des comptes de la Réunion peut assurer la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels la collectivité territoriale, les communes ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquels ils détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Elle peut assurer la vérification des comptes de filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés à l'alinéa ci-dessus, lorsque ces organismes détiennent dans les dites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 250-4. - Lorsque les établissements, sociétés, groupements et organismes visés à l'article L. 250-3, premier alinéa, ou leurs filiales visées à l'article L. 250-3, deuxième alinéa, relèvent du contrôle de plusieurs chambres régionales des comptes, la Cour des comptes demeure compétente pour assurer la vérification de leurs comptes. Toutefois, cette vérification peut être confiée à l'une des chambres régionales des comptes des régions concernées par arrêté du premier président de la Cour des comptes, pris après avis du procureur général près la

Cour des comptes et des présidents des chambres régionales des comptes intéressées. Il en est de même pour la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes dans lesquels la majorité du capital ou des voix dans les organes délibérants est détenue par les collectivités territoriales ou des organismes qui en dépendent, dans des conditions telles qu'aucune des chambres régionales dont ces collectivités ou organismes relèvent n'est compétente.

Art. L. 250-5. - Les organismes dont la gestion n'est pas assujettie aux règles de la comptabilité publique et qui bénéficient d'un concours financier excédant les seuils mentionnés à l'article L. 250-3 peuvent être soumis aux mêmes contrôles que ceux exercés par la Cour des comptes en application des titres I<sup>er</sup> et III du livre I<sup>er</sup> du présent code.

Art. L. 250-6. - La chambre régionale des comptes examine la gestion des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 250-3 à L. 250-5. Les observations qu'elle présente à cette occasion peuvent être précédées d'un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et un dirigeant de la personne morale contrôlée, mandaté à cet effet par celle-ci. Lorsque des observations sont formulées, elles ne peuvent être arrêtées définitivement avant que ce dirigeant ait été en mesure de leur apporter une réponse écrite. La chambre régionale des comptes prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir le secret de ses investigations.

Art. L. 250-7. - Les observations définitives, adressées aux représentants des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 250-3 à L. 250-5 sont également transmises au représentant du Gouvernement. Celui-ci les transmet à la collectivité ou à l'établissement public qui leur a apporté un concours financier ou qui détient une partie du capital ou une partie des voix dans leurs instances de décision.

Art. L. 250-8. - Le comptable de la collectivité territoriale prête serment devant la chambre régionale des comptes de la Réunion.

Art. L. 250-9. - Le comptable de la collectivité territoriale est tenu de produire ses comptes devant la chambre régionale des comptes.

Art. L. 250-10. - Lorsque le comptable de la collectivité territoriale notifie sa décision de suspendre le paiement d'une dépense, le représentant du Gouvernement peut lui adresser un ordre de réquisition. Le comptable s'y conforme aussitôt, sauf en cas d'insuffisance de fonds disponibles, de dépense ordonnée sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée, d'absence totale de justification du service fait et de défaut de caractère libératoire du règlement.

L'ordre de réquisition est notifié à la chambre régionale des comptes.

En cas de réquisition, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre.

## **Deuxième partie**

### **Dispositions applicables aux territoires d'outre-mer**

#### **TITRE VI**

### **DISPOSITIONS APPLICABLES EN NOUVELLE-CALÉDONIE**

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>**

#### **Du rapport public de la Cour des comptes**

Art. L. 261-1. - Le rapport public de la Cour des comptes porte notamment sur les collectivités territoriales, établissements, sociétés, groupements et organismes qui relèvent de la compétence de la chambre territoriale des comptes en vertu des dispositions du chapitre II du présent titre.

Art. L. 261-2. - La partie du rapport public de la Cour des comptes établie notamment sur la base des observations de la chambre territoriale des comptes est précédée d'observations relatives au fonctionnement, à l'activité, aux moyens et aux résultats du contrôle de la chambre territoriale.

Art. L. 261-3. - La Cour des comptes informe les communes, les provinces et le territoire des observations relatives à leur gestion qu'elle envisage d'insérer dans le rapport public et les invite à lui faire part de leurs réponses. Celles-ci sont publiées à la suite des observations de la Cour des comptes.

## **CHAPITRE II**

### **De la chambre territoriale des comptes**

#### **Section préliminaire**

#### **Création**

Art. L. 262-1. - Il est institué une chambre territoriale des comptes de la Nouvelle-Calédonie.

#### **Section 1**

#### **Missions**

Art. L. 262-3. - La chambre territoriale juge également l'ensemble des comptes des comptables publics des communes et de leurs établissements publics ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait.

Elle examine la gestion des communes et de leurs établissements publics. Elle examine en outre celle des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 262-7 à L. 262-9, ainsi qu'aux articles L. 262-10 et L. 262-11 lorsque la vérification lui en est confiée par arrêté du premier président de la Cour des comptes.

Art. L. 262-4. - Les comptes des communes ou groupements de communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants et dont le montant des recettes ordinaires figurant au dernier compte administratif est inférieur à 2 000 000 F ainsi que ceux de leurs établissements publics font l'objet, sous réserve des dispositions des articles L. 262-35 à L. 262-37, d'un apurement administratif par les comptables supérieurs du Trésor.

Art. L. 262-6. - Pour les communes et leurs établissements publics dont elle assure le jugement effectif des comptes du comptable en application du premier alinéa de l'article L. 262-3, la chambre territoriale vérifie sur pièces et sur place la régularité des recettes et dépenses décrites dans leurs comptabilités respectives. Elle s'assure de l'emploi régulier des crédits, fonds et valeurs.

Art. L. 262-7. - La chambre territoriale des comptes peut assurer la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquels elles détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 262-8. - La chambre territoriale des comptes peut assurer la vérification des comptes des filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés à l'article L. 262-7, lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 262-9. - Les organismes dont la gestion n'est pas assujettie aux règles de la comptabilité publique et qui bénéficient d'un concours financier excédant les seuils mentionnés aux articles L. 262-7 et L. 262-8 d'une collectivité territoriale ou d'un organisme relevant lui-même de la compétence de la chambre territoriale peuvent être soumis aux mêmes contrôles que ceux exercés par la Cour des comptes sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale, elle-même passible du contrôle de la Cour.

Art. L. 262-10. - Lorsque des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquels ils détiennent, séparément ou ensemble, plus de la

moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion, relèvent du contrôle de plusieurs chambres régionales ou territoriales des comptes, la Cour des comptes est compétente pour assurer la vérification de leurs comptes.

Toutefois, cette vérification peut être confiée à l'une des chambres régionales ou territoriales des comptes concernées par arrêté du premier président de la Cour des comptes pris après avis du procureur général près la Cour des comptes et des présidents des chambres des comptes intéressées. Il en est de même pour la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes dans lesquels la majorité du capital ou des voix dans les organes délibérants est détenue par des collectivités territoriales ou des organismes qui en dépendent, dans des conditions telles qu'aucune des chambres des comptes dont ces collectivités ou organismes relèvent n'est compétente.

Art. L. 262-11. - Les dispositions de l'article L. 262-10 s'appliquent aux filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés au même article, lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 262-13. - La chambre territoriale des comptes concourt au contrôle budgétaire des communes et de leurs établissements publics dans les conditions définies à la section 2 du chapitre III du présent titre.

## Section 2

### Organisation

#### Sous-section 1

##### Organisation de la juridiction

Art. L. 262-14. - Les chambres territoriales des comptes de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française peuvent être présidées par un même président et dotées des mêmes assesseurs.

Art. L. 262-15. - Le siège, la composition, l'organisation et la répartition en sections de la chambre territoriale des comptes sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 262-16. - La chambre territoriale des comptes comprend au minimum un président et deux assesseurs.

Art. L. 262-17. - Le président de la chambre territoriale des comptes est un conseiller maître ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République.

Art. L. 262-18. - Des magistrats de la Cour des comptes peuvent, à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, être détachés auprès de la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 262-19. - Les effectifs de la chambre territoriale des comptes peuvent être complétés par des magistrats de l'ordre judiciaire dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Art. L. 262-20. - Des agents de l'Etat ou des collectivités territoriales peuvent être détachés auprès de la chambre territoriale des comptes pour assister ses membres dans l'exercice de leurs compétences dans des conditions fixées par voie réglementaire. Les intéressés ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle.

Art. L. 262-21. - Les membres de la chambre territoriale des comptes ont la qualité de magistrat.

Art. L. 262-22. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes sont inamovibles. En conséquence, nul magistrat de la chambre territoriale ne peut recevoir, sans son consentement, une affectation nouvelle, même en avancement.

Les magistrats ne peuvent, en dehors de leurs fonctions, être requis pour d'autres services publics que le service national.

Art. L. 262-23. - Tout magistrat de la chambre territoriale doit, s'il s'agit de sa première nomination au sein d'une juridiction financière, prêter serment, avant d'entrer en fonctions, de

remplir bien et fidèlement ses fonctions, de garder le secret des délibérations et de se comporter en tout comme un digne et loyal magistrat. Il ne peut, en aucun cas, être relevé de son serment.

Art. L. 262-24. - La chambre territoriale des comptes comporte un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, choisis parmi les magistrats de la chambre, qui exercent les fonctions du ministère public et sont les correspondants du procureur général près la Cour des comptes.

Art. L. 262-25. - Des magistrats de la chambre territoriale des comptes sont, avec leur accord, délégués dans les fonctions du ministère public par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances sur proposition conjointe du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes. Dans ces fonctions, les intéressés ne sont pas inamovibles. Il est mis fin à cette délégation dans les mêmes formes.

Art. L. 262-26. - L'intérim du ministère public auprès de la chambre territoriale des comptes peut être exercé, pour une période n'excédant pas six mois, par un magistrat de la chambre remplissant les conditions réglementaires pour être délégué dans les fonctions de commissaire du Gouvernement, désigné sur proposition du président de la chambre territoriale par décision conjointe du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes. Il est mis fin à cet intérim par décision du procureur général qui en tient informé le premier président.

#### Sous-section 2

##### Liens avec le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes

Art. L. 262-27. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes participent à l'élection des représentants des chambres régionales des comptes au Conseil supérieur des chambres régionales dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 262-28. - Le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes exerce à l'égard de la chambre territoriale et de ses membres les compétences qui sont les siennes à l'égard des chambres régionales des comptes et de leurs membres.

## Section 3

### Dispositions statutaires

Art. L. 262-29. - Les dispositions du présent code relatives aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des magistrats composant ces juridictions sont applicables à la chambre territoriale des comptes de la Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 262-30. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes qui sont membres du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes ne peuvent bénéficier d'aucun avancement de grade pendant la durée de leur mandat au sein de ce Conseil.

## Section 4

### Compétences et attributions juridictionnelles

#### Sous-section 1

##### Jugement des comptes

Art. L. 262-32. - Le comptable d'une commune ou d'un établissement public communal ou intercommunal est tenu de produire ses comptes devant la chambre territoriale des comptes, dans les délais prescrits par les règlements.

Art. L. 262-33. - La chambre territoriale des comptes statue en premier ressort, à titre provisoire ou définitif, sur les comptes des comptables publics, sous réserve de l'article L. 262-4.

Art. L. 262-34. - La chambre territoriale juge, dans les mêmes formes et sous les mêmes sanctions, les comptes que lui rendent les personnes qu'elle a déclarées comptables de fait d'une collectivité ou d'un établissement public relevant de sa compétence.

## Sous-section 2

*Contrôle de l'apurement administratif des comptes*

Art. L. 262-35. - Les décisions d'apurement prises en application de l'article L. 262-4, assorties le cas échéant de toute observation pouvant entraîner la mise en débet du comptable, sont transmises par le comptable supérieur du Trésor à la chambre territoriale des comptes. La mise en débet du comptable ne peut être prononcée que par la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 262-36. - Pour les comptes soumis au régime de l'apurement administratif et qui ne font pas l'objet d'observation, sous réserve des recours éventuels et du droit d'évocation de la chambre territoriale des comptes, les arrêtés des comptables supérieurs du Trésor emportent décharge définitive du comptable.

Art. L. 262-37. - Le comptable supérieur du Trésor adresse à la chambre territoriale des comptes tous les arrêtés de décharge qu'il a pris.

La chambre territoriale des comptes peut exercer son droit d'évocation et de réformation sur les arrêtés visés à l'article L. 262-36 dans le délai de six mois à dater de leur notification au comptable.

## Sous-section 3

*Condamnation des comptables à l'amende*

Art. L. 262-38. - La chambre territoriale des comptes peut condamner les comptables à l'amende pour retard dans la production de leurs comptes et dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées à leur encontre dans les conditions applicables au prononcé des amendes par la Cour des comptes pour un manquement analogue.

Art. L. 262-39. - La chambre territoriale des comptes peut condamner les comptables de fait à l'amende en raison de leur immixtion dans les fonctions de comptable public pour le cas où ils n'ont pas fait l'objet de poursuites pénales pour usurpation de titres ou fonctions.

Cette amende est calculée suivant l'importance et la durée de la détention ou du maniement des deniers. Son montant ne peut dépasser le total des sommes indûment détenues ou maniées.

Art. L. 262-40. - Lorsque les comptables supérieurs du Trésor procèdent à l'apurement des comptes en application de l'article L. 262-4, les comptables des communes, des établissements publics communaux et des groupements de communes intéressés peuvent, sur la demande du trésorier-payeur général ou du receveur particulier des finances, être condamnés par la chambre territoriale des comptes à une amende lorsqu'ils n'ont pas produit leurs comptes dans les délais prescrits ou lorsqu'ils n'ont pas répondu aux injonctions prononcées sur leurs comptes dans le délai imparti par le comptable supérieur du Trésor.

Ces amendes sont soumises aux mêmes règles que celles applicables au prononcé d'amendes par la Cour des comptes pour des manquements analogues.

## Section 5

*Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte locales*

Art. L. 262-41. - Si le haut-commissaire estime qu'une délibération du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou des assemblées générales d'une société d'économie mixte locale est de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs des communes ou de leurs groupements, actionnaires, ou le risque encouru par la ou les communes ou leurs groupements qui ont apporté leur garantie à un emprunt contracté par la société, il saisit, dans le délai d'un mois suivant la date de réception, la chambre territoriale des comptes, à charge pour lui d'en informer simultanément la société et les assemblées délibérantes des communes ou de leurs groupements, actionnaires ou garants. La saisine de la chambre territoriale des comptes entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration ou de surveillance ou par les assemblées générales de la délibération contestée.

La chambre territoriale des comptes dispose d'un délai d'un mois à compter de la saisine pour faire connaître son avis au

haut-commissaire, à la société et aux assemblées délibérantes des communes et de leurs groupements, actionnaires ou garants.

## Section 6

*Procédure*

## Sous-section 1

*A l'égard des provinces, du territoire et de leurs établissements publics*

## Sous-section 2

*A l'égard des autres collectivités et organismes*

Art. L. 262-44. - La chambre territoriale des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents de quelque nature que ce soit relatifs à la gestion des communes, de leurs établissements publics et des autres organismes soumis à son contrôle.

Art. L. 262-45. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes disposent à l'égard des communes, de leurs établissements publics et des organismes visés à l'article L. 262-44, pour l'exercice des contrôles qu'ils effectuent, de l'ensemble des droits et pouvoirs attribués à la Cour des comptes par le titre IV du livre I<sup>er</sup> du présent code.

## Sous-section 3

*Dispositions communes*

Art. L. 262-46. - Tout représentant, administrateur, fonctionnaire ou agent des collectivités, établissements, sociétés, groupements et organismes contrôlés, ainsi que, pour les besoins du contrôle, tout représentant ou agent de l'Etat en fonctions dans le ressort de la chambre territoriale des comptes et tout membre des services d'inspection et corps de contrôle dont l'audition est jugée nécessaire, a l'obligation de répondre à la convocation de la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 262-47. - Lorsque la chambre territoriale des comptes examine la gestion des collectivités territoriales ou des établissements publics locaux, les observations qu'elle présente ne peuvent être formulées sans un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et l'ordonnateur concerné.

Art. L. 262-48. - Lorsque la chambre territoriale des comptes examine la gestion des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 262-7 à L. 262-11, les observations qu'elle présente peuvent être précédées d'un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et un dirigeant de la personne morale contrôlée, mandaté à cet effet par celle-ci.

Art. L. 262-49. - Lorsque des observations sont formulées, elles ne peuvent être arrêtées définitivement avant que l'ordonnateur ait été en mesure de leur apporter une réponse écrite.

Art. L. 262-50. - Les observations définitives adressées aux représentants des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 262-7 à L. 262-11 sont également transmises à l'exécutif de la collectivité territoriale qui leur a apporté un concours financier ou qui détient une partie du capital ou une partie des voix dans leurs instances de décision.

Les observations définitives formulées par la chambre territoriale des comptes sur la gestion d'une collectivité territoriale, d'un établissement public local ou de l'un des organismes mentionnés à l'alinéa précédent sont communiquées par l'exécutif de la collectivité ou de l'établissement à son assemblée délibérante, dès sa plus proche réunion.

Art. L. 262-51. - La chambre territoriale des comptes prend toutes dispositions pour garantir le secret de ses investigations.

Art. L. 262-52. - La chambre territoriale des comptes peut recourir, pour des enquêtes de caractère technique, à l'assistance d'experts désignés par le président. S'il s'agit d'agents publics, elle informe leur chef de service. Les experts remplissent leur mission en liaison avec un magistrat délégué et désigné dans la lettre de service du président de la chambre territoriale des

comptes qui précise la mission et les pouvoirs d'investigation de l'expert.

Celui-ci informe le magistrat délégué du développement de sa mission. Les experts sont tenus à l'obligation du secret professionnel.

Art. L. 262-53. - Les propositions, les rapports et les travaux de la chambre territoriale des comptes sont couverts par le secret professionnel que les experts sont tenus de respecter en application de l'article L. 262-53.

Art. L. 262-54. - Les jugements, avis, propositions, rapports et observations de la chambre territoriale des comptes sont délibérés et adoptés collégialement selon une procédure contradictoire.

Art. L. 262-55. - Les règles relatives à la procédure devant la chambre territoriale des comptes et à la communication de ses observations aux collectivités, établissements, sociétés, groupements et organismes concernés sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

### Section 7

#### Voies de recours

Art. L. 262-56. - Le comptable, la collectivité locale ou l'établissement public, le commissaire du Gouvernement près la chambre territoriale des comptes, le procureur général près la Cour des comptes peuvent faire appel devant la Cour des comptes de tout jugement prononcé à titre définitif par la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 262-57. - Un jugement prononcé à titre définitif peut être révisé par la chambre territoriale des comptes soit à la demande du comptable appuyée des justifications recouvrées depuis le jugement, soit d'office ou sur réquisition du ministère public, pour cause d'erreur, omission, faux ou double emploi.

Art. L. 262-58. - Les règles relatives à l'appel et à la révision des jugements de la chambre territoriale des comptes sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

### CHAPITRE III

#### Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution des budgets

### Section 1

#### Des provinces et du territoire

### Section 2

#### Des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux

Art. L. 263-8. - Dans le cas où le budget de la commune n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, le maire est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption. L'autorisation mentionnée au présent alinéa précise le montant et l'affectation des crédits.

Art. L. 263-9. - Si le budget d'une commune n'a pas été adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement des conseils municipaux, le haut-commissaire saisit sans délai la chambre territoriale des comptes qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. Le haut-commissaire règle le budget et le rend exécutoire. Si le haut-

commissaire s'écarte des propositions de la chambre territoriale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

A compter de la saisine de la chambre territoriale des comptes et jusqu'au règlement du budget de la commune par le haut-commissaire, le conseil municipal ne peut adopter de délibérations sur le budget de l'exercice en cours.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication avant le 15 mars au conseil municipal d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, le conseil municipal dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget de la commune.

Art. L. 263-10. - En cas de création d'une nouvelle commune, le conseil municipal adopte le budget dans un délai de trois mois à compter de cette création. A défaut, le budget est réglé et rendu exécutoire, sur avis public de la chambre territoriale des comptes dans les conditions prévues à l'article L. 263-9.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication au conseil municipal, dans les deux mois et demi suivant cette création, d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, le conseil municipal dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget de la commune.

Art. L. 263-11. - Le budget de la commune est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

Art. L. 263-12. - Lorsque le budget d'une commune n'est pas voté en équilibre réel, la chambre territoriale des comptes, saisie par le haut-commissaire dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue à l'article L. 263-14, le constate et propose à la commune, dans un délai de trente jours à compter de sa saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande au conseil municipal une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération du conseil municipal, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre territoriale des comptes.

Si le conseil municipal n'a pas délibéré dans le délai prescrit ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre territoriale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le haut-commissaire.

Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre territoriale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 263-13. - Toutefois, pour l'application de l'article L. 263-12, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent et dont la section d'investissement est en équilibre réel, après reprise pour chacune des sections des résultats apparaissant au compte administratif de l'exercice précédent.

Art. L. 263-14. - Le budget primitif de la commune est transmis au haut-commissaire au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 263-9 et L. 263-15. A défaut, il est fait application de l'article L. 263-9.

Art. L. 263-15. - A compter de la saisine de la chambre territoriale des comptes et jusqu'au terme de la procédure prévue à l'article L. 263-12, le conseil municipal ne peut délibérer en matière budgétaire, sauf pour la délibération prévue au deuxième alinéa de cet article et pour l'application de l'article L. 263-18.

Lorsque le budget d'une commune a été réglé et rendu exécutoire par le haut-commissaire, le vote du conseil municipal

sur le compte administratif prévu à l'article L. 263-18 intervient avant le vote du budget primitif afférent à l'exercice suivant. Lorsque le compte administratif adopté dans les conditions ci-dessus mentionnées fait apparaître un déficit dans l'exécution du budget communal, ce déficit est reporté au budget primitif de l'exercice suivant. Lorsque l'une ou l'autre des obligations prévues par le présent alinéa n'est pas respectée, ce budget est transmis à la chambre territoriale des comptes par le haut-commissaire.

S'il est fait application de la procédure définie à l'alinéa ci-dessus, les dates fixées au premier alinéa de l'article L. 263-9 pour l'adoption du budget primitif sont reportées respectivement au 1<sup>er</sup> juin et au 15 juin. Dans ce cas, le délai limite de transmission du compte de gestion du comptable prévu à l'article L. 263-18 est ramené au 1<sup>er</sup> mai.

Art. L. 263-16. — La transmission du budget de la commune à la chambre territoriale des comptes au titre des articles L. 263-12 et L. 263-20 a pour effet de suspendre l'exécution de ce budget jusqu'au terme de la procédure. Toutefois, sont applicables à compter de cette transmission les dispositions du premier alinéa de l'article L. 263-8. En outre, les dépenses de la section d'investissement du budget peuvent être engagées, liquidées et mandatées dans la limite de la moitié des crédits inscrits à ce titre.

Art. L. 263-17. — Sous réserve du respect des dispositions des articles L. 263-8, L. 263-15 et L. 263-16, des modifications peuvent être apportées au budget de la commune par le conseil municipal, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le délai de vingt et un jours suivant la fin de l'exercice budgétaire, le conseil municipal peut, en outre, apporter au budget les modifications permettant d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre de chacune des deux sections du budget ou entre les deux sections.

Les délibérations relatives aux modifications budgétaires prévues à l'alinéa précédent doivent être transmises au haut-commissaire au plus tard cinq jours après le délai limite fixé pour leur adoption. Les mandatements découlant des modifications budgétaires ainsi décidées doivent être achevés au plus tard le 31 janvier suivant l'exercice auquel ils se rapportent.

Art. L. 263-18. — L'arrêt des comptes communaux est constitué par le vote du conseil municipal sur le compte administratif présenté par le maire après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la commune. Le vote du conseil municipal arrêtant les comptes doit intervenir avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année suivant l'exercice.

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Art. L. 263-19. — Le compte administratif est transmis au haut-commissaire au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 263-15 et L. 263-18.

Art. L. 263-20. — Lorsque l'arrêt des comptes communaux fait apparaître dans l'exécution du budget communal un déficit égal ou supérieur à 10 p. 100 des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 p. 100 dans les autres cas, la chambre territoriale des comptes, saisie par le haut-commissaire, propose à la commune les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai de deux mois à compter de cette saisine.

Lorsque le budget d'une commune a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le haut-commissaire transmet à la chambre territoriale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant.

Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre territoriale des comptes constate que la commune n'a pas pris de mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au haut-commissaire dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le

haut-commissaire règle le budget et le rend exécutoire, après application éventuelle des dispositions de l'article L. 235-5 du code des communes. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre territoriale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

En cas de mise en œuvre des dispositions des alinéas précédents, la procédure prévue à l'article L. 263-12 n'est pas applicable.

Art. L. 263-21. — Ne sont obligatoires pour les communes que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

La chambre territoriale des comptes, saisie soit par le haut-commissaire, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget communal ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la commune concernée.

Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre territoriale des comptes demande au haut-commissaire d'inscrire cette dépense au budget de la commune et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinée à couvrir la dépense obligatoire. Le haut-commissaire règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre territoriale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 263-22. — A défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le maire dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le haut-commissaire, celui-ci y procède d'office.

Le délai prévu à l'alinéa précédent est porté à deux mois si le montant de la dépense est égal ou supérieur à 5 p. 100 de la section de fonctionnement du budget primitif.

Art. L. 263-23. — Dans le cadre des commandes publiques, lorsque des intérêts moratoires ne sont pas mandatés en même temps que le principal, ce dernier étant d'un montant supérieur à un seuil fixé par voie réglementaire, le comptable assignataire de la dépense en informe l'ordonnateur et le haut-commissaire dans un délai de dix jours suivant la réception de l'ordre de paiement. Dans un délai de quinze jours, le haut-commissaire adresse à l'ordonnateur une mise en demeure de mandatement. A défaut d'exécution dans un délai d'un mois, le haut-commissaire procède d'office, dans un délai de dix jours, au mandatement de la dépense.

Toutefois, si, dans le délai d'un mois dont il dispose, l'ordonnateur notifie un refus d'exécution motivé par une insuffisance de crédits disponibles, ou si, dans ce même délai, le haut-commissaire constate cette insuffisance, celui-ci, dans un délai de quinze jours à compter de cette notification ou de cette constatation, saisit la chambre territoriale des comptes dans les conditions fixées à l'article L. 263-21. Le haut-commissaire procède ensuite au mandatement d'office dans les quinze jours suivant la réception de la délibération inscrivant les crédits ou sa décision réglant le budget rectifié.

Art. L. 263-24. — Les dispositions de la présente section sont applicables aux établissements publics communaux et intercommunaux de la Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 263-25. — Lorsque la chambre territoriale des comptes est saisie en application de la présente section, l'ordonnateur ou son représentant peut, à sa demande, présenter oralement ses observations. Il peut être assisté par une personne de son choix.

Art. L. 263-26. — Lorsqu'elle est saisie en application des dispositions des articles L. 263-9, L. 263-10, L. 263-12, L. 263-14, L. 263-15, L. 263-20, L. 263-21 et L. 263-24, la chambre territoriale des comptes dispose, pour l'instruction de ces affaires, des pouvoirs définis aux articles L. 262-44, L. 262-45, L. 262-46 et L. 262-52.

La chambre territoriale des comptes prend toutes dispositions pour garantir le secret de ses investigations.

## CHAPITRE IV

**Des comptables**

## Section 1

**Dispositions statutaires**

Art. L. 264-1. - Le ministre chargé du budget, après en avoir informé le président du congrès et les présidents des assemblées de province, nomme le comptable du territoire et un comptable par province. Ceux-ci sont comptables directs du Trésor ayant la qualité de comptable principal.

Art. L. 264-2. - Les fonctions de comptable de l'Etat ne peuvent pas être exercées par le comptable du territoire ou des provinces.

Art. L. 264-3. - Les comptables du territoire, des provinces, des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux prêtent serment devant la chambre territoriale des comptes.

## Section 2

**Obligations et missions**

## Sous-section 1

*A l'égard des provinces, du territoire et de leurs établissements publics*

## Sous-section 2

*A l'égard des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux*

Art. L. 264-6. - Le comptable d'une commune ou d'un établissement public, communal ou intercommunal, ne peut subordonner ses actes de paiement à une appréciation de l'opportunité des décisions prises par l'ordonnateur. Il ne peut soumettre les mêmes actes qu'au contrôle de légalité qu'impose l'exercice de sa responsabilité personnelle et pécuniaire. Il est tenu de motiver la suspension du paiement.

Art. L. 264-7. - Lorsque le comptable d'une commune ou d'un établissement public communal ou intercommunal notifie sa décision de suspendre le paiement d'une dépense, le maire ou le président de l'établissement public peut lui adresser un ordre de réquisition.

Il s'y conforme aussitôt, sauf en cas d'insuffisance de fonds de la commune ou de l'établissement public disponibles, de dépense ordonnancée sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée, d'absence de justification du service fait ou de défaut de caractère libératoire du règlement.

L'ordre de réquisition est notifié à la chambre territoriale des comptes.

En cas de réquisition, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre.

## TITRE VII

**DISPOSITIONS APPLICABLES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**CHAPITRE I<sup>er</sup>**Du rapport public de la Cour des comptes**

Art. L. 271-1. - Le rapport public de la Cour des comptes porte notamment sur les collectivités territoriales, établissements, sociétés, groupements et organismes qui relèvent de la compétence de la chambre territoriale des comptes en vertu des dispositions du chapitre II du présent titre.

Art. L. 271-2. - La partie du rapport public de la Cour des comptes établie notamment sur la base des observations de la chambre territoriale des comptes et consacrée aux collectivités territoriales est précédée d'observations relatives au fonctionnement, à l'activité, aux moyens et aux résultats du contrôle de la chambre territoriale.

Art. L. 271-3. - La Cour des comptes informe les communes et le territoire des observations relatives à leur ges-

tion qu'elle envisage d'insérer dans le rapport public et les invite à lui faire part de leurs réponses. Celles-ci sont publiées à la suite des observations de la Cour des comptes.

## CHAPITRE II

**De la chambre territoriale des comptes**

## Section préliminaire

**Création**

Art. L. 272-1. - Il est institué une chambre territoriale des comptes de la Polynésie française.

## Section 1

**Missions**

Art. L. 272-3. - La chambre territoriale juge également l'ensemble des comptes des comptables publics des communes et de leurs établissements publics ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait.

Les premiers comptes jugés sont ceux de la gestion de 1991.

Art. L. 272-5. - Pour les communes et leurs établissements publics dont elle assure le jugement effectif des comptes du comptable en application du premier alinéa de l'article L. 272-3, la chambre territoriale vérifie sur pièces et sur place la régularité des recettes et dépenses décrites dans leurs comptabilités respectives. Elle s'assure de l'emploi régulier des crédits, fonds et valeurs.

Art. L. 272-6. - La chambre territoriale des comptes peut assurer la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquels elles détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 272-7. - La chambre territoriale des comptes peut assurer la vérification des comptes des filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés à l'article L. 272-6 lorsque ces organismes détiennent dans les dites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 272-8. - Les organismes dont la gestion n'est pas assujettie aux règles de la comptabilité publique, et qui bénéficient d'un concours financier excédant les seuils mentionnés aux articles L. 272-6 et L. 272-7 d'une collectivité territoriale ou d'un organisme relevant lui-même de la compétence de la chambre territoriale, peuvent être soumis aux mêmes contrôles que ceux exercés par la Cour des comptes sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale elle-même passible du contrôle de la Cour.

Art. L. 272-9. - Lorsque des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou leurs établissements publics apportent un concours financier supérieur à 10 000 F ou dans lesquels ils détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion relèvent du contrôle de plusieurs chambres régionales ou territoriales des comptes, la Cour des comptes est compétente pour assurer la vérification de leurs comptes.

Toutefois, cette vérification peut être confiée à l'une des chambres régionales ou territoriales des comptes concernées par arrêté du premier président de la Cour des comptes pris après avis du procureur général près la Cour des comptes et des présidents des chambres des comptes concernées. Il en est de même de la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes dans lesquels la majorité du capital

ou des voix dans les organes délibérants est détenue par des collectivités territoriales ou des organismes qui en dépendent, dans les conditions telles qu'aucune des chambres des comptes dont ces collectivités ou organismes relèvent n'est compétente.

Art. L. 272-10. - Les dispositions de l'article L. 272-9 s'appliquent aux filiales des établissements, sociétés, groupements et organismes visés au même article lorsque ces organismes détiennent dans lesdites filiales, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Art. L. 272-11. - Lorsque la Cour des comptes est compétente à l'égard des sociétés, groupements ou organismes exerçant leur activité sur le territoire de la Polynésie française, la vérification des comptes peut être confiée à la chambre territoriale des comptes par arrêté du premier président de la Cour des comptes, pris après avis du procureur général près la Cour des comptes et du président de la chambre territoriale intéressée.

Art. L. 272-13. - La chambre territoriale des comptes examine la gestion des communes et de leurs établissements publics. Elle examine en outre celle des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 272-6 à L. 272-8, ainsi qu'aux articles L. 272-9 et L. 272-10, lorsque la vérification lui en est confiée par arrêté du premier président de la Cour des comptes.

## Section 2

### Organisation

#### Sous-section 1

#### Organisation de la juridiction

Art. L. 272-15. - Les chambres territoriales des comptes de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie peuvent être présidées par un même président et dotées des mêmes assesseurs.

Art. L. 272-16. - La chambre territoriale des comptes comprend au minimum un président et deux assesseurs.

Art. L. 272-17. - Le président de la chambre territoriale des comptes est un conseiller maître ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République.

Art. L. 272-18. - Des magistrats de la Cour des comptes peuvent, à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, être détachés auprès de la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 272-19. - Les effectifs de la chambre territoriale des comptes peuvent être complétés par des magistrats de l'ordre judiciaire dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Art. L. 272-20. - Des agents de l'Etat ou des collectivités territoriales peuvent être détachés auprès de la chambre territoriale des comptes pour assister ses membres dans l'exercice de leurs compétences dans des conditions fixées par voie réglementaire. Les intéressés ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle.

Art. L. 272-21. - Les membres de la chambre territoriale des comptes ont la qualité de magistrat.

Art. L. 272-22. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes sont inamovibles. En conséquence, nul magistrat de la chambre territoriale ne peut recevoir sans son consentement une affectation nouvelle, même en avancement.

Les magistrats ne peuvent, en dehors de leurs fonctions, être requis pour d'autres services publics que le service national.

Art. L. 272-23. - Tout magistrat de la chambre territoriale doit, s'il s'agit de sa première nomination au sein d'une juridiction financière, prêter serment, avant d'entrer en fonctions, de remplir bien et fidèlement ses fonctions, de garder le secret des délibérations et de se comporter en tout comme un digne et loyal magistrat. Il ne peut, en aucun cas, être relevé de son serment.

Art. L. 272-24. - La chambre territoriale des comptes comporte un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, choisis parmi les magistrats de la chambre, qui exercent les fonctions du ministère public et sont les correspondants du procureur général près la Cour des comptes.

Art. L. 272-25. - Des magistrats de la chambre territoriale des comptes sont, avec leur accord, délégués dans les fonctions du ministère public par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances sur proposition conjointe du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes. Dans ces fonctions, les intéressés ne sont pas inamovibles. Il est mis fin à cette délégation dans les mêmes formes.

Art. L. 272-26. - L'intérim du ministère public auprès de la chambre territoriale des comptes peut être exercé, pour une période n'excédant pas six mois, par un magistrat de la chambre remplissant les conditions réglementaires pour être délégué dans les fonctions de commissaire du Gouvernement, désigné sur proposition du président de la chambre territoriale par décision conjointe du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes. Il est mis fin à cet intérim par décision du procureur général qui en tient informé le premier président.

Art. L. 272-27. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement de la chambre territoriale des comptes.

## Sous-section 2

### Liens avec le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes

Art. L. 272-28. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes participent à l'élection des représentants des chambres régionales des comptes au Conseil supérieur des chambres régionales dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 272-29. - Le Conseil supérieur des chambres régionales des comptes exerce à l'égard de la chambre territoriale et de ses membres les compétences qui sont les siennes à l'égard des chambres régionales des comptes et de leurs membres.

## Section 3

### Dispositions statutaires

Art. L. 272-30. - Les dispositions du présent code relatives aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des magistrats composant ces juridictions sont applicables à la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française.

Art. L. 272-31. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes qui sont membres du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes ne peuvent bénéficier d'aucun avancement de grade pendant la durée de leur mandat au sein de ce Conseil.

## Section 4

### Compétences et attributions juridictionnelles

#### Sous-section 1

#### Jugement des comptes

Art. L. 272-33. - Le comptable d'une commune ou d'un établissement public communal ou intercommunal est tenu de produire ses comptes devant la chambre territoriale des comptes, dans les délais prescrits par les règlements.

Art. L. 272-34. - La chambre territoriale des comptes statue en premier ressort, à titre provisoire ou définitif, sur les comptes des comptables publics, sous réserve de l'article L. 272-57.

Art. L. 272-35. - La chambre territoriale juge, dans les mêmes formes et sous les mêmes sanctions, les comptes que lui rendent les personnes qu'elle a déclarées comptables de fait d'une collectivité ou d'un établissement public relevant de sa compétence.

#### Sous-section 2

#### Condamnation des comptables à l'amende

Art. L. 272-36. - La chambre territoriale des comptes peut condamner les comptables à l'amende pour retard dans la pro-

duction de leurs comptes et dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées à leur encontre dans les conditions applicables au prononcé des amendes par la Cour des comptes pour un manquement analogue.

Art. L. 272-37. - La chambre territoriale des comptes peut condamner les comptables de fait à l'amende en raison de leur immixtion dans les fonctions de comptable public pour le cas où ils n'ont pas fait l'objet de poursuites pénales pour usurpation de titres ou fonctions.

Cette amende est calculée suivant l'importance et la durée de la détention ou du maniement des deniers. Son montant ne peut dépasser le total des sommes indûment détenues ou maniées.

Art. L. 272-38. - Lorsque les comptables supérieurs du Trésor procèdent à l'apurement des comptes en application de l'article L. 272-57, les comptables des communes, des établissements publics communaux et des groupements de communes intéressés peuvent, sur la demande du trésorier-payeur général ou du receveur particulier des finances, être condamnés par la chambre territoriale des comptes à une amende lorsqu'ils n'ont pas produit leurs comptes dans les délais prescrits ou lorsqu'ils n'ont pas répondu aux injonctions prononcées sur leurs comptes dans le délai imparti par le comptable supérieur du Trésor.

Ces amendes sont soumises aux mêmes règles que celles applicables au prononcé d'amendes par la Cour des comptes pour des manquements analogues.

### Section 5

#### Contrôle des actes des sociétés d'économie mixte créées par le territoire

Art. L. 272-39. - Si le haut-commissaire estime qu'une délibération du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou des assemblées générales d'une société d'économie mixte créée par le territoire est de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs des collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires, ou le risque encouru par la ou les collectivités territoriales ou leurs groupements qui ont apporté leur garantie à un emprunt contracté par la société, il saisit, dans le délai d'un mois suivant la date de réception, la chambre territoriale des comptes, à charge pour lui d'en informer simultanément la société et le président du gouvernement du territoire. La saisine de la chambre territoriale des comptes entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration ou de surveillance ou par les assemblées générales de la délibération contestée.

La chambre territoriale des comptes dispose d'un délai d'un mois à compter de la saisine pour faire connaître son avis au haut-commissaire, à la société et au président du gouvernement du territoire.

### Section 6

#### Procédure

##### Sous-section 1

##### A l'égard du territoire

##### Sous-section 2

##### A l'égard des autres collectivités et organismes

Art. L. 272-42. - La chambre territoriale des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion des communes, de leurs établissements publics et des autres organismes soumis à son contrôle.

Art. L. 272-43. - Les magistrats de la chambre territoriale des comptes disposent à l'égard des communes, de leurs établissements publics et des organismes visés à l'article L. 272-42, pour l'exercice des contrôles qu'ils effectuent, de l'ensemble des droits et pouvoirs attribués à la Cour des comptes par le titre IV du livre I<sup>er</sup> du présent code.

##### Sous-section 3

##### Dispositions communes

Art. L. 272-44. - Tout représentant, administrateur, fonctionnaire ou agent des collectivités, établissements, sociétés,

groupement et organismes contrôlés, ainsi que pour les besoins du contrôle, tout représentant ou agent de l'Etat en fonctions dans le ressort de la chambre territoriale des comptes et tout membre des services d'inspection et corps de contrôle dont l'audition est jugée nécessaire, a l'obligation de répondre à la convocation de la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 272-45. - Lorsque la chambre territoriale des comptes examine la gestion des collectivités territoriales ou des établissements publics locaux, les observations qu'elle présente ne peuvent être formulées sans un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et l'ordonnateur concerné.

Art. L. 272-46. - Lorsque la chambre territoriale des comptes examine la gestion des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 272-6 à L. 272-10, les observations qu'elle présente peuvent être précédées d'un entretien préalable entre le magistrat rapporteur ou le président de la chambre et un dirigeant de la personne morale contrôlée, mandatée à cet effet par celle-ci.

Art. L. 272-47. - Lorsque des observations sont formulées, elles ne peuvent être arrêtées définitivement avant que l'ordonnateur ait été en mesure de leur apporter une réponse écrite.

Art. L. 272-48. - Les observations définitives adressées aux représentants des établissements, sociétés, groupements et organismes mentionnés aux articles L. 272-6 à L. 272-10 sont également transmises à l'exécutif de la collectivité territoriale qui leur a apporté un concours financier ou qui détient une partie du capital ou une partie des voix dans leurs instances de décision.

Les observations définitives formulées par la chambre territoriale des comptes sur la gestion d'une collectivité territoriale, d'un établissement public local ou de l'un des organismes mentionnés à l'alinéa précédent sont communiquées par l'exécutif de la collectivité ou de l'établissement à son assemblée délibérante, dès sa plus proche réunion.

Art. L. 272-49. - La chambre territoriale des comptes prend toutes dispositions pour garantir le secret de ses investigations.

Art. L. 272-50. - La chambre territoriale des comptes peut recourir, pour des enquêtes de caractère technique, à l'assistance d'experts désignés par le président. S'il s'agit d'agents publics, elle informe leur chef de service. Les experts remplissent leur mission en liaison avec un magistrat délégué et désigné dans la lettre de service du président de la chambre territoriale des comptes qui précise la mission et les pouvoirs d'investigation de l'expert.

Celui-ci informe le magistrat délégué du développement de sa mission. Les experts sont tenus à l'obligation du secret professionnel.

Art. L. 272-51. - Les propositions, les rapports et les travaux de la chambre territoriale des comptes sont couverts par le secret professionnel que les experts sont tenus de respecter en application de l'article L. 272-50.

Art. L. 272-52. - Les jugements, avis, propositions, rapports et observations de la chambre territoriale des comptes sont délibérés et adoptés collégalement selon une procédure contradictoire.

Art. L. 272-53. - Les règles relatives à la procédure devant la chambre territoriale des comptes et à la communication de ses observations aux collectivités, établissements, sociétés, groupements et organismes concernés sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

### Section 7

#### Voies de recours

Art. L. 272-54. - Le comptable, la collectivité locale ou l'établissement public, le commissaire du Gouvernement près la chambre territoriale des comptes, le procureur général près la Cour des comptes peuvent faire appel devant la Cour des comptes de tout jugement prononcé à titre définitif par la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 272-55. - Un jugement prononcé à titre définitif peut être révisé par la chambre territoriale des comptes, soit à la demande du comptable appuyée des justifications recouvrées depuis le jugement, soit d'office ou sur réquisition du ministère public, pour cause d'erreur, omission, faux ou double emploi.

Art. L. 272-56. — Les règles relatives à l'appel et à la révision des jugements de la chambre territoriale des comptes sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

#### Section 8

#### Dispositions concernant les exercices 1991, 1992 et 1993

Art. L. 272-57. — Les comptes des communes ou groupements de communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants et dont le montant des recettes ordinaires figurant au dernier compte administratif est inférieur à 2 000 000 F ainsi que ceux de leurs établissements publics font l'objet, sous réserve des dispositions des articles L. 272-58 à L. 272-60 d'un apurement administratif par les comptables supérieurs du Trésor.

Art. L. 272-58. — Les décisions d'apurement prises en application de l'article L. 272-57, assorties le cas échéant de toute observation pouvant entraîner la mise en débet du comptable, sont transmises par le comptable supérieur du Trésor à la chambre territoriale des comptes. La mise en débet du comptable ne peut être prononcée que par la chambre territoriale des comptes.

Art. L. 272-59. — Pour les comptes soumis au régime de l'apurement administratif et qui ne font pas l'objet d'observations, sous réserve des recours éventuels et du droit d'évocation de la chambre territoriale des comptes, les arrêtés des comptables supérieurs du Trésor emportent décharge définitive du comptable.

Art. L. 272-60. — Le comptable supérieur du Trésor adresse à la chambre territoriale des comptes tous les arrêtés de décharge qu'il a pris.

La chambre territoriale des comptes peut exercer son droit d'évocation et de réformation sur les arrêtés visés à l'article L. 272-59 dans le délai de six mois à dater de leur notification au comptable.

#### CHAPITRE III

#### Contrôle des actes budgétaires et de l'exécution du budget du territoire, des communes et des établissements publics

#### CHAPITRE IV

#### Du comptable du territoire

#### Section 1

#### Dispositions statutaires

Art. L. 274-1. — Le ministre chargé du budget nomme, après que le président du gouvernement du territoire en a été informé, le comptable du territoire. Celui-ci est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal.

Art. L. 274-2. — Les fonctions de comptable de l'Etat dans le territoire et celles de comptable du territoire ne peuvent être exercées par une même personne.

Art. L. 274-3. — Le comptable du territoire prête serment devant la chambre territoriale des comptes.

#### Section 2

#### Obligations et missions

#### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 102 SG du 6 février 1995 portant création d'un comité local du fonds de secours aux sinistrés de la dépression tropicale forte William.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 60-944 du 5 septembre portant organisation du fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités et du comité de coordination de secours aux sinistrés ;

Vu la proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Il est créé un comité local du fonds de secours aux sinistrés de la dépression tropicale forte William ayant affecté l'archipel des îles Australes.

Ce comité est chargé de :

- définir les critères d'attribution de secours aux sinistrés ;
- formuler les propositions d'attribution des secours en fonction de l'enveloppe déléguée ;
- examiner les cas spéciaux ou litigieux et de formuler un avis les concernant.

Art. 2. — Le comité local défini à l'article précédent est composé comme suit :

- le haut-commissaire de la République en Polynésie française, *président* ;
- le trésorier-payeur général de la Polynésie française, *membre* ;
- le chef de la subdivision administrative des îles Australes, *membre* ;
- le directeur de la protection civile, *membre* ;
- le directeur de l'assistance technique, *membre* ;
- le colonel, commandant du groupement de la gendarmerie nationale en Polynésie française, *membre*.

En cas d'empêchement du haut-commissaire, la présidence est assurée par le chef de la subdivision administrative des îles Australes.

Le secrétariat du comité local est assuré par le chargé de mission du secrétaire général de la Polynésie française.

Art. 3. — Le président du comité local peut inviter toute personne qualifiée dont les compétences sont de nature à éclairer ses travaux.

Art. 4. — Le comité local est dissous de facto à l'expiration de sa mission.

Art. 5. — Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles Australes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 6 février 1995.  
Paul RONCIERE.

**ARRETE n° 103 CAB du 6 février 1995 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail au titre de la promotion du 1er janvier 1995.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du Travail, modifié par le décret n° 86-401 du 12 mars 1986 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er.— La médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 1er janvier 1995, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 - M. Cochet Daniel, mécanicien à la compagnie Air Tahiti ;
- 2 - M. Crolas Bernard, directeur technique à l'Huilerie de Tahiti ;
- 3 - M. Derock Maxime, documentaliste à R.F.O. Tahiti ;
- 4 - M. Esposito Joël, chef d'atelier à la S.A. Sodiva ;
- 5 - M. Hiotua Eatu, gardien à la direction du commissariat de la marine ;
- 6 - M. Maruake-Porutu Pai, gardien à la direction du commissariat de la marine ;
- 7 - Mlle Mongarde Catherine, employée de la banque de Polynésie ;
- 8 - M. Morillot Gilles, chargé de réalisation radio à R.F.O. Tahiti ;
- 9 - M. Tahitorai Viritini, ouvrier d'entretien à la base aérienne 190 de Tahiti-Faa ;
- 10 - M. Touton Charles, chef opérateur son à R.F.O. Tahiti.

Art. 2.— La médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 1er janvier 1995, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 - M. Balleste Dominique, contrôleur de gestion à la banque de Polynésie ;
- 2 - M. Crolas Bernard, directeur technique à l'Huilerie de Tahiti ;
- 3 - M. Derock Maxime, documentaliste à R.F.O. Tahiti ;
- 4 - M. Morillot Gilles, chargé de réalisation radio à R.F.O. Tahiti ;
- 5 - M. Tiahu Alfred, employé au Commissariat à l'énergie atomique.

Art. 3.— La médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 1er janvier 1995, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 - M. Arapari Yves, agent d'approvisionnement à la direction mixte des travaux de Polynésie ;
- 2 - M. Balleste Dominique, contrôleur de gestion à la banque de Polynésie ;

- 3 - M. Crolas Bernard, directeur technique à l'Huilerie de Tahiti ;
- 4 - M. Derock Maxime, documentaliste à R.F.O. Tahiti ;
- 5 - M. Kung Patrice, technicien principal au Commissariat à l'énergie atomique ;
- 6 - M. Leang Hiou Robert, menuisier à la direction mixte des travaux de Polynésie ;
- 7 - M. Liao Charles, mécanicien à la direction du commissariat de la marine ;
- 8 - M. Mai Léon, mécanicien au R.I.M.A.P. - P.

Art. 4.— La médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 1er janvier 1995, est décernée à :

- 1 - M. Crolas Bernard, directeur technique à l'Huilerie de Tahiti.

Art. 5.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 1995.  
Paul RONCIERE.

**ARRETE n° 117 BCO du 8 février 1995 portant délégation de signature à Mme Thérèse Lopez, directrice du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 92-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Paul Roncière, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 septembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 1994 portant affectation de Mme Thérèse Lopez au centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania en qualité de chef d'établissement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Mme Thérèse Lopez, directrice du centre pénitentiaire de Faa'a, reçoit délégation à l'effet de signer au nom du haut-commissaire et dans la limite de ses attributions, les actes ci-dessous détaillés :

- l'engagement, la liquidation et l'ordonnement des dépenses ordinaires et extraordinaires du centre pénitentiaire de Paa'a, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Etat ;
- toutes décisions concernant la gestion du personnel fonctionnaire ou contractuel affecté au centre pénitentiaire, autre que les fonctionnaires de catégorie A ou personnels assimilés, en matière de congé annuel, congé de maladie d'une durée inférieure à 15 jours ;
- toutes décisions relatives à la gestion du personnel du centre pénitentiaire relevant de la convention collective des A.N.F.A., à l'exception des recrutements et des licenciements.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 1995.

Paul RONCIERE.

**DECISION n° 95-1 TG du 9 février 1995 modifiant les décisions n° 94-2 TG du 23 septembre 1994, n° 94-3 TG du 16 décembre 1994 et n° 94-4 TG du 29 décembre 1994 portant désignation dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration et des membres de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment l'article L 17 ;

Vu la circulaire n° 69-352 du 31 juillet 1969, mise à jour le 1er juillet 1987, relative à la révision et à la tenue des listes électorales ;

Vu l'arrêté n° 876 DRCL du 29 août 1994 portant constitution des bureaux de vote de la Polynésie française pour la période du 1er mars 1995 au 28 février 1996 ;

Vu l'arrêté n° 1473 BCO du 27 décembre 1994 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier par intérim ;

Vu les décisions n° 94-2 TG du 23 septembre 1994 portant désignation dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale, modifiée par les décisions n° 94-3 TG du 16 décembre 1994 et n° 94-4 TG du 29 décembre 1994 ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Papeete annulant les opérations de révision de la liste électorale de Makatea du 24 janvier 1995 ;

Vu les recours déposés par la D.R.C.L. demandant l'annulation des opérations de révision des listes électorales de Ahe (commune de Manihi) et de Raraka et Aratika (commune de Fakarava),

Décide :

Article 1er.— Dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote concerné, de la révision et de l'établissement de la liste électorale, est modifiée comme suit :

#### COMMUNE DE FAKARAVA

*Bureau de vote de Aratika*

*Au lieu de :* Mlle Temai Itua ;

*Lire :* M. Jean-Luc Prunier.

*Bureau de vote de Raraka*

*Au lieu de :* Mme Mahaa Benina épouse Ebb ;

*Lire :* M. Jean-Luc Prunier.

#### COMMUNE DE RANGIROA

*Bureau de vote de Makatea*

*Au lieu de :* M. Jean-François Richard ;

*Lire :* M. Jean-Luc Prunier.

#### COMMUNE DE MANIHI

*Bureau de vote de Ahe*

*Au lieu de :* Mme Turia Mai épouse Dexter ;

*Lire :* M. Jean-Luc Prunier.

Fait à Papeete, le 9 février 1995.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des îles Tuamotu -Gambier,  
Jean-François DELAGE.*

**Par arrêté n° 106 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 février 1995.**— Il est mis fin au placement d'office, ordonné par l'arrêté n° 1412 DRCL du 9 décembre 1994, transformé en placement libre à l'hôpital de Vaïami de M. Pierre Tau, né le 15 août 1951 à Tubuai, domicilié à Tubuai.

**ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE****DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE  
OU DE LA COMMISSION PERMANENTE**

**DELIBERATION n° 95-32 AT du 9 février 1995 modifiant la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994, définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française.**

NOR : SAE9401674DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 37 CM du 24 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 18 PR/CM du 2 février 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 28-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er. — La durée des exonérations fiscales prévues à l'article 6 de la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 susvisée est de huit ans au lieu de cinq ans.

Art. 2. — L'article 7 de la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 est modifié et complété comme suit :

« Une garantie de stabilité du régime fiscal des impôts dont les entreprises de croisières sont redevables, qui impose que les taux, les modalités de calculs et d'application de ces impôts, définis à la date de mise en exploitation du paquebot de croisières, resteront applicables sans changement ou évolueront dans les mêmes proportions que pour l'ensemble des autres secteurs d'activités, est accordée pour une durée de cinq ans aux entreprises de croisières.

Elles sont exonérées pendant la même durée de la patente, de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Pour les sociétés qui s'engageraient à faire construire un navire, la période de stabilité du régime fiscal et d'exonération prévue aux alinéas ci-dessus sera de huit années à compter de la date de commande du navire.»

Art. 3. — L'article 20 de la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

«La présente délibération s'applique aux paquebots mis en exploitation avant le 30 juin 1997.»

Art. 4. — Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-33 AT du 9 février 1995 portant suspension de la taxe nouvelle de solidarité pour la protection sociale en faveur des entreprises locales de fabrication d'aliments pour animaux et de conserves de viande.**

NOR : SAE9401674DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 78-46 du 23 mars 1978 accordant l'exonération du droit fiscal d'entrée et du droit fiscal d'entrée temporaire à l'importation de la viande bovine congelée, destinée exclusivement à la fabrication de conserves de viande ;

Vu la délibération n° 83-39 du 25 février 1983 portant modification de la délibération n° 78-46 du 23 mars 1983 ;

Vu la délibération n° 89-140 AT du 21 décembre 1989 portant suspension des droits de douane, du droit fiscal d'entrée et des taxes parafiscales applicables aux matériaux importés mis en œuvre par les entreprises locales de fabrication d'aliments pour animaux ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 19 janvier 1990 fixant la liste des matériaux bénéficiant de la suspension de droits et taxes instituée par l'article 1er de la délibération n° 89-140 AT du 21 décembre 1989 ;

Vu l'arrêté n° 1290 CM du 30 novembre 1990 portant modification de l'arrêté n° 73 CM du 19 janvier 1990, fixant la liste des

matériaux bénéficiant de la suspension de droits et taxes instituée par l'article 1er de la délibération n° 89-140 AT du 21 décembre 1989 ;

Vu l'arrêté n° 42 CM du 18 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 4 CM du 18 janvier 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 29-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Est suspendue jusqu'au 31 décembre 1996, la perception de la taxe nouvelle pour la protection sociale applicable :

- à la viande bovine congelée (dont la destination est celle prévue aux délibérations susvisées, n° 78-46 du 23 mars 1978 et n° 83-39 du 25 février 1983) ;
- aux matériaux importés, nécessaires à la fabrication d'aliments pour animaux (dont la liste aura été fixée aux arrêtés n° 73 CM du 19 janvier 1980 et n° 1290 CM du 30 novembre 1990 pris en application de la délibération n° 89-140 AT du 21 décembre 1989 susvisée).

Art. 2.— La mesure de suspension prévue à l'article 1er ci-dessus prend effet à partir du 1er janvier 1995.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-34 AT du 9 février 1995 portant modification du tarif des douanes et de l'annexe à la délibération n° 88-158 AT du 23 novembre 1988 portant suspension provisoire, dans le tarif douanier, du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à certaines matières premières importées par des entreprises locales de production et de transformation.**

NOR : DD19500017DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 88-158 AT du 23 novembre 1988 portant suspension provisoire, dans le tarif douanier, du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à certaines matières premières

importées par des entreprises locales de production et de transformation ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 50 CM du 23 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 7 CM du 23 janvier 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 30-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— La liste des matières premières, reprise en annexe de la délibération n° 88-158 AT du 23 novembre 1988 susvisée, est modifiée comme suit :

- supprimer les codifications 72.10.70.10, 72.10.90.10 et 72.12.40.10 ;
- ajouter la codification 72.10 (en entier) : « Produits laminés plats, plaqués ou revêtus, présentés en rouleaux et destinés au façonnage industriel de tôles nervurées ou ondulées ».

Art. 2.— Le tarif des douanes est modifié comme suit :

- supprimer les codifications 72.10.90.10, 72.10.90.90, 72.10.70.10, 72.10.70.90, 72.12.40.10 et 72.12.40.90 ;
- créer les codifications :
  - 72.10.90.00 « Autres » DD 12 %, DE TO, Autres (1), Export (1), Autres réglementations (3) ;
  - 72.10.70.00 « Peints, vernis ou revêtus de matières plastiques » DD 12 %, DE TO, Autres (1), Export (1), Autres réglementations (4) ;
  - 72.12.40.00 « Peints, vernis ou revêtus de matières plastiques » DD 12 %, DE TO, Autres (1), Export (1), Autres réglementations (4).

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-35 AT du 9 février 1995 portant modification de la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 définissant les conditions d'octroi des exonérations et fixant les limites dans lesquelles l'assemblée territoriale autorise le conseil de gouvernement à prendre des décisions en la matière.**

NOR : DD19500100DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 définissant les conditions d'octroi des exonérations et fixant les limites dans lesquelles l'assemblée territoriale autorise le conseil de gouvernement à prendre des décisions en la matière ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 113 CM du 2 février 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 27 PR/CM en date du 8 février 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 31-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 susvisée est modifié comme suit :

Article 1er - premier alinéa, *nouvelle rédaction* :

«Conformément à l'article 159 du code des douanes issu de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963, les marchandises et envois repris ci-après peuvent être exonérés de l'ensemble des droits et taxes dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion de la taxe de péage portuaire et de la redevance aéroportuaire.»

Article 1er - paragraphe e), *ajouter* :

«12 - Les biens adressés, à titre gratuit et sans aucune préoccupation d'ordre commercial de la part du donateur établi en dehors de la Polynésie française, ou importés en vue d'être adressés à titre gratuit et sans préoccupation d'ordre commercial de la part de l'importateur-donateur établi en Polynésie française, à des organismes de structure publique ou des organismes reconnus d'intérêt général à caractère charitable ou philanthropique dont la liste est fixée par arrêté pris en conseil des ministres :

121 - Biens importés au profit des personnes handicapées, spécialement conçus pour l'éducation, l'emploi ou la promotion sociale des aveugles et des autres personnes physiquement ou mentalement handicapées ;

122 - Biens importés au profit des victimes de catastrophes naturelles, à l'exception des matériaux et matériels destinés à la reconstruction des zones sinistrées, en vue :

- soit d'être distribués gratuitement à des victimes de catastrophes affectant le territoire ;
- soit d'être mis gratuitement à la disposition des victimes de telles catastrophes, tout en restant la propriété des organismes considérés ;

123 - Biens adressés exclusivement par un donateur établi en dehors de la Polynésie française pour la réalisation d'objectifs généraux :

- les dons destinés à la vente en vue de collecter des fonds au cours de manifestations occasionnelles de bienfaisance à caractère philanthropique ;
- les biens de première nécessité devant être distribués gratuitement, c'est-à-dire les biens indispensables à la satisfaction des besoins immédiats des personnes, tels que denrées alimentaires, médicaments, vêtements et couvertures ;

124 - Sont exclus de l'immunité :

- les vins, les alcools et les spiritueux ;
- les tabacs et produits du tabac ;
- les véhicules automobiles, les motocyclettes, les aéronefs et les bateaux (y compris les moteurs pour ceux-ci), de tous types ;

125 - Peuvent bénéficier de l'exonération tous organismes agissant sans but lucratif, de structure publique ou reconnus d'intérêt général, agréés par arrêté pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la solidarité, pour recevoir ces dons en exonération. A titre exceptionnel, peuvent être admises au bénéfice de l'exonération les personnes dûment habilitées par l'organisme donateur étranger pour le représenter dans le territoire et s'assurer de la destination des biens offerts à titre gracieux ;

126 - Chaque importation effectuée au titre de ce régime fiscal privilégié est soumise à l'accomplissement des formalités réglementaires de dédouanement. Outre l'engagement de non-détournement des marchandises de leur destination privilégiée, doivent être joints à la déclaration en douane tous documents attestant de la qualité et de l'agrément de l'organisme destinataire bénéficiaire de la mesure d'exonération. Cet organisme doit prendre en compte les biens importés admis en exonération à son bénéfice et les inventorier dans un registre spécial qui devra être présenté à toute réquisition du service des douanes.

Le service des douanes exerce les contrôles qu'il juge utiles, afin de s'assurer que les conditions requises pour bénéficier de l'exonération sont et demeurent remplies.»

Article 1er, *ajouter les alinéas suivants in fine* :

«g) les dons de toute origine des seuls biens propres à assurer le fonctionnement des formations sanitaires publiques de la direction de la santé en Polynésie française et dans le cadre unique des besoins et missions qui leur sont dévolues par leur ministère de tutelle.

A l'appui de la déclaration en douane, sera jointe une attestation signée du directeur de la santé publique, détaillant précisément les matériels importés, indiquant leur destination dans le cadre des

besoins et missions dévolues aux formations sanitaires publiques et comportant l'engagement d'informer le chef du service des douanes de toute cession éventuelle pour un bénéficiaire non susceptible de pouvoir prétendre au régime d'exonération ;

h) les documents adressés gratuitement aux personnes morales de droit public ;

i) les dossiers, archives, formulaires et autres documents importés en vue d'être adressés à titre gratuit dans le territoire, pour être utilisés lors de réunions, conférences ou congrès internationaux, ainsi que les comptes-rendus de ces manifestations et les petits objets sans valeur marchande destinés à être distribués gratuitement, tels que : fanions, tapes de bouche, porte-clés, cendriers, badges.»

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Tinomana EBB.

*La présidente,*  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-36 AT du 9 février 1995 instituant un droit de timbre sur les formules de chèques délivrées non barrées d'avance et ne répondant pas à certaines caractéristiques de non-transmissibilité par voie d'endossement.**

NOR : ENR9500135DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi de finances pour 1979 n° 78-1239 du 29 décembre 1978 en son article 85 ;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 modifié unifiant le droit en matière de chèques ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 relatif à la formalité de l'enregistrement dans le territoire et les textes subséquents ;

Vu l'article 18 de la délibération du 20 novembre 1956 portant création d'un impôt sur les revenus des capitaux mobiliers ;

Vu les articles 9 à 13 de la délibération n° 83-198 du 15 décembre 1983 portant modification et complétant le code des impôts directs ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 116 CM du 2 février 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 20 CM du 2 février 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 32-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Les formules de chèques ne répondant pas aux caractéristiques de barrement d'avance et de non-transmissibilité par voie d'endossement mentionnées à l'article 85 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978, à savoir les formules de chèques non barrées d'avance et qui ne sont pas rendues, par une mention expresse du banquier, non transmissibles par voie d'endossement, sauf au profit d'une banque ou d'un établissement assimilé, sont soumises à un droit de timbre de *deux cents francs* (200 F CFP) par formule.

Art. 2.— Le droit de timbre est supporté par la personne qui demande la délivrance des formules de chèques visées à l'article 1er.

Il est payé par l'organisme émetteur. Celui-ci ne peut en aucun cas le prendre à sa charge.

Art. 3.— Le droit de timbre est versé à la caisse de l'enregistrement sur la production d'états établis par l'organisme qui délivre à ses clients des formules de chèques visées à l'article 1er.

Art. 4.— La perception du droit est constatée par l'apposition très apparente, sur chaque formule de chèque qui y est soumise, de la mention «droit de timbre payé sur état».

Art. 5.— L'organisme qui délivre à ses clients des formules de chèques visées à l'article 1er doit relever l'identité des personnes auxquelles les formules ont été délivrées ainsi que les numéros de ces formules.

Art. 6.— L'identité des personnes auxquelles sont délivrées les formules de chèques mentionnées à l'article 1er doit être communiquée à tout moment à l'administration des impôts, sur sa demande.

Art. 7.— Le contrôle, le recouvrement et le contentieux du droit de timbre applicable aux formules de chèques visées à l'article 1er sont réglés conformément aux dispositions applicables en matière de droit d'enregistrement. Les agents assermentés du service de l'enregistrement disposent, pour le contrôle de l'impôt, du droit de communication applicable aux contributions directes.

Art. 8.— Toute infraction aux dispositions de la présente délibération est sanctionnée :

- d'une amende fiscale de 20.000 F CFP par formule dans la limite de 200.000 F CFP pour toute infraction aux dispositions de l'article 2 ;
- d'une amende fiscale fixe de 200.000 F CFP assortie d'un intérêt de retard fixé à 1 % par mois pour toute infraction aux dispositions de l'article 3.

Art. 9.— Les modalités d'application de la présente délibération seront précisées par un arrêté en conseil des ministres.

Art. 10.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Tinomana EBB.

*La présidente,*  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-37 AT du 9 février 1995 complétant et modifiant les dispositions de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire.**

NOR : DP19500081DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 138 CM du 6 février 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 23 PR/CM en date du 6 février 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 33-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Le troisième alinéa de l'article 3 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991, définissant les incitations à l'investissement sur le territoire, est modifié ainsi qu'il suit :

« Lorsque la réalisation d'un programme d'investissement implique l'intervention d'une entreprise ou de plusieurs entreprises dont le capital est détenu à plus de 50 % par une autre personne physique ou morale inscrite au répertoire Tahiti, l'agrément et la répartition des avantages liés à cet agrément sont accordés, partiellement ou totalement soit à chaque entreprise de manière distincte, soit à la personne physique ou morale détenant plus de 50 % du capital de l'entreprise ou des entreprises participant au programme d'investissement.

Des arrêtés pris en conseil des ministres pourront préciser en tant que de besoin les modalités d'application de cette disposition.

Les requérants habilités à solliciter l'agrément au code des investissements précisent dans leur demande la répartition souhaitée des avantages prévus à l'alinéa précédent. »

Art. 2.— Le deuxième alinéa de l'article 4 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour les entreprises existantes qui présentent un programme de développement, de rénovation, de renouvellement de leurs moyens de production, le montant des investissements nouveaux doit respecter les seuils fixés par arrêté pris en conseil des ministres. »

Art. 3.— Il est ajouté à l'article 7 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée un dernier alinéa ainsi conçu :

« Pour les activités audiovisuelles, l'entrée en vigueur de l'arrêté d'agrément est subordonnée à la signature d'une convention précisant les engagements de l'entreprise bénéficiaire et du territoire. »

Art. 4.— L'article 17 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Art. 17.— Autres secteurs d'activité éligibles »*

**1 - Activités d'exportation**

Les entreprises qui s'engagent à exporter au moins 50 % de leur production.

**2 - Services auxiliaires de transports**

Les entreprises qui effectuent des opérations de chargement et de déchargement de marchandises dans les ports maritimes.

**3 - Activités audiovisuelles**

- Les entreprises de production audiovisuelle ;
- Les entreprises de diffusion audiovisuelle par voie hertzienne. »

Art. 5. — Il est ajouté à l'article 18 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée, les alinéas ainsi conçus :

« 3 - En ce qui concerne les services auxiliaires de transports, l'agrément au code des investissements ne porte que sur les grues dont la capacité de levage est supérieure ou égale à 200 tonnes et ne concerne que l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

4 - Les entreprises de production audiovisuelle et les entreprises de diffusion audiovisuelle par voie hertzienne ne peuvent bénéficier que de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée sur le matériel et l'équipement technique. Seules les entreprises françaises ayant accompli toutes leurs obligations légales ou réglementaires auront accès à cet avantage fiscal.

Les exonérations accordées aux entreprises visées à l'alinéa ci-dessus doivent être réinvesties dans des entreprises ou des moyens de productions audiovisuelles, ou encore dans la création en Polynésie française d'oeuvres audiovisuelles. Elles peuvent également être réinvesties dans la diffusion ou la commercialisation d'oeuvres locales.

Les conditions du réemploi des exonérations accordées sont fixées par convention entre le territoire et l'entreprise bénéficiaire.

5- Les entreprises qui réalisent un investissement de renouvellement peuvent bénéficier, pour une période limitée, des avantages prévus au code des investissements dans les conditions ci-après :

Les entreprises exerçant une activité hôtelière éligible au code des investissements et présentant un programme d'investissement de renouvellement peuvent bénéficier de tous les avantages prévus au code des investissements.

Les autres secteurs d'activité ne peuvent bénéficier que de l'exonération du droit fiscal d'entrée sur le matériel importé, à l'exclusion de tout autre avantage, dans les conditions prévues au titre II-6 Droits fiscaux à l'importation.

Un arrêté du conseil des ministres précise la période d'application de cette mesure.»

Art. 6.— L'article 20 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée est modifié et complété ainsi qu'il suit :

«3°) Exonération sur les éléments déclarés de :

- l'impôt sur les transactions à l'exception de la contribution de solidarité territoriale ;
- l'impôt sur les sociétés,

pour une durée maximale de 7 ans en faveur des activités issues des investissements agréés au code des investissements.

Cependant, les investissements hôteliers agréés au code des investissements supérieurs à 500 millions de francs Pacifique peuvent bénéficier d'une durée maximale d'exonération de 10 ans.

4°) Les revenus des valeurs mobilières versés aux entreprises ayant investi dans un programme agréé, sont exonérés d'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour les durées maximales prévues au 3°) ci-dessus.»

Art. 7.— L'article 28 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

«Par dérogation à l'article 3 du code des douanes de la Polynésie française, l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée peut être accordée à l'entreprise agréée aux conditions prévues à l'alinéa suivant.

Cette exonération s'applique aux matériels de premier équipement, neufs ou d'occasion, directement liés à la production ou à l'exploitation ainsi qu'aux matériaux de construction, d'équipement ou d'aménagement des immeubles agréés dans le programme d'investissement.

Les aéronefs et les navires, importés par les entreprises agréées au titre des communications interinsulaires, peuvent en outre être exonérés du paiement de la taxe nouvelle pour la protection sociale (T.N.P.S.) dans la limite d'un plafond de 50 % de la taxe exigible.»

Art. 8.— L'article 29 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

« La liste des matériaux, produits et matériels pouvant faire l'objet d'une exonération est arrêtée en conseil des ministres.»

Art. 9.— Il est ajouté à la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 susvisée, un article 38 ainsi rédigé :

«Tout manquement aux engagements visés par les dispositions générales ou prévus dans les conventions peut entraîner le retrait total ou partiel de l'agrément au code des investissements.

Le retrait s'opère dans les mêmes formes que l'octroi de l'agrément, l'entreprise ayant été amenée à présenter préalablement ses observations. Lorsque le retrait est prononcé, il est assorti de l'obligation de régler immédiatement tout ou partie selon le cas des impôts, droits et taxes dont l'entreprise a été dispensée en application de l'arrêté d'agrément, sans préjudice des pénalités prévues par les réglementations fiscales et douanières.

Il en va de même des aides financières qui deviennent immédiatement remboursables.»

Art. 10.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-38 AT du 9 février 1995 complétant l'article 15 de la délibération n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 portant modification des règles de fonctionnement du régime de retraite des membres de l'assemblée territoriale et du gouvernement et substituant au régime actuel de répartition un régime de capitalisation.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 portant modification des règles de fonctionnement du régime de retraite des membres de l'assemblée territoriale et du gouvernement et substituant au régime actuel de répartition un régime de capitalisation ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 73 AT du 8 février 1995 du conseiller Hilda Chalmont soumettant une proposition de délibération à la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Vu les procès-verbaux des réunions en date du 12 décembre 1994 et du 27 décembre 1994, du conseil d'administration de la caisse de retraite des conseillers territoriaux et des membres du gouvernement ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 34-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— L'article 15 de la délibération n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 susvisée, est complété comme suit :

"Art. 15.— A partir de l'âge de 55 ans, et s'il a cessé ses fonctions de conseiller ou de membre du gouvernement, un ressortissant peut demander que lui soient versées les sommes accumulées dans son compte individuel de capitalisation.

Des dérogations pourront toutefois être accordées, en cas de force majeure et après approbation du conseil d'administration de la caisse de retraite des conseillers territoriaux et des membres du gouvernement, aux ressortissants en activité, âgés de 55 ans et plus, qui sollicitent un versement partiel ne dépassant pas 50 % de leurs fonds capitalisés."

Le reste de l'article 15, sans changement.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-39 AT du 9 février 1995 complétant et modifiant les articles 11 et 14-1 de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française.**

NOR : CPS9401780DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des allocations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 22 CM du 12 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 26 PR/CM du 8 février 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 35-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Les articles 11 et 14-1 de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 sont complétés et modifiés comme suit :

L'article 11 est complété des alinéas 5 et 6 nouveaux ci-après :

*Alinéa 5 nouveau*

"Pour les spécialités pharmaceutiques à vignettes blanches, les remboursements dus par la Caisse de prévoyance sociale pour les bénéficiaires du présent régime s'effectuent sous la forme du tiers payant sous réserve de convention passée entre elle et les pharmaciens privés."

*Alinéa 6 nouveau*

"Certains médicaments non visés ci-dessus et dont la liste est fixée par arrêté pris en conseil des ministres donnent lieu à prises en charge dans les mêmes conditions que celles précisées à l'alinéa précédent."

L'article 14-1 est modifié comme suit :

*Article 14-1*

"En cas d'hospitalisation et quelle que soit la durée de celle-ci, la prise en charge des prestations en nature prévues à la présente délibération s'effectue à 100 % du tarif de responsabilité de la Caisse de prévoyance sociale."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-40 AT du 9 février 1995 modifiant diverses conditions de prise en charge fixées au titre III de la délibération n° 94-129 AT du 1er décembre 1994 instituant les conditions de couverture du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial.**

NOR : AFS9500149DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 portant institution du comité de gestion du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 94-21 AT du 10 mars 1994 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 94-129 AT du 1er décembre 1994 instituant les conditions de couverture du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 142 CM du 8 février 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 25 PR/CM du 8 février 1995 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 36-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Le bénéfice des médicaments pour les ressortissants du régime de solidarité territorial, dont les conditions sont fixées à l'article 10 de la section 3 du titre III de la délibération n° 94-129 AT du 1er décembre 1994 instituant les conditions de couverture du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial, est modifié comme suit :

A la place de :

Section 3 - Pharmacie

Art. 10.— Les ressortissants du R.S.T. bénéficient de médicaments gratuits délivrés exclusivement dans des structures de santé publique pour les prescriptions faites au sein de ces structures.

Dans les pharmacies, les spécialités pharmaceutiques remboursées par la sécurité sociale, identifiées par des vignettes blanches, donnent lieu à prise en charge en tiers payant à 80% du tarif réglementaire applicable dans le territoire sur présentation des ordonnances médicales tarifées par les pharmaciens.

La prise en charge en tiers payant est applicable dans les pharmacies liées par convention avec l'organisme de gestion, ces conventions étant définies selon la procédure prévue à l'article 7.

Certains médicaments non visés ci-dessus et dont la liste est fixée par arrêté pris en conseil des ministres, donnent lieu à prise en charge dans les mêmes conditions que celles précisées aux alinéas précédents.

Lire :

Section 3 - Pharmacie

Art. 10.— Les ressortissants du R.S.T. bénéficient de médicaments gratuits délivrés dans des structures de santé publique, autres qu'hospitalières, pour les prescriptions faites au sein de ces structures.

Dans les formations hospitalières publiques, seuls les médicaments à usage réservé aux hôpitaux, prescrits par des médecins hospitaliers, pour des soins externes, et délivrés par la pharmacie de l'hôpital aux bénéficiaires du R.S.T. sont pris en charge dans les conditions prévues par le régime.

Dans les pharmacies, les spécialités pharmaceutiques remboursées par la sécurité sociale, identifiées par des vignettes blanches, donnent lieu à prise en charge à 80% du tarif réglementaire applicable dans le territoire sur présentation des ordonnances médicales tarifées par les pharmaciens. La prise en charge en tiers payant est applicable dans les pharmacies liées par convention avec l'organisme de gestion, selon la procédure prévue à l'article 7.

Certains médicaments non visés ci-dessus et dont la liste est fixée par arrêté pris en conseil des ministres, donnent lieu à prise en charge dans les mêmes conditions que celles précisées aux alinéas précédents.

Art. 2.— Les conditions de prise en charge des frais de lunetterie fixées à la section 7 du titre III de la délibération n° 94-129 AT du 1er décembre 1994 instituant les conditions de couverture du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial, sont modifiées ainsi qu'il suit :

A la place de :

Section 7 - Frais de lunetterie

Art. 14.— Les frais de lunetterie sont remboursés sur la base d'un tarif forfaitaire fixé par le comité de gestion du régime de solidarité territorial.

Pour les enfants en âge scolaire ou poursuivant des études secondaires ainsi que les étudiants poursuivant des études sur le territoire, la lunetterie peut faire l'objet d'une prise en charge sur la base des tarifs homologués, après accord préalable du praticien-conseil de l'organisme de gestion et acceptation par celui-ci du devis établi par le fournisseur.

Lire :

Section 7 - Frais de lunetterie

Art. 14.— Les frais de lunetterie sont remboursés sur la base d'un tarif forfaitaire fixé par le comité de gestion du régime de solidarité territorial.

Pour les enfants en âge scolaire ou poursuivant des études secondaires ainsi que les étudiants poursuivant des études sur le territoire, et pour tous les traitements des troubles de la réfraction, la lunetterie peut faire l'objet d'une prise en charge sur la base des tarifs homologués, après accord préalable du praticien-conseil de l'organisme de gestion et acceptation par celui-ci du devis établi par le fournisseur.

Art. 3.— Les conditions de prise en charge de longue maladie et maternité fixées respectivement à la section 1 et 2 des procédures spécifiques du titre III de la délibération n° 94-129 AT du 1er décembre 1994 instituant les conditions de couverture du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial, sont modifiées ainsi qu'il suit :

*A la place de :*

#### *Procédures spécifiques*

##### *Section 1 - Procédure longue maladie*

Art. 25.— Le bénéfice des prestations longue maladie est réservé aux malades atteints d'une des affections dont la liste est définie par un arrêté pris en conseil des ministres.

Toutefois, pourront être considérées comme longues maladies, sur proposition motivée du praticien-conseil, certaines affections nécessitant des soins de plus de six mois. Par soins continus, il faut entendre des soins dispensés avec une périodicité obligatoire et un temps minimum réputés nécessaires à l'obtention d'un résultat thérapeutique acceptable et en dehors desquels une incidence vitale serait inéluctable.

Art. 26.— Les prestations prévues à l'article précédent sont attribuées pour une durée fixée par le directeur de l'organisme de gestion, après avis du praticien-conseil et qui peut être prolongée par des décisions ultérieures prises dans la même forme.

Art. 27.— Les prestations en rapport direct avec la longue maladie sont prises en charge pendant la durée fixée conformément à l'article 26 dans les conditions prévues aux articles 8, 9, 10, et 12 de la présente délibération.

Dans les formations sanitaires publiques territoriales, les prestations en rapport direct avec une longue maladie sont prises en charge à 100 % en tiers payant suivant des conditions définies par conventions arrêtées selon la procédure prévue à l'article 7.

##### *Section 2 - Maternité*

Art. 28.— Les prestations en rapport direct avec la grossesse, l'accouchement et les suites de couches, sont prises en charge depuis la première constatation de la grossesse jusqu'à la fin de la 10ème semaine suivant la date d'accouchement dans les conditions prévues aux articles 8, 9, 10, et 12 de la présente délibération.

Dans les formations sanitaires publiques territoriales, les prestations en rapport direct avec la maternité sont prises en charge à 100 % en tiers payant suivant des conditions définies par conventions arrêtées selon la procédure prévue à l'article 7.

*Lire :*

#### *Procédures spécifiques*

##### *Section 1 - Procédure longue maladie*

Art. 25.— Le bénéfice des prestations longue maladie est réservé aux malades atteints d'une des affections dont la liste est définie par un arrêté pris en conseil des ministres.

Toutefois, pourront être considérées comme longues maladies, sur proposition motivée du praticien-conseil, certaines affections nécessitant des soins de plus de six mois. Par soins continus, il faut entendre des soins dispensés avec une périodicité obligatoire et un temps minimum réputés nécessaires à l'obtention d'un résultat thérapeutique acceptable et en dehors desquels une incidence vitale serait inéluctable.

Art. 26.— Toutes les prestations en rapport direct avec la longue maladie sont prises en charge intégralement à concurrence du tarif de responsabilité du régime.

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 alinéa 3, toutes les spécialités pharmaceutiques remboursées par la sécurité sociale ou inscrites sur une liste fixée par arrêté en conseil des ministres sont prises en charge à 100 % pour la longue maladie, au tarif réglementaire.

Les médicaments, non remboursables par la sécurité sociale, indispensables à certaines pathologies qui sont prescrits par un médecin hospitalier pour des soins externes, et délivrés par la pharmacie de l'hôpital, sont également pris en charge à 100 %.

La prise en charge s'effectue sous forme de tiers-payant dans les conditions définies par conventions arrêtées selon la procédure prévue à l'article 7 tant dans les formations sanitaires publiques, qu'avec les structures sanitaires, les pharmaciens et les praticiens privés.

Art. 27.— Les prestations prévues aux alinéas précédents sont attribuées pour une durée fixée par le directeur de l'organisme de gestion, après avis du praticien-conseil.

##### *Section 2 - Maternité*

Art. 28.— Toutes les prestations en rapport direct avec la grossesse, l'accouchement et les suites de couches, sont prises en charge intégralement à concurrence du tarif de responsabilité du régime, depuis la première constatation de la grossesse jusqu'à la fin de la 10ème semaine suivant la date d'accouchement.

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 alinéa 3, toutes les spécialités pharmaceutiques remboursées par la sécurité sociale ou inscrites sur une liste fixée par arrêté en conseil des ministres sont prises en charge à 100 % pour la maternité, au tarif réglementaire.

La prise en charge s'effectue sous forme de tiers-payant dans les conditions définies par conventions arrêtées selon la procédure prévue à l'article 7 tant dans les formations sanitaires publiques qu'avec les structures sanitaires, les pharmaciens et les praticiens privés.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Tinomana EBB.

*La présidente,*  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-41 AT du 9 février 1995 modifiant la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française.**

NOR : AFS9500134DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la loi définissant les orientations de l'aide de l'État en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-22 AT du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie, invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 76-141 AT du 7 octobre 1976 modifiée fixant les modalités d'application de l'article 4 (assurance volontaire) de la délibération n° 74-22 AT du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie, invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 79-20 AT du 1er février 1979 modifiée portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 80-78 AT du 14 mai 1980 modifiée instituant un régime d'assurance maladie et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 141 CM du 8 février 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 24 PR/CM du 8 février 1995 ;

Vu le protocole d'accord du 19 juin 1993 et l'accord tripartite du 4 novembre 1993 entre le territoire et les partenaires sociaux ;

Vu l'avis du conseil de la protection sociale consulté en ses séances du 16 et 30 juin, 6 et 16 juillet, 11 et 20 août, 30 décembre 1993 et 4 janvier 1994 ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 37-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— L'article 18 du chapitre III concernant les mesures transitoires et dispositions particulières de la délibération susvisée, est remplacé par les dispositions suivantes :

*A la place de :*

"Art. 18.— Dans l'attente de textes complémentaires, les dispositions relatives aux prestations familiales et à l'assurance vieillesse actuellement en vigueur au titre du régime de protection sociale en milieu rural (R.P.S.M.R.) restent applicables."

*Lire :*

"Art. 18.— Dans l'attente de textes complémentaires, les dispositions relatives à l'assurance vieillesse en vigueur au titre du régime de protection sociale en milieu rural (R.P.S.M.R.) restent applicables exclusivement aux actuels ressortissants du régime. Ces dispositions sont suspendues pour toute nouvelle demande d'affiliation."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Tinomana EBB.

*La présidente,*  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-42 AT du 9 février 1995 portant approbation du compte financier pour l'exercice 1991 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.**

NOR : GDA950008DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 portant création de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono" ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 97 CM du 30 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 38-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1991 est arrêté à la somme de *trente-cinq millions deux cent quatre-vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-un francs* (35.285.681 F CFP) se décomposant comme suit :

— Section de fonctionnement	33.020.431 F CFP
— Section d'investissement	2.265.250 F CFP
<i>Total général</i>	<i>35.285.681 F CFP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1991 est arrêté à la somme de *trente-neuf millions cent vingt-sept mille six cent soixante-deux francs* (39.127.662 F CFP) se décomposant comme suit :

— Section de fonctionnement	36.862.412 F CFP
— Section d'investissement	2.265.250 F CFP
<i>Total général</i>	<i>39.127.662 F CFP</i>

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1991 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	TOTAL
Recettes	33.020.431	2.265.250	35.285.681
Dépenses	36.862.412	2.265.250	39.127.662
<i>Résultats</i>	<i>- 3.841.981</i>	<i>—</i>	<i>- 3.841.981</i>

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-43 AT du 9 février 1995 portant approbation du compte financier pour l'exercice 1992 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.**

NOR : GDA9500069DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 portant création de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono" ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 98 CM du 30 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 38-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1992 est arrêté à la somme de *trente-six millions six cent quatre mille trois cent quatre-vingt-sept francs* (36.604.387 F CFP) se décomposant comme suit :

— Section de fonctionnement	34.639.137 F CFP
— Section d'investissement	1.965.250 F CFP
<i>Total général</i>	<i>36.604.387 F CFP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1992 est arrêté à la somme de *trente-sept millions quatre cent quarante-sept mille huit cent quarante-huit francs* (37.447.848 F CFP) se décomposant comme suit :

— Section de fonctionnement	34.471.774 F CFP
— Section d'investissement	2.976.074 F CFP
<i>Total général</i>	<i>37.447.848 F CFP</i>

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1992 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	TOTAL
Recettes	34.639.137	1.965.250	36.604.387
Dépenses	34.471.774	2.976.074	37.447.848
<i>Résultats</i>	<i>+ 167.363</i>	<i>- 1.010.824</i>	<i>- 843.461</i>

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**DELIBERATION n° 95-44 AT du 9 février 1995 portant approbation du compte financier pour l'exercice 1993 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.**

NOR : GDA9500070DL

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 portant création de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono" ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 30 janvier 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 38-95 du 9 février 1995 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 février 1995,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1993 est arrêté à la somme de *trente-et-un millions six cent trente-et-un mille trois cent treize francs* (31.631.313 F CFP) se décomposant comme suit :

— Section de fonctionnement	29.598.675 F CFP
— Section d'investissement	2.032.638 F CFP
<i>Total général</i>	<i>31.631.313 F CFP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1993 est arrêté à la somme de *trente-cinq millions soixante-dix-huit mille cent soixante-quinze francs* (35.078.175 F CFP) se décomposant comme suit :

— Section de fonctionnement	32.798.335 F CFP
— Section d'investissement	2.279.840 F CFP
<i>Total général</i>	<i>35.078.175 F CFP</i>

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1993 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	TOTAL
Recettes	29.598.675	2.032.638	31.631.313
Dépenses	32.798.335	2.279.840	35.078.175
<i>Résultats</i>	<i>- 3.199.660</i>	<i>- 247.202</i>	<i>- 3.446.862</i>

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Tinomana EBB.

La présidente,  
Tuianu LE GAYIC.

**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

**ARRETE n° 114 CM du 2 février 1995 portant nouvelle codification des textes fiscaux constituant le code des impôts directs de la Polynésie française.**

NOR : SCD9500127AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française et spécialement son article 26-13° ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts directs de la Polynésie française et les textes qui l'ont modifié et complété ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 janvier 1995,

Arrête :

Article 1er.— Il est procédé à une nouvelle présentation du code des impôts directs de la Polynésie française, institué par délibération de la commission permanente de l'assemblée territoriale du 16 novembre 1950 et repris par la délibération n° 83-198 du 15 décembre 1983 de l'assemblée territoriale.

Le nouveau code des impôts directs est composé de deux parties codifiées relatives :

- La première à l'assiette et à la liquidation desdits impôts ;
- La seconde aux règles communes qui leur sont applicables.

Par ailleurs, une table analytique, une liste chronologique des textes et une table de concordance entre les articles anciens et nouveaux, avec en regard les textes institutifs et modificatifs, viennent compléter le code.

Art. 2.— La préparation des mises à jour du code des impôts directs incombe au service des contributions directes sous l'autorité du ministre chargé des finances. Ces mises à jour sont arrêtées chaque année avant la fin du premier trimestre.

Art. 3.— Le code et les tables, décrits à l'article 1er ci-dessus, feront l'objet d'une édition particulière, laquelle sera complétée par des annexes se rapportant aux textes, instructions, tarifs, imprimés courants... ayant une relation avec les impôts directs.

Art. 4.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 février 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,*  
Patrick PEAUCELLIER.

**ARRETE n° 145 CM du 10 février 1995 fixant les prix de journées d'hospitalisation des hôpitaux dépendant de la direction de la santé.**

NOR : DSP9500132AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de la santé et de l'habitat,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 14 mars 1991 portant organisation de la direction de la santé ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1995,

Arrête :

Article 1er.— Les prix de journée d'hospitalisation en régime commun dans les hôpitaux dépendant de la direction de la santé sont ainsi fixés :

Uturoa	22.000 F CFP
Afareaitu	18.000 F CFP
Taiohae	18.000 F CFP
Vaiani	18.000 F CFP
Taravao	18.000 F CFP
Unité de long séjour de Taravao	10.000 F CFP
Accompagnateurs gardes-malades	1.000 F CFP

Art. 2.— Il est perçu un supplément journalier de 2.000 F pour un séjour en chambre particulière lorsque celle-ci existe et à la demande du malade.

Art. 3.— Le prix d'un séjour à l'hôpital dont la durée est comprise entre six heures et douze heures est fixé à 50 % des prix de journée indiqués aux articles 1 et 2.

Art. 4.— Le prix pour la journée d'hébergement des malades en attente d'un moyen de transport interinsulaire pour regagner leur domicile est fixé à 5.000 F.

Art. 5.— Les prix de journée fixés à l'article 1 ci-dessus incluent tous les actes liés à l'hospitalisation.

Art. 6.— Par exception, les actes de scanographie, séances de dialyse, fournitures de prothèses, cessions de spécialités médicamenteuses coûteuses, ainsi que les actes professionnels et de biologie médicale d'une valeur unitaire égale ou supérieure à 20.000 F CFP sont facturés en sus du prix de journée.

Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 1535 CM du 31 décembre 1991 fixant les prix de journée d'hospitalisation dans les hôpitaux dépendant de la direction de la santé publique.

Art. 8.— Le vice-président, ministre de la santé et de l'habitat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 février 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le vice-président, ministre de la santé  
et de l'habitat,*  
Michel BUIILLARD.

**ARRETE n° 170 CM du 13 février 1995 définissant les conditions de quotient familial pour la détermination des droits aux prestations familiales du régime des non-salariés.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 82-36 AT du 30 avril 1982 relative à l'action en faveur des handicapés ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés ;

Vu la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1995,

## Arrête :

Article 1er.— A l'exception du droit à l'allocation spéciale d'aide aux enfants gravement handicapés, le droit aux prestations familiales (allocations prénatales, allocation de maternité et allocations familiales) des ressortissants du régime des non-salariés est subordonné à des conditions de ressources pondérées de la taille de la famille exprimées au travers d'un quotient familial conformément à la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994.

Art. 2.— Pour chaque famille le quotient familial est calculé selon application de la formule suivante :

$$\text{quotient familial} = \frac{\text{revenus familiaux}}{\text{diviseur familial}}$$

- les revenus familiaux comprennent l'intégralité des revenus familiaux des époux ou concubins ou du parent seul à l'exception des revenus des transferts sociaux ;
- le diviseur familial, résultat d'un forfait de base pour la cellule familiale est égal à :
  - 9 : pour une famille (parent seul ou couple) avec un enfant ;
  - 10 à 12 : pour une famille (parent seul ou couple) de deux à quatre enfants, chaque enfant supplémentaire augmentant d'un point le diviseur ;
  - 14 et au-delà : pour une famille (parent seul ou couple) de cinq enfants et plus, chaque enfant supplémentaire à partir du 5e enfant compris augmentant de deux points le diviseur.

Art. 3.— Le barème des prestations familiales (allocations prénatales, allocation de maternité et allocations familiales) à verser aux ressortissants du régime des non-salariés du régime est arrêté comme suit :

Quotient familial	Allocation de base par enfant
QF < 25.000	5.500 F CFP
25.000 < QF < 30.000	4.125 F CFP
30.000 < QF < 40.000	2.750 F CFP
40.000 < QF < 50.000	1.375 F CFP
QF > 50.000	-

Art. 4.— Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, selon la procédure d'urgence, et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 1995.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la solidarité, de l'emploi,  
de la formation professionnelle  
et des lois du travail,*

Raymond VAN BASTOLAER.

NOR : SEP9500033AC

Par arrêté n° 143 CM du 10 février 1995.— A compter du 1er janvier 1995, la tarification du transport scolaire routier pour l'île de Tahaa est fixée comme suit :

Distance	Tarif à la place
1 à 3 km	55 F
3 à 5 km	58 F
5 à 10 km	68 F
10 à 15 km	77 F
15 à 20 km	88 F
20 à 25 km	96 F
25 à 30 km	106 F
30 à 35 km	115 F
35 à 40 km	125 F
40 à 45 km	133 F

La rémunération des transporteurs est calculée sur la base du nombre d'élèves recensés par le service de l'éducation.

Il est appliqué un abattement forfaitaire de 3 % sur la rémunération du transport pour tenir compte :

- du taux moyen d'absentéisme des élèves transportés ;
- et des journées exceptionnelles de vacances qui pourraient être accordées en plus de celles prévues par le calendrier scolaire.

Pour des transports ou services particuliers, il peut être procédé à la location d'un véhicule complet. Dans ce cas, la rémunération du transporteur est forfaitaire et calculée en multipliant la capacité totale en places assises du véhicule par le tarif de la place pour la tranche kilométrique la plus éloignée du trajet. Ce forfait subit l'abattement de 3 % prévu ci-dessus.

**Par arrêté n° 144 CM du 10 février 1995.**— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire, est accordé à la S.A.R.L. Tahitian Fisheries Company pour l'exploitation d'un navire de pêche hauturière entrant dans la catégorie D5.

Le montant hors droits de l'investissement servant de base au calcul des avantages est de *quarante-neuf millions de francs CFP* (49.000.000 F CFP).

Conformément à l'article 28 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991, la S.A.R.L. Tahitian Fisheries Company bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée repris pour le navire à l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 portant application de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991.

Le montant de cette exonération est plafonné à hauteur de *onze millions huit cent quatre-vingt mille francs CFP* (11.880.000 F CFP), soit un taux d'aide globale de 24,24 % sur le montant hors droit de l'investissement.

En contrepartie des avantages octroyés par le territoire, la S.A.R.L. Tahitian Fisheries Company est tenue aux obligations prévues aux articles 17 et 21 de l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 modifié pendant une durée fixée à 3 ans et ce pour compter de la date de parution du présent arrêté.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

NOR : ITS9500166AC

**Par arrêté n° 146 CM du 10 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique portant adoption du budget primitif pour l'exercice 1995.

NOR : ITS9500167AC

**Par arrêté n° 147 CM du 10 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique approuvant les taux de rémunération des enquêteurs pour l'enquête annuelle auprès des entreprises.

NOR : ITS9500168AC

**Par arrêté n° 148 CM du 10 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique approuvant les taux de rémunération des enquêtes-tests du recensement général de l'agriculture 1995.

NOR : ITS9500169AC

**Par arrêté n° 149 CM du 10 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique autorisant le directeur à signer trois conventions techniques pour la réalisation du recensement général de l'agriculture 1995.

NOR : ITS9500170AC

**Par arrêté n° 150 CM du 10 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique constatant le détachement de M. Daniel Huart.

NOR : ITS9500171AC

**Par arrêté n° 151 CM du 10 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-95 ITSTAT du 17 janvier 1995 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique constatant le détachement de Mme Carole Kretz.

NOR : CAD9500153AC

**Par arrêté n° 153 CM du 10 février 1995.**— M. Pierre Bonnet, géomètre, est agréé pour la rédaction des documents d'arpentage destinés à la mise à jour des plans cadastraux intéressant la direction de l'assistance technique.

Cet agrément est accordé pour une période d'une année à compter de la date du présent arrêté. Il peut être retiré sur rapport motivé du chef du service du cadastre, à tout moment. Il en est de même, de plein droit, si aucun document d'arpentage n'est présenté par M. Pierre Bonnet dans le délai d'une année, à compter de la date du présent arrêté.

NOR : DOM9500154AC

**Par arrêté n° 154 CM du 10 février 1995.**— La société Résidence les Tipaniers S.A. est autorisée à occuper à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée de *neuf (9) années*, un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 56 m<sup>2</sup> sis au droit d'une parcelle de la terre Tepihaa à Papetoai, commune de Moorea-Maiao.

Et tel qu'il figure au plan joint au dossier.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes :

1) Le bénéficiaire est tenu d'affecter l'emplacement maritime à l'implantation d'un ponton. Il devra laisser le libre accès du public à l'ouvrage ;

2) Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire notamment en ce qui concerne la protection du milieu naturel ;

3) Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard, tout recours contre le territoire ;

4) Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement du territoire ;

5) Enfin, à l'expiration ou à la résiliation de la présente autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera, à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les installations sans aucune indemnité.

La redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, est fixée à *quinze mille francs CFP* (15.000 F CFP).

Elle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée à l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues aux articles ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

NOR : DOM9500155AC

**Par arrêté n° 155 CM du 10 février 1995.**— Est autorisée au profit de la société "Tahaa Transport Services" (S.A.R.L. au capital de 1.500.000 F CFP, dont le siège social est à Poutoru, Tahaa, R.C. 5075 B Papeete, n° Tahiti 296335) l'occupation temporaire d'une parcelle de 30 m<sup>2</sup> en bordure du quai des pêcheurs sur le port de Uturoa à Raiatea.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan transmis par la direction de l'arrondissement maritime et détenu par le service des domaines.

Cette occupation est destinée à l'aménagement d'une structure de style traditionnel exclusivement en bois pour l'accueil des passagers.

Elle devra être réalisée dans le délai d'un an sous peine de retrait de l'autorisation.

L'exécution des travaux d'aménagement sera soumise à l'obtention préalable des autorisations conformément à la réglementation en vigueur.

Cette occupation temporaire est autorisée à compter de la date du présent arrêté pour la durée de la licence d'armateur octroyée à la société "Tahaa Transport Services" aux termes de l'arrêté n° 407 CM du 2 mai 1994, et moyennant une redevance annuelle de *douze mille francs CFP* (12.000 F CFP).

Pendant toute la durée de l'occupation, la société "Tahaa Transport Services" devra laisser le libre accès à ladite parcelle pour le public.

L'emplacement, ici accordé, pourra être modifié en cas de nécessité, pour la réalisation du programme d'aménagement de cette zone.

NOR : DOM9500156AC

**Par arrêté n° 156 CM du 10 février 1995.**— M. Gilles Coulon est autorisé à réaliser un empiètement de prospect d'une maison d'habitation par rapport au domaine public maritime, sis au droit du lot 1 dépendant de la terre Uturauea 2 à Faaone, commune de Taiarapu-Est.

Et telle que cette emprise figure sur le plan d'implantation du pétitionnaire joint au dossier et détenu par le service des domaines.

NOR : DOM9500157AC

**Par arrêté n° 157 CM du 10 février 1995.**— M. Alain Neti et Mme Véra Barbara Cunningham-Flosse sont autorisés à occuper une partie de la servitude de curage de la rivière de Nahoata sise au droit de la terre Tetatara, cadastrée section C, n° 197, commune de Pirae.

Cette occupation est destinée à l'implantation d'une partie de l'immeuble dit Moearii à vocation d'habitation.

Et tel que le tout figure sur le plan PEO 1 daté de mai 1994 de M. Jean-Pierre Baccino.

Il sont en outre autorisés à réaliser un empiètement de prospect dudit immeuble d'une hauteur d'environ 8,93 mètres par rapport à la servitude de curage sus-citée et au domaine public fluvial.

Les pétitionnaires, M. Alain Neti et Mme Véra Barbara Cunningham-Flosse devront assurer régulièrement et à leur charge, le curage de la rivière Nahoata au droit de leur propriété.

NOR : DOM9401714AC

**Par arrêté n° 158 CM du 10 février 1995.**— L'autorisation d'occupation du domaine public portuaire de la marina de Apooiti accordée à la société The Moorings S.A.R.L. par arrêté n° 713 CM du 3 juillet 1991 est transférée à M. Jean-Pierre Fisher et Mme Marie-Jo Beirnaert demeurant à Uturoa.

L'ensemble des dispositions de cet arrêté sont applicables à M. Fisher et Mme Marie-Jo Beirnaert, sauf les dispositions des articles 3 et 4.

M. Jean-Pierre Fisher et Mme Marie-Jo Beirnaert sont autorisés à occuper une superficie de 1.500 m<sup>2</sup> pour y exploiter le club house restaurant de la marina de Apooiti.

Tel que le tout figure au plan joint au dossier d'instruction détenu par le service des domaines.

La redevance annuelle d'occupation est fixée à *trois cent dix mille francs CFP* (310.000 F CFP) payable d'avance à la caisse du receveur des domaines à Papeete.

Le montant de cette redevance sera révisable tous les ans par référence à l'arrêté fixant les taux d'augmentation des loyers à usage commercial.

Les dispositions des articles 1 et 7 de la convention n° 3415 DEQ/MAR du 4 octobre 1993 autorisant M. Jean-Pierre Fisher et Mme Marie-Jo Beirnaert à réaliser le club house de la marina de Apooiti, sont abrogées et remplacées par celles définies ci-dessus.

NOR : PAP9500136AC

**Par arrêté n° 159 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 26-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete concernant l'augmentation annuelle de la redevance locative des bâtiments et terrains appartenant au port autonome de Papeete.

*Délibération n° 26-94 du 6 décembre 1994*

Article 1er.— Le taux de révision des loyers des bâtiments et terrains appartenant au port autonome de Papeete est fixé à + 1 %, à compter du 1er janvier 1995.

NOR : PAP9500137AC

**Par arrêté n° 160 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 27-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant la valeur du point d'indice pour l'exercice 1995.

NOR : PAP9500138AC

**Par arrêté n° 161 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 28-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant réglementation et modification des tarifs de lamanage dans le port de Papeete.

*Délibération n° 28-94 du 6 décembre 1994*

Article 1er.— Le service du lamanage consiste à prendre les amarres à bord des navires qui accostent pour les porter à terre et les capeler sur les points d'amarrage prévus à cet effet ou à larguer les amarres des navires qui appareillent.

Art. 2.— Dans le port de Papeete, le service du lamanage est effectué par le personnel du port autonome ou par un personnel agréé à cet effet.

Art. 3.— Les tarifs de lamanage sont fixés ainsi qu'il suit selon la longueur du navire :

Longueur hors tout du navire	Nombre de lamaneurs (à titre indicatif)	Tarif I (en FCP)	Tarif II (en FCP)	Tarif III (en FCP)
de 0 à 40 m	1	1.785	2.625	3.045
de 41 à 60 m	2	3.360	4.935	5.880
de 61 à 80 m	4	7.140	9.450	12.390
de 81 à 120 m	6	10.290	15.435	17.955
de 121 à 200 m	8	13.020	19.425	22.680
201 m et au-dessus	8	15.960	23.940	27.825
Paquebots à partir de 150 m	9	16.065	24.045	28.035
Pétroliers à partir de 150 m	10	17.430	26.250	30.555

Les modalités suivantes sont prévues dans l'application de ces tarifs.

3.1. - Sous réserve de l'utilisation effective des lamaneurs du port de Papeete, les différents tarifs de lamanage sont fixés comme suit :

- Tarif I : de 6 h à 18 h, correspondant au tarif de jour ;
- Tarif II : de 5 h à 6 h, correspondant au tarif de nuit ;  
de 18 h à 23 h, correspondant au tarif de nuit ;
- Tarif III : de 23 h à 5 h, correspondant au tarif de nuit supplémentaire.

L'heure de référence prise pour la détermination du type de tarif à considérer est l'heure effective de travail des lamaneurs du port. De plus, pour toutes opérations débutant dans une tranche de tarif donnée et se terminant dans une autre, le tarif appliqué sera le plus élevé.

### 3.2. - Majorations

3.2.1. - Une majoration de 50 % sera appliquée au tarif I (tarif de jour) pour toutes les opérations se déroulant les dimanches, les jours fériés ou déclarés chômés par l'administration.

3.2.2. - Les tarifs ci-dessus sont valables pour une prestation n'excédant pas une heure.

Pour toutes les opérations excédant une heure, une majoration de 75 % sera appliquée aux tarifs précédents.

3.3. - Les heures d'attente sont facturées à 50 % du tarif indiqué, l'heure de référence étant l'heure prévue pour l'arrivée, le départ ou le mouvement du navire.

3.4. - Les déhalages sans changement de poste sont facturés à 50 % du tarif indiqué. Les déhalages avec changement de poste sont facturés à plein tarif.

NOR : PAP9500139AC

**Par arrêté n° 162 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 29-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete régissant la concession d'outillages publics à la société d'économie mixte du port de pêche de Papeete. (1)

(1) Elle peut être consultée au port autonome de Papeete.

NOR : PAP9500140AC

**Par arrêté n° 163 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 30-94 du 6 décembre 1994 du

conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant la redevance mensuelle pour l'implantation et la consommation d'électricité de distributeurs automatiques dans le domaine portuaire.

### Délibération n° 30-94 du 6 décembre 1994

Article 1er.— La redevance mensuelle d'occupation pour l'installation de distributeurs automatiques de boissons et friandises dans le domaine portuaire est fixée à *onze mille francs CP* (11.000 FCP) à compter du 1er janvier 1995. La redevance mensuelle concernant la consommation d'électricité est fixée à *douze mille francs CP* (12.000 FCP) par appareil au 1er janvier 1995.

NOR : PAP9500141AC

**Par arrêté n° 164 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 31-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete habilitant le président du conseil d'administration du port autonome de Papeete à ester en justice.

NOR : PAP9500142AC

**Par arrêté n° 165 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 32-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete exonérant le bateau de pêche Manini 2 du paiement des droits et taxes dus au titre de son stationnement dans le port de Papeete.

NOR : PAP9500143AC

**Par arrêté n° 166 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 33-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete exonérant la société J.A. Cowan & Fils du paiement de la taxe de transbordement due au titre d'opérations effectuées au mois d'octobre 1994.

NOR : PAP9500144AC

**Par arrêté n° 167 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 34-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant modification du taux de la taxe de transbordement de poisson perçue par le port autonome de Papeete.

### Délibération n° 34-94 du 6 décembre 1994

Article 1er.— Le taux de la taxe de transbordement est réduit de 50 % lorsque les navires de pêche font appel à des entreprises d'acconage pour les opérations de transfert de poisson.

Art. 2.— Le taux de la taxe de transbordement est réduit de 50 % pour tout poisson débarqué des navires de pêche étrangers et transféré dans des entrepôts frigorifiques en vue de leur réexpédition.

Art. 3.— Les dispositions de la délibération n° 15-73 précitée concernant la taxe dite d'équipement sur le poisson sont abrogées.

NOR : PAP9500145AC

**Par arrêté n° 168 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 35-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete accordant un abattement sur la redevance d'occupation versée par l'Hôtel Tahiti au port autonome de Papeete pour l'année 1995.

NOR : PAP9500146AC

**Par arrêté n° 169 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 36-94 du 6 décembre 1994 du conseil d'administration du port autonome de Papeete autorisant le port autonome à signer une convention de gestion avec la mairie de Papeete concernant le terre-plein de la Vaiami. (1)

(1) Elle peut être consultée au port autonome de Papeete.

NOR : TLS9500163AC

**Par arrêté n° 171 CM du 13 février 1995.**— L'article 1er de l'arrêté n° 558 CM du 23 juin 1993, portant désignation, pour trois ans, des représentants des employeurs et des salariés à la première section de la commission territoriale de conciliation, est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

*I - Représentants des employeurs*

Syndicats	Titulaires	Suppléants
...		
Conseil des employeurs (C.E.P.F.)	Quito Braun-Ortega	Bernard Blachere
Syndicat des grands hôtels (S.G.H.)...	Jean-Marc Mocellin	Laris Kindynis

*Lire :*

*I - Représentants des employeurs*

Syndicats	Titulaires	Suppléants
...		
Conseil des employeurs (C.E.P.F.)	Quito Braun-Ortega	Hubert Viaris de Lesegno
Syndicat des grands hôtels (S.G.H.)...	Jean-Marc Mocellin	Pierre Viandaz

Leur mandat prendra fin à la date d'expiration du mandat des membres désignés par l'arrêté n° 558 CM du 23 juin 1993.

NOR : ESS9500124AC

**Par arrêté n° 173 CM du 13 février 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 29-94 OTESSSE du 20 décembre 1994 instituant une redevance de 50 % des recettes brutes perçues pour droit d'usage des piscines territoriales par les maîtres-nageurs sauveteurs titulaires d'une patente.

*Délibération n° 29-94 OTESSSE du 20 décembre 1994*

Article 1er.— Est instituée une redevance de 50 % sur les recettes brutes perçues pour droit d'usage des piscines territoriales par les maîtres-nageurs sauveteurs titulaires d'une patente.

NOR : SAE9500162AC

**Par arrêté n° 174 CM du 13 février 1995.**— En l'absence de dispositions contractuelles contraires plus favorables au preneur, le taux de révision des loyers des baux des locaux à usage d'habitation inférieurs ou égaux au seuil fixé ci-dessous, et dont la date anniversaire intervient en 1995 ne peut dépasser 1 %.

Le seuil des loyers mensuels au-delà duquel le taux de révision des loyers des baux des locaux à usage d'habitation est librement débattu entre les parties est fixé à 100.000 F CFP (*cent mille francs*).

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées des peines prévues par la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : TT19500129AC

**Par arrêté n° 175 CM du 13 février 1995.**— L'arrêté n° 173 CM du 12 février 1987, portant octroi d'une licence d'armateur à la société Te Niu O Temehani pour l'exploitation du navire Temehani 2 sur les îles Sous-le-Vent, est abrogé.

NOR : TT19500130AC

**Par arrêté n° 176 CM du 13 février 1995.**— Il est ajouté à titre définitif à la desserte du navire Uporu, les touchées de Tiva et Tapuamu de l'île de Tahaa (îles Sous-le-Vent).

Les touchées de Tiva et Tapuamu se feront à raison de trois (3) rotations du lundi au vendredi, et de deux (2) rotations les samedis, dimanches et jours fériés.

L'activité de transport se fera aux risques et périls de l'armateur, le territoire déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

NOR : TT19500182AC

**Par arrêté n° 177 CM du 13 février 1995.**— Conformément à l'article 2 de l'arrêté n° 1362 CM du 26 décembre 1994 portant composition du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire, les membres à voix délibérative, représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire, sont les suivants :

- *Membres représentant la Confédération des armateurs de Polynésie française :*

Les titulaires et suppléants seront nommés ultérieurement.

- *Membres représentant le Comité des armateurs polynésiens :*

Titulaires : M. Béné Richmond  
M. Robert Maker

Suppléants : M. Willy Richmond  
M. Tutaha Salmon

**Membres représentant les armateurs non syndiqués :**

Titulaires : M. Richard Ternarii  
Mme Fifi Terou

Suppléants : M. Valère Le Prado  
M. Gérard Martin

**Membres représentant le Syndicat des gens de mer - C.G.T. :**

Titulaires : M. Wilfrid Tetuamanuhiri  
M. Yannick Boosie

Suppléants : M. Paahu Tetoofa  
M. Frédéric Lejeune

Ces membres à voix délibérative sont nommés pour une période de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

NOR : FCG9500233AC

**Par arrêté n° 178 CM du 16 février 1995.**— Le montant des crédits ouverts à l'opération n° 3-95 est porté à 90 millions de F CFP.

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT  
ET DES MINISTRES**

**PRESIDENCE**

**ARRETE n° 38 PR du 13 février 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Buillard, vice-président, ministre de la santé et de l'habitat, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports pendant l'absence de M. Nicolas Sanquer, du lundi 13 au samedi 18 mars 1995.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 1995.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 39 PR du 15 février 1995 ordonnant  
le pavoisement en berne des édifices publics.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— En raison du décès de Mme Tuianu Le Gayic, chevalier de la Légion d'honneur, présidente de la commission permanente de l'assemblée territoriale et maire de Papara, les édifices publics seront pavoisés en berne du 15 février au 20 février 1995 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 février 1995.  
Gaston FLOSSE.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DE L'URBANISME,  
DE L'ENERGIE ET DES PORTS**

**Par arrêté n° 820 MAE du 14 février 1995.**— L'article 3 de l'arrêté n° 435 MAE du 4 février 1994, portant régularisation d'un groupe d'habitations et d'un lotissement réalisé par le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) sur les terres Tefaretahotu et Poopoovaru sises à Tiputa, commune de Rangiroa, intitulé "Protection incendie", alinéa 1, est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

"Dans chaque habitation, un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres sera installé par le lotisseur" ;

*Remplacer par :*

"Dans chaque habitation, un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres sera installé par les acquéreurs des lots".

Le plan de recellement et le cahier des charges de l'opération "Arii Nui", enregistrés au service de l'urbanisme le 2 février 1995 sous le n° H/92-5, sont approuvés.

Après formalité de transcription à la conservation des hypothèques, un exemplaire du cahier des charges sera déposé au secrétariat de la mairie de Rangiroa et un exemplaire au secrétariat du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

*Communication au public*

Le présent arrêté et le dossier approuvé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Rangiroa ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

### MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS

**Par arrêté n° 816 MEC du 13 février 1995.**— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 37 CM du 14 janvier 1994, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella est autorisé à desservir les îles de Tubuai et Rurutu lors de son voyage n° 2-95 du 15 février 1995.

### MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**ARRÊTE n° 693 MER du 9 février 1995 autorisant la direction des enseignements secondaires à installer et exploiter une cuve de gaz combustible liquéfié enterrée (établissement de la 1ère classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Pirae).**

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— La direction des enseignements secondaires est autorisée à installer et exploiter une cuve de gaz combustible liquéfié enterrée, dans l'enceinte du lycée polyvalent de Taaoe, dans la commune de Pirae.

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe, rubrique 111-2 B, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprendra :

- une cuve enterrée de 1.750 litres de gaz combustible liquéfié.

#### *Installations électriques*

Art. 3.— Les installations électriques doivent être réalisées en conformité avec la norme NF C 15-100.

L'installation doit comporter un dispositif permettant de réaliser le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

S'il existe une borne déportée, ce dispositif doit équiper la borne elle-même.

#### *Implantation*

Art. 4.— Un stockage enterré doit être placé à l'extérieur de tout bâtiment et hors de ses accès.

Sa présence doit être signalée au niveau du sol et, à son aplomb, tout dépôt de matière et tout passage de véhicules doivent être interdits.

Art. 5.— Aucune canalisation étrangère au service du stockage (conduites d'eau, de gaz, d'électricité, d'air comprimé, etc.) ne doit se trouver à moins d'un mètre d'un réservoir enterré.

Les robinetteries et les équipements du réservoir doivent être placés soit hors du sol, soit dans un logement affleurant le sol et dont le volume intérieur n'excède pas 150 litres.

Art. 6.— Le réservoir doit être entouré, sur une épaisseur d'au moins 0,30 mètre, au niveau de la génératrice médiane et à la partie supérieure, et d'au moins 0,20 mètre à la partie inférieure, de matériaux tamisés et inertes (le sable de mer est à exclure) susceptibles d'être enlevés facilement.

Art. 7.— A la partie supérieure, dans l'épaisseur de 0,30 mètre requise, doit être incorporé un grillage avertisseur (plastique ou tout autre matériau d'efficacité équivalente) permettant de signaler la présence du réservoir en cas de travaux de terrassement intempestifs.

Ce grillage devra être situé à l'aplomb du réservoir, à au moins 0,1 mètre de la surface du sol et à au moins 0,1 mètre du sommet du réservoir.

Art. 8.— Si le stockage est semi-enterré, les génératrices inférieures du réservoir ne doivent pas dépasser le niveau le plus bas du sol environnant et la partie du réservoir située au-dessous du sol doit être entourée de matériaux tamisés et inertes dans les mêmes conditions que pour le réservoir enterré.

La partie située au-dessus du sol doit être entourée des mêmes matériaux, latéralement sur une épaisseur d'au moins 1 mètre et, à la partie supérieure, sur une hauteur d'au moins 0,30 mètre.

L'épaisseur latérale de la protection peut être réduite à 0,30 mètre lorsqu'elle est doublée par un mur coupe-feu de degré quatre heures, dont la hauteur dépasse de 0,50 mètre la partie la plus haute du réservoir.

#### *Ravitaillement du stockage*

Art. 9.— Toutes dispositions doivent être prises pour que le véhicule ravitailleur ne puisse s'approcher à moins de 3 mètres de la paroi du réservoir et ne puisse gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif.

Sauf s'il s'agit de la voie publique, le sol de l'aire de stationnement du véhicule ravitailleur doit être rendu incombustible.

#### *Installation du réservoir*

Art. 10.— Le réservoir doit reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux incombustibles. Les fondations, si elles sont nécessaires, sont calculées pour supporter le poids du réservoir supposé rempli d'eau.

Art. 11.— Le réservoir enterré doit toujours être amarré.

#### *Construction du réservoir*

Art. 12.— Tout réservoir contenant des hydrocarbures liquéfiés est soumis à la réglementation des appareils à pression. Le réservoir sera fabriqué conformément aux normes NF M 88-706 et NF M 88-708, à l'exception du paragraphe "traitement de

surface" modifié conformément aux articles relatifs à la protection cathodique.

### *Distance d'éloignement*

Art. 13.— La bouche de remplissage et l'orifice d'évacuation à l'air libre de la soupape de sûreté du réservoir doivent être placés par rapport à :

- toute baie d'un local habité ou occupé ;
- toute ouverture des locaux contenant des foyers ou autres feux nus ;
- toute ouverture de locaux en contrebas ;
- toute bouche d'égout non protégée par un siphon ;
- tout dépôt de matières combustibles ;
- la limite de propriété et de la voie publique,

à une distance "d" qui varie en fonction des quantités stockées.

Art. 14.— Lorsque la quantité stockée est au plus égale à 3.500 kg, la distance "d" doit être d'au moins 1,5 mètre.

Lorsque cette quantité est supérieure à 3.500 kg et au plus égale à 5.000 kg, la distance d est portée à 2,5 mètres.

Art. 15.— Vis-à-vis des parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, cette distance est augmentée de 1 mètre.

Art. 16.— Lorsque la bouche de remplissage est déportée à plus de 4 mètres de la paroi du réservoir, elle peut être à 2 mètres des emplacements repris à l'article 13.

Elle pourra cependant être installée en bordure de la voie publique si elle est enfermée dans un coffret incombustible et verrouillé.

### *Réservoir*

Art. 17.— Le réservoir doit être efficacement protégé contre la corrosion extérieure. Après élimination de toutes les projections de soudure, le réservoir reçoit le traitement suivant :

- grenaillage et décapage degré SA 2,5 selon la norme ISO 8501-1 ;
- revêtement dont les caractéristiques satisfont les exigences minimales de la norme NF E 86-900.

Le revêtement doit, de plus, garantir, en tout point au contact avec le sol, un diélectrique d'au moins 2.500 V selon la norme NF E 86-901.

Si le capot est métallique, il doit être protégé comme le réservoir et la continuité électrique avec celui-ci doit être assurée.

La fabrication et le revêtement des réservoirs s'effectuent selon des procédures d'assurance-qualité conformément aux exigences de la norme NF EN 29-002 (ISO 9002).

La robinetterie et les accessoires doivent être obligatoirement protégés par un grillage ou un capot ventilé si le réservoir est accessible au public.

On veillera à l'absence dans la proximité immédiate du réservoir de toute cause génératrice de courants vagabonds susceptibles de perturber le bon fonctionnement de la protection cathodique.

### *Equipements*

Art. 18.— Le réservoir devra comporter :

- un double clapet de remplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;
- une jauge de niveau en continu ;
- un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage dont la valeur est fixée par la société distributrice ;
- éventuellement, un dispositif de purge, qui devra être déporté pour le réservoir enterré (ou avec tube plongeur).

Les orifices d'échappement des soupapes du réservoir doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent).

En plus des équipements précédents (exigés par la norme NF M 88-706), il sera prévu :

- a) un capot verrouillable positionné par des pattes prévues à cet effet.
- b) un manchon isolant pour le raccordement de l'installation.
- c) une ou plusieurs anodes en magnésium (capacité pratique de l'ordre de 1.100 AH/kg). Ces anodes enrobées devront être conçues, dimensionnées et localisées de façon à pouvoir conférer à la structure à protéger un potentiel d'au moins 850 mV par rapport au potentiel du sol mesuré à l'aide d'une électrode de référence Cu/Cu SO<sub>4</sub>.
- d) un boîtier de connexion et de mesure à fixer dans le capot.

Art. 19.— *Mise en place des anodes et contrôle de continuité*

Les anodes sont placées dans le sol naturel en dehors du sable de remblai.

Le sol autour des anodes sera copieusement mouillé pour assurer une bonne continuité électrique à la mise en service de la protection cathodique.

Après branchement sur le boîtier de connexion, la continuité entre les anodes et le réservoir devra être vérifiée.

Les résultats des contrôles effectués seront consignés sur un document signé par la personne compétente chargée de la mise en place et des contrôles. Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 20.— Le jet d'échappement de soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle, et notamment de saillie de toiture.

La soupape doit être en communication avec la phase gazeuse du réservoir.

Art. 21.— Les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse doivent être équipés d'un dispositif automatique de sécurité, par exemple d'un clapet de limitation de débit, placé soit à l'intérieur du réservoir, soit à l'aval et le plus près

possible de la vanne d'arrêt ; celle-ci devant être elle-même située à proximité immédiate du réservoir.

Art. 22.— S'il est fait usage d'une borne de remplissage déportée, celle-ci doit comporter à son orifice d'entrée un double clapet ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente.

#### *Tuyauteries*

Art. 23.— Les matériaux constitutifs des tuyauteries dépendant du stockage, leurs dimensions et leur mode d'assemblage doivent être choisis pour assurer avec un coefficient de sécurité suffisant, la résistance aux actions mécaniques, physiques et chimiques dues aux produits véhiculés.

La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries doivent être, après montage, éprouvées sous pression.

Un certificat de ces épreuves doit être établi par l'installateur et remis à l'utilisateur.

Art. 24.— Ces épreuves doivent être renouvelées après toute intervention pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité.

#### *Appareillage électrique*

Art. 25.— Tout appareillage électrique situé à moins de trois mètres des orifices de l'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage du réservoir doit être conforme au matériel de type utilisable en atmosphère explosive.

#### *Moyens de lutte contre l'incendie*

Art. 26.— Il sera installé les matériels suivants :

- deux extincteurs à poudre BC NF MIH de 6 kg minimum.

Art. 27.— L'utilisateur doit maintenir en bon état de fonctionnement le matériel de lutte contre l'incendie et les extincteurs seront périodiquement contrôlés.

Art. 28.— Lorsque le stockage est doté d'un poste d'eau, le robinet de commande doit rester dégagé et facile d'accès.

#### *Règles générales d'exploitation*

Art. 29.— *Mise en service*

Au plus tard lors de la première livraison d'hydrocarbures liquéfiés, une notice rappelant les règles de sécurité pour la mise en service et pour l'utilisation du dépôt est remise à l'utilisateur.

Art. 30.— Les principales consignes de sécurité, notamment la mention "interdiction de fumer", doivent être placées à proximité du site où est enterré le réservoir.

Un système de signalisation au sol sera mis en place, relatif aux restrictions imposées à l'endroit de la zone ainsi signalée (interdiction de parking, de plantation, de passage de véhicules, de construction et de dépôt de matériels notamment combustibles, d'appareillages ou équipements électriques pouvant produire des courants vagabonds ou induits).

#### *Entretien*

Art. 31.— Le réservoir et les équipements doivent être maintenus en bon état et inspectés périodiquement.

Notamment, la remise en état de la protection extérieure est à effectuer lorsque son état l'exige.

Elle peut être faite sur place sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du dépôt ;
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

Art. 32.— *Premier contrôle du système de protection cathodique*

Un premier contrôle de surveillance devra être effectué entre 6 et 18 mois après la mise en place. Les valeurs relevées seront enregistrées sur le registre.

Ce contrôle comprend :

- une vérification du bon état du manchon isolant et des connexions électriques du système de protection cathodique ;
- la mesure de l'intensité du courant galvanique ;
- la mesure du potentiel du réservoir par rapport au sol à l'aide d'une électrode de référence Cu/Cu SO<sub>4</sub>.

Art. 33.— *Contrôles périodiques du système de protection cathodique*

Des contrôles identiques à celui mentionné à l'article précédent devront être effectués tous les trois ans à compter de la date de mise en place.

Toutes les anomalies constatées et tous les correctifs apportés devront être enregistrés sur le registre du réservoir tenu à la disposition de l'inspection.

Art. 34.— Il est interdit de procéder au déblayage d'une fosse ou d'une fouille, ou d'y descendre sans s'être préalablement assuré par tout moyen approprié, notamment des détecteurs de gaz, que l'atmosphère intérieure de la fosse ou de la fouille ne présente aucun danger pour le personnel, ce contrôle étant poursuivi pendant toute la durée de l'intervention.

Art. 35.— Les purges du réservoir doivent être effectuées par du personnel qualifié en suivant les consignes établies par le distributeur.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 36.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 37.— Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 38.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

- *les jours ouvrables* :
  - de 7 h à 20 h 60 dB (A)
  - de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h 55 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 50 dB (A)
- *les dimanches et jours fériés* :
  - de 6 h à 22 h 55 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 50 dB (A)
- *émergence* : 3 dB (A)

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 39.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

#### *Prescriptions générales*

Art. 40.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 41.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 42 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 42.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 43.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 44.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 9 février 1995.  
Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 694 MER du 9 février 1995 ordonnant la suppression d'un élevage de porcs (installation de première classe, rubrique 35-2, de la nomenclature des installations classées) exploité par M. Valère Leprado à Afareaitu, commune de Moorea-Maiao.**

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 226 PR du 18 mai 1994 portant nomination d'un ministre du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 227 PR du 18 mai 1994 portant attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 230 PR du 18 mai 1994 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté n° 1181 CM du 31 octobre 1990 modifié portant organisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu le code de l'aménagement du territoire et notamment le livre IV réglementant les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 15 février 1990 établissant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 94-67 ENV/IC du 16 septembre 1994 ;

Vu la lettre de mise en demeure de régularisation n° 510 ENV du 26 septembre 1994 ;

Vu l'avis de la commission des installations classées en sa séance du 31 janvier 1995,

Arrête :

Article 1er.— Est ordonnée, conformément à l'article D.407-2 du code de l'aménagement de la Polynésie française et à compter de la date de notification du présent arrêté, la suppression de la porcherie non autorisée, exploitée par M. Valère Leprado à Afareaitu, commune de Moorea-Maïao, en raison, d'une part de la pollution générée par cette installation de première classe, rubrique 35-2, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et d'autre part, du non-respect de l'injonction de régularisation de l'installation.

Art. 2.— A l'échéance de cette suppression, le terrain occupé actuellement par la porcherie devra être remis dans un état jugé convenable par l'inspection des installations classées, au regard de l'environnement.

Art. 3.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 février 1995.  
Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 824 MER du 15 février 1995 autorisant M. Gabriel Heitaa à installer et exploiter une station-service à Atuona (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Hiva Oa).**

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— M. Gabriel Heitaa est autorisé à installer et exploiter une station-service sur une parcelle domaniale du port de Tahauku sise à Atuona, dans la commune de Hiva Oa.

*Equipements et caractéristiques*

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe, rubrique 130-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

- la station abritant :
  - deux pompes de distribution multiproduits ;
  - une pompe de distribution pour bateaux ;
  - une pompe de distribution de mélange pour deux roues ;
  - un caniveau de récupération des eaux chargées d'hydrocarbures de l'aire de pompage ;
  - un séparateur à hydrocarbures (modèle SIMOP SHDO 2/1. 5/2) ;

- un stockage d'hydrocarbures composé de :
  - deux cuves de 20.000 litres d'essence, enterrées et à double enveloppe ;
  - une cuve de 50.000 litres de gazole, aérienne, à double enveloppe avec cuvette de rétention ;
- un stockage de gaz en racks (160 bouteilles de 13 kg et 50 kg).

*Installations électriques*

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

*Dispositions applicables au dépôt d'hydrocarbures*

Art. 5.— Les réservoirs fixes seront construits suivant les règles de l'art et conformes aux normes NFM 88-512 et NFM 88-513. Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve d'étanchéité délivré par le constructeur.

Pour le cas de cuves anciennes ou douteuses, un essai d'étanchéité sera réalisé.

L'épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 6.— Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 7.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 8.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Le réservoir devra être équipé au minimum d'un tube d'évent, ne présentant aucun risque ni inconvenient pour le voisinage, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, à 4 mètres au moins au-dessus du niveau de stationnement du véhicule livreur et à 3 mètres en projection horizontale de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux.

Art. 9.— Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi, etc.), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 10.— Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt seront reliées par une liaison équipotentielle.

#### *Cuves enterrées en fosse*

Art. 11.— La fosse et la dalle éventuelle qui la couvre, devront être construites en matériaux pouvant résister aux charges et poussées qu'elles seront appelées à supporter.

Cette dalle devra être incombustible.

Art. 12.— Les cuves devront être maintenues solidement de façon qu'elles ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation, etc.) ne devra se trouver au-dessous d'une cuve enterrée.

Art. 13.— Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne devra passer à l'intérieur ou sous la fosse.

Art. 14.— Le point le plus bas du réservoir devra se trouver à au moins 0,10 mètre au-dessus du radier. Un intervalle de 0,20 mètre devra exister entre les murs de la fosse et les parois des réservoirs, entre le point le plus haut du corps des réservoirs et le niveau inférieur de la dalle, ainsi qu'entre deux réservoirs voisins.

Art. 15.— Les seuls locaux dont l'installation est autorisée au-dessus des cuves en fosse sont ceux à usage de station-service ou de poste de distribution non surmontés d'autres locaux habités ou occupés.

Art. 16.— Les parois des réservoirs enterrés devront être situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé et des limites de propriété.

Toutefois, cette distance minimale ne sera pas exigée par rapport à la limite du domaine public ou si l'installation du dépôt a été autorisée sur celui-ci.

Les parois des réservoirs enterrés devront se trouver à plus de 6 mètres et les bouches de remplissage et l'extrémité du tube d'évent à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public.

#### *Cas des cuves à double enveloppe*

Art. 17.— Les parois des réservoirs enfouis devront être flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps des réservoirs et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 18.— Tout passage de véhicules ou tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt seront interdits à moins que le ou les réservoirs ne soient protégés par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

#### *Inspection et contrôle*

Art. 19.— *Epreuve et vérification de l'étanchéité*

Les réservoirs devront subir avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure du réservoir devra être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars devra être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Le réservoir sera réputé avoir subi l'épreuve avec succès, s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations devra être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Art. 20.— *Renouvellement de l'épreuve*

L'épreuve hydraulique devra être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant les réservoirs ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation des réservoirs dépassant deux (2) ans.

Un réservoir sera réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès, si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure, toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

#### *Prescriptions se rapportant au poste de distribution pour bateaux*

Art. 21.— L'installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables devra être pourvue de dispositifs anti-pollution (barrage), et en produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (seau, pelle, etc.).

Art. 22.— Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle, les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.

Art. 23.— Un puisard d'un volume suffisant, réservé exclusivement au rejet des eaux traitées, devra être mis en place et implanté à proximité d'un décanteur à grille, lui-même raccordé aux ouvertures d'évacuation des appareils et au(x) siphon(s) de sol.

Art. 24.— En aucun cas, il ne devra y avoir communication entre le puisard et la nappe phréatique.

#### *Prévention de la pollution provenant de l'aire de distribution*

Art. 25.— L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres/heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 26.— Les rejets provenant de l'aire de distribution ou de remplissage devront respecter les valeurs suivantes :

- Température inférieure à 35° C ;
  - pH compris entre 6 et 9 ;
  - MeS inférieures à 30 mg/l (\*) ;
  - DBO5 inférieure à 40 mg/l (\*) ;
  - DCO inférieure à 120 mg/l (\*) ;
  - Hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (\*) (AFNOR T 90203).
- (\*) Sur un échantillon moyen sur 24 heures.

Art. 27.— *Moyens de secours et de lutte contre l'incendie*

- un extincteur NF MIH à poudre sur roues de 50 kg ;
- deux extincteurs NF MIH à poudre BC de 9 kg à proximité des pompes de distribution ;
- un extincteur NF MIH CO2 de 2 kg à proximité des boîtiers électriques ;
- un extincteur NF MIH à eau pulvérisée de 6 litres dans la salle de vente ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, avec des pelles pour le répandre sur les fuites ou égouttées éventuelles.

Le matériel d'extinction devra être vérifié une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 28.— L'ensemble de la station-service devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 29.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

#### *Matériels et appareils*

Art. 30.— Tous les appareils et matériels susceptibles d'être générateurs ou transporteurs d'électricité statique devront avoir une mise à la terre.

Art. 31.— Toute opération de remplissage devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui devra interrompre automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint.

Le dispositif devra être conforme à la norme NF M 88-502 (limiteur de remplissage pour réservoirs enterrés de stockage de liquides inflammables).

Art. 32.— Toutes les interventions intéressant les réservoirs devront figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### *Entreposage des lubrifiants*

Art. 33.— Les bidons de lubrifiants seront entreposés sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention, capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Art. 34.— La cuvette de rétention sera d'une capacité au moins égale à la moitié de la quantité totale des bidons de lubrifiants entreposés.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 35.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 36.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

#### *Bruits*

Art. 37.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- *les jours ouvrables :*
  - de 7 h à 21 h 55 dB (A)
  - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 50 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- *les dimanches et jours fériés :*
  - de 6 h à 22 h 50 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- *émergence :* 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 38.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 39.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 40.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

#### *Prescriptions générales*

Art. 41.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 42.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 43 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 43.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés

ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 44.— L'arrêté d'autorisation n° 802 AU du 23 février 1977 autorisant l'ouverture d'un établissement classé est abrogé.

Art. 45.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 46.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 février 1995.  
Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 836 MER du 16 février 1995 autorisant M. Edgar Tinorua à installer et exploiter la station-service Shell Outumaoro (établissement de la 1re classe des Installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia).**

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

#### *Arrête :*

Article 1er.— M. Edgar Tinorua est autorisé à installer et exploiter la station-service Shell située au droit des parcelles 83 et 134, section 1 sises à Outumaoro dans la commune de Punaauia.

#### *Equipements et caractéristiques*

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe, rubrique 130-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

- la station avec boutique, local compresseur et réserve ;
- un auvent abritant :
  - deux pompes de distribution multiproduits (super-essence sans plomb-gazoil) ;
  - une pompe de distribution simple (gazoil coloré) ;
  - un caniveau de récupération des eaux chargées d'hydrocarbures de l'aire de pompage ;
  - un séparateur à hydrocarbures (modèle SIMOP SHDO2/1.5/2) ;
- un stockage d'hydrocarbures composé de :
  - une cuve de 30.000 litres (essence), enterrée et à double enveloppe ;
  - une cuve de 30.000 litres (gazoil coloré), enterrée et à double enveloppe ;
  - une cuve de 20.000 litres (gazoil), enterrée et à double enveloppe ;
  - une cuve de 20.000 litres (essence sans plomb), enterrée et à double enveloppe.

### *Installations électriques*

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### *Dispositions applicables au dépôt d'hydrocarbures*

Art. 5.— Les réservoirs fixes seront construits suivant les règles de l'art et conformes aux normes NFM 88-512 et NFM 88-513.

Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve d'étanchéité délivré par le constructeur.

Pour le cas de cuves anciennes ou douteuses, un essai d'étanchéité sera réalisé.

L'épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 6.— Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 7.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 8.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Le réservoir devra être équipé au minimum d'un tube d'évent, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, à 4 mètres au moins au-dessus du niveau de stationnement du véhicule livreur et à 3 mètres en projection horizontale de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux.

Art. 9.— Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi, etc.), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation com-

porte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 10.— Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt seront reliées par une liaison équipotentielle.

### *Cuves enterrées en fosse*

Art. 11.— La fosse et la dalle éventuelle qui la couvre, devront être construites en matériaux pouvant résister aux charges et poussées qu'elles seront appelées à supporter.

Cette dalle devra être incombustible.

Art. 12.— Les cuves devront être maintenues solidement de façon qu'elles ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation, etc.) ne devra se trouver au-dessous d'une cuve enterrée.

Art. 13.— Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne devra passer à l'intérieur ou sous la fosse.

Art. 14.— Le point le plus bas du réservoir devra se trouver à au moins 0,10 mètre au-dessus du radier. Un intervalle de 0,20 mètre devra exister entre les murs de la fosse et les parois des réservoirs, entre le point le plus haut du corps des réservoirs et le niveau inférieur de la dalle, ainsi qu'entre deux réservoirs voisins.

Art. 15.— Les seuls locaux dont l'installation est autorisée au-dessus des cuves en fosse sont ceux à usage de station-service ou de poste de distribution non surmontés d'autres locaux habités ou occupés.

Art. 16.— Les parois des réservoirs enterrés devront être situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé et des limites de propriété.

Toutefois, cette distance minimale ne sera pas exigée par rapport à la limite du domaine public ou si l'installation du dépôt a été autorisée sur celui-ci.

Les parois des réservoirs enterrés devront se trouver à plus de 6 mètres et les bouches de remplissage et l'extrémité du tube

d'évent à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public.

#### *Cas des cuves à double enveloppe*

Art. 17.— Les parois des réservoirs enfouis devront être flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps des réservoirs et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 18.— Tout passage de véhicules ou tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt seront interdits à moins que le ou les réservoirs ne soient protégés par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

#### *Inspection et contrôle*

##### *Art. 19.— Epreuve et vérification de l'étanchéité*

Les réservoirs devront subir avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure du réservoir devra être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars devra être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Le réservoir sera réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations devra être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

##### *Art. 20.— Renouvellement de l'épreuve*

L'épreuve hydraulique devra être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant les réservoirs ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation des réservoirs dépassant deux (2) ans.

Un réservoir sera réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès, si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure, toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

#### *Prévention de la pollution provenant de l'aire de distribution*

Art. 21.— L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres/heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 22.— Les rejets provenant de l'aire de distribution ou de remplissage devront respecter les valeurs suivantes :

- Température inférieure à 35° C ;
  - pH compris entre 6 et 9 ;
  - Mes inférieures à 30 mg/l (\*) ;
  - DBO5 inférieure à 40 mg/l (\*) ;
  - DCO inférieure à 120 mg/l (\*) ;
  - Hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (\*) (AFNOR T 90203).
- (\*) Sur un échantillon moyen sur 24 heures.

##### *Art. 23.— Moyens de secours et de lutte contre l'incendie*

- un extincteur NF MIH à poudre sur roues de 50 kg ;
- deux extincteurs NF MIH à poudre BC de 9 kg à proximité des pompes de distribution ;
- un extincteur NF MIH CO2 de 2 kg à proximité des boîtiers électriques ;
- un extincteur NF MIH à eau pulvérisée de 6 litres dans la salle de vente ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, avec des pelles pour le répandre sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Le matériel d'extinction devra être vérifié une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 24.— L'ensemble de la station-service devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 25.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

#### *Matériels et appareils*

Art. 26.— Tous les appareils et matériels susceptibles d'être générateurs ou transporteurs d'électricité statique devront avoir une mise à la terre.

Art. 27.— Toute opération de remplissage devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui devra interrompre automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint.

Le dispositif devra être conforme à la norme NF M 88-502 (limiteur de remplissage pour réservoirs enterrés de stockage de liquides inflammables).

Art. 28.— Toutes les interventions intéressant les réservoirs devront figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### *Entreposage des lubrifiants*

Art. 29.— Les bidons de lubrifiants seront entreposés sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention, capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Art. 30.— La cuvette de rétention sera d'une capacité au moins égale à la moitié de la quantité totale des bidons de lubrifiants entreposés.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 31.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 32.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

#### *Bruits*

Art. 33.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- les jours ouvrables :
  - de 7 h à 21 h 60 dB (A)
  - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 55 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 50 dB (A)
- les dimanches et jours fériés :
  - de 6 h à 22 h 55 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 50 dB (A)
- émergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 34.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle ne vaut pas autorisation de voirie pour le raccordement de la route de ceinture à la station-service. Les dispositions et accessoires techniques de ce raccordement (conditions de visibilité, marquage au sol, longueur des voies d'insertion et de sortie...), devront être acceptés par la direction de l'équipement.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 35.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 36.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

#### *Prescriptions générales*

Art. 37.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 38.— Les réserves émises lors de la commission des installations classées du 31 janvier 1995 (dalot protégé, bordure, puisard d'infiltration, etc.) seront levées conformément aux dispositions prévues dans la lettre n° 279 du 6 février 1995.

Art. 39.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 40 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 40.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 41.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 42.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 16 février 1995.  
Patrick HOWELL.

**Par arrêté n° 805 MER du 13 février 1995.**— La société anonyme Téléfenua est autorisée à installer et exploiter un groupe électrogène de secours sur une terrasse d'environ 150 m<sup>2</sup> située en montagne, à l'altitude de 600 m et faisant partie de la terre Apitia sise à Teavaro, Maharepa, au P.K. 2,500, de la commune de Moorea-Maiao.

La société anonyme Téléfenua est tenue de respecter :

- les prescriptions de l'arrêté type n° 118 (fixé par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 modifié et publié au J.O.P.F. n° 34

du 20 août 1992) concernant les groupes électrogènes dont la puissance est supérieure ou égale à 10 kVA mais inférieure à 100 kVA.

L'établissement qui relève de la 2e classe, rubrique 118-2, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprendra :

- un groupe électrogène Renault - type BG de 30 kVA capoté et insonorisé, posé sur une dalle de béton avec un réservoir incorporé de 60 litres.

### ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

**ARRETE n° 1-95 AT du 9 février 1995 modifiant l'arrêté n° 20-94 AT du 22 décembre 1994 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein des organismes ou commissions extérieures à l'assemblée territoriale.**

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 94-177 AT du 29 décembre 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 42 AT du 2 février 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux,

Arrête :

Article 1er.— Les conseillers territoriaux dont les noms figurent au tableau joint en annexe sont désignés pour représenter l'assemblée territoriale au sein des organismes ou commissions extérieures à l'assemblée territoriale.

Art. 2.— L'arrêté n° 20-94 AT du 22 décembre 1994 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein des organismes ou commissions extérieures à l'assemblée territoriale est annulé.

Art. 3.— Le président de l'assemblée territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 février 1995.  
Jean JUVENTIN.

(Voir tableaux pages suivantes)

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
<b>AFFAIRES ECONOMIQUES</b>				
1	Commission des Economies Budgétaires	Dél 91-072/AT du 15/6/1991	2	HART Georges MAIHI Teritepaiautua
2	Commission de surveillance des prix	Arr n° 639/AE du 19/05/1951 Décret du 25/08/1938 Arr n° 118 a.p.e du 08/07/1941	1	CHALMONT Hilda
3	Commission de la plongée à nu	Dél n° 59-2 du 16/01/1959	4	LAO MAO Hon Sha ROIHAU André ** IENFA John
4	Comité de surveillance des sociétés mutuelles de développement rural	Arrêté n° 3464/IAA du 20/11/1965 Lettre n° 1141/AA du 01/07/1966	1	*
5	Comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah représentants de l'Assemblée Territoriale	Dél n° 67-99 du 11/08/1967 Arrêté n° 618/CM du 07/06/1991	3	ROIHAU André KOHUMOETINI René *
6	Conseil d'administration de l'huilerie de Tahiti	Protocole d'accord n° 73-30 du 25/01/1973	2	ROIHAU André *
7	Conseil d'administration GIE "Perles de Tahiti"	Dél n° 93-076/AT du 3.8.93	1 tit 1 sup	PAEAMARA Lucas ROIHAU André
8	Commission de suspension de la perception du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place	Dél n° 93-052/AT du 10/6/93 Arrêté n° 1176/CM du 20.12.93	1 tit 1 sup	LAGARDE Haamoetini CHALMONT Hilda
<b>AFFAIRES MARITIMES</b>				
9	Conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritimes (E.F.A.M.)	Dél n° 80-20 du 14/02/1980 décision n° 1224/AM du 28/03/1980	2	LUCAS Horoi ROIHAU André
10	Comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire 1 représentant par subdivision . Iles du Vent  . Iles Sous le Vent  . Iles Tuamotu Gambier  . Iles Marquises  . Iles Australes	Dél n° 77-46 du 15/03/1977 Arr n° 551/CM du 15/05/1991	1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup	IENFA John MAIHI Teritepaiautua HART Georges ** PAEAMARA Lucas ROIHAU André KOHUMOETINI René FREBAULT Jean-Alain TEINAURI Ernest TEPA Taratiera
11	Conseil d'administration de la société de navigation des Australes "TUHAAPAE"	Dél n° 75-18 du 15/01/1975	2	TEINAURI Ernest TEPA Taratiera
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>				

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
12	Conseil d'administration de la Caisse de Prévoyance Sociale	Arr n° 1336 IT du 28/09/1956 Lettre n° 1024/TLS du 03/06/1983 Arr n° 3246/TLS du 16/11/1970 Dél 91-47/AT du 15/02/1991 Dél 93-154/AT du 3.12.93	2 tit 2 sup	LAGARDE Haamoetini EBB Tinomana LEGAYIC Tuianu MAIHI Teritepaiaatua
13	Conseil d'Administration du régime des non-salariés	Dél 94-019/AT du 10.03.94	1 tit 1 sup	LAGARDE Haamoetini EBB Tinomana
14	Comité de gestion du régime de solidarité territorial	Dél 94-020/AT du 10.3.94	2 tit 2 sup	LENFA John SPITZ Napoléon LAGARDE Haamoetini CHALMONT Hilda
15	Comité consultatif des prestations sociales des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans	Dél n° 79-20 du 01/02/1979	2	LENFA John SPITZ Napoléon
16	Comité territorial des calamités publiques 1 représentant par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous le Vent . Iles Tuamotu Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Arr n° 120/SG du 08/02/1982	1 1 1 1 1	CHALMONT Hilda * ROIHAU André KOHUMOETINI René TEPA Taratiera
17	Comité de l'action sociale	Arr n° 301/CM du 18/11/1984	2 tit 2 sup	MAIHI Teritepaiaatua CHALMONT Hilda LENFA John LE GAYIC Tuianu
18	Commission d'agrément des associations autorisées à intervenir en matière de délégation de l'autorité parentale	Dél n° 90-54/AT du 12/04/1990 Arr n° 952/CM du 30/08/1990	2 tit	LE GAYIC Tuianu MAIHI Teritepaiaatua
19	Délégation chargée d'élaborer la loi d'orientation relative au Pacte de Progrès		1	LAGARDE Haamoetini
<b>AMENAGEMENT</b>				
20	Conseil d'administration de l'établissement d'aménagement et de gestion du domaine d'Atimaono	Dél n° 85-1034/AT du 23/05/1985 Arr n° 647/CM du 02/07/1985 Arr n° 705/CM du 01/07/1991	2	LAGARDE Haamoetini LUCAS Horoi
21	Comité d'Aménagement du Territoire	Dél n° 61-44 du 08/04/1961 Arrêté n° 719/AA du 29/03/1962 Décision n° 1442/BIS/AA du 19/06/1988 Arrêté n° 685/CM du 06/07/1988 (Président CAFEP/CETTT et CDA Membres de droit)	3	HART Georges ROIHAU André
22	Comité consultatif de règlement amiable (marchés publics)	Art 128 et 129 des marchés publics Lettre n° 3116/Pr du 15.11.1988	1 tit 1 sup	CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiaatua

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
23	S.E.M. "Assainissement des eaux" Conseil d'Administration (inchangé sans modification de la délibération)	Dél n° 94-16/AT du 10/3/94	4	JUVENTIN Jean LEQUERRE Jean-Jacques CHALMONT Hilda EBB Tinomana
	SEM "Assainissement des eaux" Assemblées Générales (inchangé sans modification de la délibération)	Dél n° 94-16/AT du 10/3/94	1	JUVENTIN Jean
<b>AR MEE</b>				
24	Commission territoriale chargée d'apprécier le bien fondé des demandes de report d'incorporation	Lettre n° 1176/CAB/MIL du 03/08/1974	1	CHALMONT Hilda
25	Commission des allocations militaires	Décret du 01/09/1939 Arr n° 1257/AGF du 26/12/1939	1	MAIHI Teritepaiautua
26	Commission de dispense des obligations du service national actif au soutien de famille	Art L32 à L 34, L62, R55 à R68 du Code du service national Arr. 93/CAB/MIL du 22/01/1990	1 tit 1 sup	CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiautua
27	Conseil d'administration de l'office des anciens combattants et victimes de la guerre	Décret du 25/08/1948 Arr n° 1246/AC du 18/11/1949 art 2	1	CHALMONT Hilda
<b>BANQUE SOCREDO</b>				
28	Conseil d'administration de la Banque SOCREDO	Arr. ministériel du 14/03/1986 Arr. n° 523/CM du 09/05/1986 Assemblée générale extraordinaire du 26/07/1988, JOPF du 27/10/1988 pages 2014/2015	2	HART Georges EBB Tinomana
29	CENTRE HOSPITALIER TERRITORIAL DE MAMAO (CHT)	Dél n° 83-181 du 04/11/1983 Arr n° 0999/CM du 12/09/1988	2 tit 2 sup	LE GAYIC Tuianu SPITZ Napoléon CHALMONT Hilda TEPA Taratiera
<b>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (C.C.I.)</b>				
30	Commission chargée d'établir les listes des électeurs à la Chambre de commerce et d'industrie	Art 9 nouveau du décret n°53-33 du 28/01/1953 modifié, Arr n° 226/Pr du 27/12/1984	2	IENFA John ROIHAU André
<b>CINEMA</b>				
31	Commission de contrôle des films	Arr n° 793/AA du 03/04/1963	2	TETUA Félix CHALMONT Hilda
<b>CONTRIBUTIONS</b>				
32	Commission centrale des impôts directs	Dél AR du 16/11/1950 approuvée par décret du 20/03/1951 art 50 Arr n° 632/APA du 17/05/1951	2	LAGARDE Haamoetini MAIHI Teritepaiautua

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
<b>DOMAINES - ENREGISTREMENT</b>				
33	Commission des évaluations immobilières 2 représentants par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous le Vent . Iles Tuamotu Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Dél n° 78-145 du 24.8.78 Lettre n° 1020/Pr du 02/12/1985 (1 tit - 1 sup)	2 2 2 2 2	CHALMONT Hilda EBB Tinomana MOUTAME Thomas MARAEURA Teina SPITZ Napoléon KOHUMOETINI René FREBAULT Jean-Alain TEINAURI Ernest TEPA Taratiera
34	Commission d'estimation des loyers et des aliénations d'immeubles du Territoire 2 représentants par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous le Vent . Iles Tuamotu Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Dél n° 78-145 du 24.8.78 Lettre n° 1020/Pr du 02/12/1985	2 2 2 2 2	CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiaatua ROIHAU André MARAEURA Teina FREBAULT Jean-Alain KOHUMOETINI René TEINAURI Ernest TEPA Taratiera
35	Commission consultative des demandes d'occupation du domaine public territorial 2 représentants par subdivision . Iles du Vent . Iles Sous le Vent . Iles Tuamotu Gambier . Iles Marquises . Iles Australes	Dél n° 78-128 du 03/08/1978 Dél n° 85-1107/AT du 31/10/1985 Lettre n° 1020/Pr du 02/12/1985	2 2 2 2 2	CHALMONT Hilda EBB Tinomana HART Georges ROIHAU André PAEAMARA Lucas FREBAULT Jean-Alain KOHUMOETINI René TEINAURI Ernest TEPA Taratiera
<b>ECONOMIE RURALE</b>				
36	Commission administrative dite de reboisement	Dél n° 74-96 du 03/07/1974 Dél n° 76-183 ter du 30/12/1976	2	MOUTAME Thomas
37	Société de développement agricole et de la pêche (SDAP)	Dél 73-134 du 20.12.1973	3	TEINAURI Ernest LAGARDE Haamoetini SPITZ Napoléon
38	- Conseil d'administration de la Société d'Abattage de Tahiti	Arr. 126/CM du 1er février 1989	3	LAGARDE Haamoetini LUCAS Horoi ROIHAU André

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
<b>ENSEIGNEMENT</b>				
39	Commission d'administration du collège agricole d'Opunohu (convention n° 92-12 du 7.12.92) J.O. 23.2.93 P. 337	loi n° 60-791 du 02/08/1960 décret n° 68-968 du 08/11/1968 Dél n° 77-137 du 22/12/1977 Lettre 230/ER du 20/11/1978	1	
40	Conseil d'établissement du collège de Paopao	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	MAIHI Teritepaiautua
41	Conseil d'établissement du collège de Papara	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	ROIHAU André
42	Conseil d'établissement du collège de Taaone	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	SPITZ Napoléon
43	Conseil d'établissement du collège de Taravao	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	LUCAS Horoi
44	Conseil d'établissement du collège de Mataura	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	TEINAURI Ernest
45	Conseil d'établissement du collège de Faaa	Décret n° 76.1035 du 28/12/1976 Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	MAI Eric
46	Conseil d'établissement du collège de Mahina	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	LAGARDE Haamoetini
47	Conseil d'établissement du collège de Fiti'i Huahine	- do -	1	LAO MAO Hon Sha
48	Conseil d'établissement du collège d'Afareaitu	- do -	1	IENFA John
49	Conseil d'établissement du collège de Uporu Haamene Tahaa	- do -	1	TUAHU Ismaël
50	Conseil d'établissement du collège et du CETAD de Bora-Bora	- do -	1	**
51	Conseil d'établissement du collège de Moerai Rurutu	- do -	1	TEPA Taratiera
52	Conseil d'établissement du collège des Marquises	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Lettre n° 1528/MED du 30/08/1989 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	KOHUMOETINI René
53	Conseil d'établissement du collège de Tipaerui		1 tit 1 supp	LAGARDE Haamoetini LE GAYIC Tuianu

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
54	Conseil d'établissement du collège d'état mixte de Arue	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	CHALMONT Hilda
55	Conseil d'administration du collège d'état de Faaa	Décret n° 68-968 du 08/11/1968 Lettre AT 664 du 29/09/1985	1 tit 1 sup	MAI Eric LEQUERRE Jean-Jacques
56	Conseil d'établissement du collège de Paea	Décret n° 76-1035 du 28/12/1976 Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	LEQUERRE Jean-Jacques
57	Conseil d'établissement du lycée Paul Gauguin	Lettre n° 7990/VR/VS du 17/11/1982	1	SPITZ Napoléon
58	Conseil d'établissement du lycée d'Uturoa	Arr ministériel du 08/11/1968 Décret n° 68.968 du 08/11/1968	1	HART Georges
59	Conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel hôtelier du Taaone	Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	LAGARDE Haamoetini
60	Conseil d'établissement du lycée technique et lycée d'enseignement professionnel annexe du Taaone	Arr ministériel du 08/11/1968 Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	FREBAULT Jean-Alain
61	Conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel d'Uturoa	Lettre 7990/VR/VS du 17/11/1982 Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987	1	HART Georges
62	Conseil d'établissement du lycée d'enseignement professionnel de Faaa	Lettre AT n° 793 du 21/09/1982 Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1	MAI Eric
63	Conseil d'établissement du lycée professionnel de Taravao	Lettre 1669/MED du 14.11.88 Dél n° 87-13/AT du 29/01/1987 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1 tit 1 sup	LUCAS Horoi EBB Tinomana
64	Conseil d'établissement du collège de Taiohae	Lettre 2051/MEE du 5.11.92 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1 tit 1 sup	KOHUMOETINI René FREBAULT Jean-Alain
65	Conseil d'établissement du collège de Rangiroa	Lettre 2051/MEE du 5.11.92 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1 tit 1 sup	TETUA Félix ROIHAU André
66	Conseil d'établissement du collège Punaauia	Lettre 2051/MEE du 5.11.92 Arr n° 732/CM du 17/06/1987 Arr n° 1244/CM du 18/11/1988	1 tit 1 sup	LEQUERRE Jean-Jacques MAI Eric

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
67	Conseil d'établissement du collège de Faaroa	Lettre n° 61/MEE du 24.11.93	1	MOUTAME Thomas
68	Conseil d'établissement du Lycée Professionnel de Mahina	Lettre n° 61/MEE du 24.11.93	1	LAGARDE Haamoetini
69	Conseil du Centre Universitaire de Polynésie Française	Décret du 87-360 du 29/05/90	2 tit	LAGARDE Haamoetini SPITZ Napoléon
70	Commission des bourses scolaires	Arr n° 995 ip du 22/08/1950 Décret n°52-344 du 22/03/1952 Arr n° 1551/IP du 11/12/1952	2	LE GAYIC Tuianu MAIHI Teritepaiaatua
71	Commission des bourses de formation professionnelle	Arr n° 835/PEL du 16/03/1967 Dél n° 67-18 du 14/02/1967	2	CHALMONT Hilda EBB Tinomana
72	Conseil territorial de l'enseignement primaire	Décret n° 68-914 du 24/10/1968 Lettre 1035/VR du 06/02/1974	2	LAGARDE Haamoetini JUVENTIN Jean
73	Commission territoriale de la carte scolaire du premier degré	Arr n° 623/CM du 26/06/1985 Arr n° 697/CM du 08/06/1989	2 tit 2 sup	LAGARDE Haamoetini EBB Tinomana LE GAYIC Tuianu TEPA Taratiera
74	Comité consultatif de la carte scolaire du second degré	Lettre 1075/VR du 05/11/1982	3	LE GAYIC Tuianu ** TEPA Taratiera
75	Conseil d'établissement de l'école normale	Dél n° 79-9 du 19/01/1979 Arr n° 797 AA du 27/02/1979 Arr n° 1445/SE du 29/05/1979 art 7	2	LAGARDE Haamoetini SPITZ Napoléon
76	Conseil d'Administration du Conservatoire Artistique territorial de la Polynésie Française "Te Fare Upa Rau"	Dél. n° 89-102/AT du 20/07/1989 Arr n° 794/CM du 13/07/1990	2	SPITZ Napoléon
77	Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (CTRDP)	Dél n° 83-120 du 28/07/1983	2	LAGARDE Haamoetini MAIHI Teritepaiaatua
78	Centre de formation et de recherche sur les langues et civilisations océaniques (CFRLCO)	Dél n° 83-14 du 10/01/1983 <b>Annulé par dél n°92-216 du 22.12.92</b>	2	LAGARDE Haamoetini
79	Comité territorial des constructions scolaires	Lettre n° 83/85/MAF/HHK du 06/02/1985 Arr n° 54/CM du 28/01/1985	3 tit 3 sup	LE GAYIC Tuianu LAO MAO Hon Sha LUCAS Horoi CHALMONT Hilda ARAPARI Justin MAIHI Teritepaiaatua
80	Conseil d'administration de l'établissement territorial d'achats groupés (ETAG)	Dél n° 85-1013/AT du 07/02/1985 Arr n° 422/CM du 25/04/1985	2 tit 2 sup	KOHUMOETINI René TEPA Taratiera SPITZ Napoléon TEINAURI Ernest
81	Centre des Métiers d'Art de la Polynésie Française	Dél n° 80-16 du 07/02/1980	1	CHALMONT Hilda

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
82	Haut-Comité Territorial de l'Education	Dél n°93-042/AT du 10/6/93 Lettre 2155/Pr du 12/8/93	2 tit 2 sup	LAGARDE Haamoetini SPITZ Napoléon LE GAYIC Tuianu LAO MAO Hon Sha
<b>ELECTIONS</b>				
83	Commission de recensement général des votes	Decret n° 79.160 du 28/02/1979 arts 14 et R.107 du code électoral Lettre n° 1587/DRCL du 23/05/1989	1 tit 1 sup	LEQUERRE Jean-Jacques MAIHI Teriitepaiaatua
<b>ENERGIE</b>				
84	Commission territoriale de l'énergie (CTE)	Arr n° 789/TP du 15/03/1972	3	LUCAS Horoi EBB Tinomana **
85	Conseil d'administration du syndicat mixte pour l'électrification de l'île de Moorea Maiao AIMEO NUI (SMAN)	Dél n° 82-54 du 21/05/1982 dél n° 85-1060/AT du 27/06/1985 Annulée par dél. 93-56 du 10.6.93	2 tit 2 sup	IENFA John MAIHI Teriitepaiaatua LUCAS Horoi LAGARDE Haamoetini
86	Conseil d'administration de la société de transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP)	Dél n° 85-1072/AT du 25/07/1985	2 tit 2 sup	LEQUERRE Jean-Jacques MAIHI Teriitepaiaatua * LUCAS Horoi
87	Assemblée générale du GIE SOLER	Lettre n° 3056/PR/MEA du 28/04/1986	1 tit 1 sup	ROIHAU André **
88	Conseil d'administration de la société Coder Marama Nui	Lettre n° 3056/PR/MEA du 28/04/1986	2	MAIHI Teriitepaiaatua CHALMONT Hilda
89	Conseil d'administration de la société Electra	Lettre n° 3056/PR/MEA du 28/04/1986	1	HART Georges
90	Assemblée générale de l'Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud (IERPS)	Dél n° 85-1007/AT du 10/01/1985	1 tit 1 sup	ROIHAU André **
91	Commission d'implantation des stations de distribution des carburants	Arr n° 2996/SGA du 20/09/1972 Arr n° 445/CM du 2.05.1988	3 tit 3 sup	FREBAULT Jean-Alain HART Georges MAIHI Teriitepaiaatua TETUA Félix TEINAURI Ernest *
<b>EQUIPEMENT</b>				
92	Comité des mines	Dél n° 85-1051/AT du 25/06/85 art 59 Arr n° 774/CM du 22/07/1986	2 tit 2 sup	LUCAS Horoi EBB Tinomana MAI Eric **
93	Conseil de perfectionnement de l'école d'application des travaux publics	Dél n° 68-113 du 08/11/1968 Arr n° 40/AA/TP du 09/01/1969 Dél n° 68-135 du 12/12/1968	1	LUCAS Horoi

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
<b>ETAT-TERRITOIRE</b>				
94	Commission paritaire de concertation Etat-Territoire	Loi n° 84-820 du 06/09/1984 art 32 Lettre n° 2492/PR du 27/07/1988	3	LE GAYIC Tuianu KOHUMOETINI René EBB Tinomana
95	Comité de coordination Etat-Territoire d'aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle	Convention n° 88-009 du 20 septembre 1988	1 tit 1 sup	LE GAYIC Tuianu MAIHI Teritepaiaatua
<b>E.V.A.A.M.</b>				
96	Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes	Dél n° 83-66 du 31/03/1983 Lettre n° 50/CG du 04/05/1983 Arrêté n° 733/CM du 10/07/91 Arrêté n° 1397/CM du 30.12.94	4	EBB Tinomana MAI Eric IENFA John LUCAS Horoi
<b>F O N D S</b>				
97	Conseil d'Administration du Fonds d'entraide aux îles (FEI)  (1 titulaire + 1 suppléant par archipel autre que celui des îles du Vent)  .. îles Sous-le-Vent  .. îles Tuamotu Gambier  .. îles Marquises  .. îles Australes	Dél n° 84-55 du 26/04/1984 Décision n° 1174/CG du 19/06/1984 Arr n° 1415/CM du 14/12/1990 Arr n° 1182/CM du 20/12/93	1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup 1 tit 1 sup	LAO MAO Hon Sha * PAEAMARA Lucas ROIHAU André KOHUMOETINI René FREBAULT Jean-Alain TEINAURI Ernest TEPA Taratiera
98	Comité de gestion du Fonds Intercommunal de péréquation (F.I..P) (élection scrutin à la proportionnelle)	Décret n° 72/668 du 13/07/1972 Décret n° 79/127 du 13/02/1979	2 tit 2 sup	JUVENTIN Jean LE GAYIC Tuianu CHALMONT Hilda ARAPARI Justin
99	Comité de Direction du Fonds d'Aménagement et de développement des îles de la Polynésie française (F.A.D.I.P.) séance du 21.7.94	contrat de développement Etat-Territoire 1994-1998 J.O. N°1 N.S. du 3.6.94 Lettre n° 938/SP du 13.7.94	1 tit 1 sup	HART Georges TEINAURI Ernest

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
100	Conseil d'Administration du Fonds commun de la recherche scientifique et technique d'Outre-Mer  <b>HABITAT-URBANISMES</b>	Decret n° 55-892 du 30/06/1955 art 5 Arr n° 1045/AA du 08/08/1955	1	LUCAS Horoi
101	Conseil d'administration de la centrale d'approvisionnement pour l'habitat (CAH) Séance du 2/12/93	Arr n° 1246/CM du 13/10/1986 Arr n° 1374/CM du 23/12/1992 (désignés pour 2 ans)	2	MAI Eric ARAPARI Justin
102	Comité de l'habitat insalubre	Dél n° 80-60 du 25/03/1980 Convention	1	MAI Eric
103	Commission des sites et des monuments naturels  Commission d'aliénation du domaine public des Iles du Vent	Art. A.152-2 code aménagement Dél n° 61-44 du 08/04/1961 Arr n° 719/AA du 29/03/1962 Arr n° 102/CM du 30/01/1991  Abrogé par la dél 78-128 du 3.8.78	2	LAO MAO Hon Sha EBB Tinomana
104	Comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers	Arr n° 1500/AU du 24/04/1974	1	CHALMONT Hilda
105	Commission d'urbanisme	Dél n° 61-44 du 03/04/1961	2	CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiaatua
106	Comité consultatif d'urbanisme et de l'habitat	Dél n° 67-76 du 29/06/1967	2	CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiaatua
107	Commission territoriale d'implantation des grandes surfaces commerciales.	Dél n° 89-97/AT du 26/06/1989	3 tit 3 sup	CHALMONT Hilda LUCAS Horoi IENFA John MAI Eric MAIHI Teritepaiaatua MARAEURA Teina
<b>INFORMATIQUE</b>				
108	Commission territoriale de l'informatique	Lettre 794/84/BL/md du 14/05/1984 Décision n° 815/CG du 27/04/1984	2 tit 2 sup	LAGARDE Haamoetini CHALMONT Hilda TUAHU Ismaël LUCAS Horoi
<b>INSTITUTS</b>				
109	Institut Territorial de la Consommation	Dél n° 85-1155/AT du 19-12-1985 Arrêté n° 659/CM du 17/06/1991	2 tit 2 sup	CHALMONT Hilda * ROIHAU André MARAEURA Teina

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
110	Institut territorial de recherches médicales Louis Malarde (ITRMLM)	Dél n° 84-3 du 05/01/1984	3 tit	IENFA John LAGARDE Haamoetini SPITZ Napoléon
			3 sup	LUCAS Horoi MAI Eric MAIHI Teritepaiaatua
111	Conseil d'administration de l'institut territorial de la statistique (ITSTAT)	Dél n° 76-50 du 09/07/1976 Arr n° 5695/SGA du 04/10/1976 Arr n° 795/CM du 13/07/1989 Arr n° 1027/CM du 22.11.93	1 tit	LAGARDE Haamoetini
			1 sup	MAI Eric
112	Conseil de la statistique	Dél n° 76-50 du 09/07/1976 Arr n° 578/CM du 12/6/1985 Arr n° 572/CM du 28/05/1991 Arr n° 573/CM du 28/05/1991	2 tit	LUCAS Horoi *
			2 sup	FREBAULT Jean-Alain TEPA Taratiera
113	Conseil d'Administration de l'Institut territorial de la Communication Audio-visuelle (I.C.A.)	Arrêté N° 1106/CM du 9.12.93	2 tit	TUAHU Ismaël CHALMONT Hilda
			2 sup	* IENFA John
114	Institut de formation des Travailleurs sociaux (I.F.T.S)	Dél. n° 88-105/AT du 4/08/1988 Arr. n° 1144/CM du 13/10/1988 Arr n° 654/CM du 17/06/1991	2 tit	* MAIHI Teritepaiaatua
			2 sup	MAI Eric CHALMONT Hilda
115	Conseil d'administration de l'Institut Médico-Educatif Raimanutea-Tiaitau	Dél. n° 89-118/AT du 12/10/1989 Arr. n° 1307/CM du 29/11/1990	2	SPITZ Napoléon MAIHI Teritepaiaatua
<b>INVESTISSEMENTS</b>				
116	Commission d'agrément du code des investissements	Dél n° 83-95 du 02/06/1983 Dél n° 83-96 du 02/06/1983 Arrêté n° 191/CM du 01-03-1988  (désignés pour 2 ans)	5 tit	LAGARDE Haamoetini HART Georges LEONTIEFF Alexandre ARAPARI Justin EBB Tinomana
			5 sup	TEINAURI Ernest * MOUTAME Thomas MAIHI Teritepaiaatua **
117	Commission spéciale du Code des Investissements (suspension droits importation) (3 titulaires, 3 suppléants parmi ceux désignés à la commission d'agrément du code des investissements)	Dél n° 88-122/AT du 30.09.1988 Arrêté n° 1178/CM du 25.10.1988 Arr n° 72/CM du 19/01/1990	3 tit	LAGARDE Haamoetini HART Georges EBB Tinomana
			3 sup	TEINAURI Ernest ARAPARI Justin MAIHI Teritepaiaatua
<b>JEUNESSE ET SPORTS</b>				
118	Comité territorial de la jeunesse (CTJ)	Lettre n° AT 475 du 18/06/1982	3	LUCAS Horoi PAEAMARA Lucas SPITZ Napoléon

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
119	Comité Organisateur des Xème jeux du Pacifique Sud de Tahiti 1995	Lettre n° 414/93/COJ du 20/8/93 Séance du 8.10.93	2 tit 2 sup	IENFA John MAIHI Teritepaiautua LEQUERRE Jean-Jacques TEPA Taratiera
	<b>JUSTICE</b>			
120	Bureau d'assistance judiciaire	Arr n° 586/j du 17/05/1950	1	LAGARDE Haamoetini
121	Commission du tribunal mixte du commerce	Décret n° 53.33 du 28/01/1953	2	IENFA John SPITZ Napoléon
122	Commission établissant la liste annuelle du jury criminel	Arts 262 et 263 du code de procédure pénal et art 12 de la loi n° 83-520 du 27/06/1983 Arr n° 2063/AA du 04/08/1983	5	CHALMONT Hilda TEINAURI Ernest MAI Eric SPITZ Napoléon IENFA John
	<b>MUSEES - JARDIN BOTANIQUE</b>			
123	Centre polynésien des sciences humaines "TE ANAVAHARAU"	Dél n° 80-112 du 08/09/1980	4	LEQUERRE Jean-Jacques LUCAS Horci  SPITZ Napoléon
124	Conseil d'Administration du Musée Gauguin	Convention n° 83-424 du 01/08/1983	1	LAGARDE Haamoetini
125	Conseil de direction du jardin botanique de MOTU OVINI	Dél n° 74-139 du 19/09/1974	3	CHALMONT Hilda ROIHAU André LAGARDE Haamoetini
126	Comité de Gestion de la Maison James Norman HALL Séance 4.11.93 - Séance du 2.12.93	Dél n° 93-66/AT du 22/6/93 Arr 623/CM du 20/7/93 Lettre n° 2523/Pr du 20/10/93	2 tit 2 sup	CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiautua SPITZ Napoléon LAGARDE Haamoetini
	<b>OFFICES</b>			
127	Conseil d'administration de l'office territorial de l'action sociale et de la solidarité (OTASS)	Lettre n° 219/SG du 18/11/1982 Dél n° 82-94 du 16-09-1982	3	LE GAYIC Tuianu CHALMONT Hilda MAIHI Teritepaiautua
128	Conseil d'administration de l'office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs (OTESSE) 1 représentant par subdivision, sauf IDV et ISLV (2) Iles du Vent  Iles Sous le Vent  Iles Tuamotu Gambier Iles Marquises Iles Australes	Arr n° 1547/SCG du 18/05/1981 Dél n° 80-89 du 26/06/1980	2  2  1 1 1	LE GAYIC Tuianu EBB Tinomana HART Georges  ROIHAU André FREBAULT Jean-Alain TEINAURI Ernest
129	Office Territorial de l'Habitat Social (O.T.H.S.) 1 représentant par subdivision Iles du Vent Iles -sous-le-Vent Iles Tuamotu-Gambier Iles Marquises	Dél n° 79-22 du 01/02/1979 Arr n° 331/CM du 26/12/1984 Arr 536/CM du 03/05/91	1 1 1 1	LE GAYIC Tuianu HART Georges ROIHAU André KOHUMOETINI René

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
	<i>Iles Australes</i>		1	TEPA Taratiera
130	Commission d'attribution de l'Office Territorial de l'Habitat Social	Arr n° 331/CM du 26/12/84 Arr n° 536/CM du 03/05/91 Arr n° 591/CM du 31/05/91	2 tit 2 sup	LE GAYIC Tuianu EBB Tinomana CHALMONT Hilda ARAPARI Justin
131	Conseil d'administration de l'office des postes et télécommunications (O.P.T.)	Arr n° 1710/OPT du 24/12/1957 Arr n° 1151/CM du 28/11/1985 Lettre 3/OPT/PR.CA du 21/05/1986	2	SPITZ Napoléon JUVENTIN Jean
132	Conseil d'Administration de l'Office Territorial de l'Action Culturelle (O.T.A.C.)	Del n° 80-126 du 23/09/1980	2	IENFA John TEPA Taratiera
	<b>P O R T</b>			
133	Conseil d'administration du port autonome	Dél n° 62-2 du 05/01/1962 Arr n° 1138/CM du 21/11/1985 Arrêté 006/CM du 04/01/1988 Arr n° 695/CM du 08/06/1989 (Pdt AT/CP/CAFEP membres de droit)	3	EBB Tinomana LE GAYIC Tuianu HART Georges
	<b>P R I S O N</b>			
134	Commission de surveillance des établissements pénitentiaires en Polynésie Française	Del n° 76-184 du 30/12/1976 Del n° 77-30 du 10/02/1977 Del n° 79-86 du 09/08/1979 Del n° 85-1048/AT du 04/06/1985 Dél n° 88-193/AT du 08/12/1988 Arr n° 945/CM du 10/08/1989	2 tit 2 sup	MAI Eric SPITZ Napoléon LAGARDE Haamoetini MARAEURA Teina
	<b>RADIO - TELEVISION</b>			
135	Comité consultatif du conseil d'administration de la société nationale de radio-télédiffusion française d'outre-mer RFO	Loi n° 74-697 du 07/08/1974 Lettre n° 1030/CAB du 12/02/1975	2	SPITZ Napoléon CHALMONT Hilda
	<b>R E C H E R C H E S</b>			
136	Conseil de la recherche scientifique et technologique	Lettre 1077/SGA du 09/11/1982 Arr n° 6098 du 09/11/1982	1	LUCAS Horai
137	Haut comité territorial de la recherche	Arrêté n° 79/CM du 28/01/1988	3	LUCAS Horai LAO MAO Hon Sha SPITZ Napoléon
	<b>S A N T E</b>			
138	Commission d'hygiène et de la salubrité publique	Dél n° 58-29 du 01/03/1958 Arr n° 104/AAE du 12/03/1959	1	CHALMONT Hilda

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
139	Commission administrative de l'école territoriale d'infirmiers/infirmières	Arr n° 758/PEL du 09/03/1986	1	LE GAYIC Tuianu
140	Commission territoriale de l'eau en Polynésie Française	Arr n° 371/CG du 22/02/1984 Arr n° 82/CM du 25/01/1990	3	MAI Eric LAO MAO Hon Sha IENFA John
141	Commission médico-sociale de lutte contre la toxicomanie	Arr n° 1012/CG du 07/06/1984	2 tit 2 sup	TUAHU Ismaël CHALMONT Hilda FREBAULT Jean-Alain **
142	Conseil d'administration de l'école de formation de sage-femmes	Arr n° 1605/CG du 14/08/1984	1	LE GAYIC Tuianu
143	Commission S.I.D.A.	Arr n° 529/CM du 27/04/89 Lettre n° 1755/Pr du 1/6/93 Dél n° 93-118 du 4/11/93	1	CHALMONT Hilda
<b>SETIL</b>				
144	Conseil d'administration de la société d'équipement de Tahiti et des îles	Statuts adoptés par l'assemblée générale du 25/09/1962	3	CHALMONT Hilda ARAPARI Justin EBB Tinomana
<b>TOURISME</b>				
145	GIE "TAHITI TOURISME"	Arr CM (PR AT membre de droit)	1	JUVENTIN Jean
146	GIE "TAHITI ANIMATION"	Arr CM (PR AT membre de droit)	1	SPITZ Napoléon
<b>TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES</b>				
147	Conseil d'administration de la S.A TAMARA'A NUI	Lettre n° 1387/Pr/MME du 07/03/1989	1	MAIHI Teritepaiautua
<b>TRANSPORTS</b>				
148	Comité permanent technique territorial des transports (CTTT)	Arr n° 3027/TP du 21/06/1977 Dél n° 87-74/AT du 12/06/1987 Dél n° 89-29/AT du 13/04/1989 Arr n° 632/CM du 11/05/1989	1	JUVENTIN Jean
149	Comité élargi des transports	- do -	1	**
150	Sous-comité technique territorial des transports des îles Marquises	Dél n° 87-74/AT du 12/06/1987 Arr n° 345/CM du 30/03/1990	1	KOHUMOETINI René
151	Commission consultative paritaire chargée de l'application et du contrôle des dispositions de la délibération réglementant les activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de service particulier	Dél n° 90-104/AT du 25/10/1990 Arr n° 32/CM du 18/01/1991	1 tit 1 sup	MAIHI Teritepaiautua SPITZ Napoléon

N°	DESIGNATION DE L'ORGANISME	TEXTE DE REFERENCE	Nbre	Nom et Prénom
152	Sous-comité technique territorial des transports terrestres des îles Sous le Vent	Arr n° 785 du 28/07/1982 Dél n° 87-74/AT du 12/06/1987 Dél n° 89-29/AT du 13/04/1989	1	**
153	Sous-commission consultative paritaire chargée de l'application et du contrôle des dispositions de la délibération réglementant les activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de service particularisé de l'archipel des îles sous-le-vent (conseiller territorial des îles Sous-le-Vent)	Dél n° 90-104/AT du 25/10/1990 Arr n° 32/CM du 18/01/1991 Arr n° 67/CM du 25/01/1991	1 tit 1 sup	MOUTAME Thomas
<b>TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>				
154	Haut comité territorial de l'emploi, de la formation professionnelle et de la promotion sociale (AT 697 du 22.12.94)	Dél n° 84-1016 du 11/10/1984 Arr n° 151/CM du 08/11/1984 Lettre n° 575/89/AT du 26/11/1984 Arr n° 596/CM du 03/06/1991 Arr n° 943/CM du 19/9/94	2 tit 2 sup	CHALMONT Hilda EBB Tinomana MAI Eric SPITZ Napoléon
155	Agence pour l'emploi et la Formation Professionnelle	Dél n° 85-1138/AT du 19.12.1985 Arr n° 341/CM du 10.03.86 Arr n° 1325/CM du 13/12/1988 Arr n° 1326/CM du 13/12/1988 Arr n° 261/CM du 17.3.94	2 tit 2 sup	EBB Tinomana ARAPARI Justin LEGAYIC Tuianu CHALMONT Hilda
156	Comité de gestion des chantiers de développement	Dél n° 80-61 du 25/03/1980 Convention n° 25-380 du	1	LE GAYIC Tuianu

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### DECRET du 2 février 1995 portant acquisition de la nationalité française.

Article 1er. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Yip, née Chan (Pik Wah), Hong-Kong, 22 février 1963, NAT, 31757 x 92-977, Dt. 3 ;  
Yip (Gilles, Teva), Papeete (Tahiti), 19 juillet 1988, EFF, 31757 x 92-980, Dt. 3 ;  
Yip (Eric, Micke), Papeete (Tahiti), 2 décembre 1989, EFF, 31757 x 92-980, Dt. 3.

#### ARRETE MINISTERIEL du 12 janvier 1995 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1986 modifié portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien.

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme,  
Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles L. 330-1 à L. 330-6 et R. 330-1 à R. 330-17 ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 1986, modifié par les arrêtés du 28 janvier 1987 et du 5 juin 1989, portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien au profit de la société Air Calédonie International ;

Vu les demandes présentées par la société Air Calédonie International ;

Vu les avis du Conseil supérieur de l'aviation marchande en date du 5 octobre 1994 et du 26 octobre 1994,

#### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 17 octobre 1986 modifié susvisé est modifié comme suit :

« Le présent arrêté vaut autorisation et agrément pour effectuer des transports à la demande de passagers, de poste et de marchandises au moyen d'un Boeing 737 et d'un DC 10-30 ou d'appareils de moins de vingt places entre les territoires de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna, d'une part, et les pays riverains de l'océan Pacifique, d'autre part. »

Art. 2. - Au premier alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 17 octobre 1986 modifié susvisé, la liste des lignes régulières pour lesquelles la société Air Calédonie International est agréée, est complétée comme suit :

- « Nouméa-Auckland-Papeete ;
- « Sydney-Nouméa-Wallis-Papeete. »

Art. 3. - Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 1995.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empochement du directeur général  
de l'aviation civile :  
*L'ingénieur en chef de l'aviation civile,*  
Y. DEBOUVERIE

**ARRETE MINISTERIEL du 18 janvier 1995 portant déclaration de vacance d'emplois de professeur des universités offerts à la mutation au titre de l'article 51 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié, au détachement au titre de l'article 58-1 et au recrutement au titre de l'article 46 (1°) du même décret.**

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les emplois de professeur des universités figurant en annexe A du présent arrêté sont ouverts à la mutation, au détachement et, en application de l'article 46 (1°) du décret du 6 juin 1984 susvisé, au recrutement.

## TITRE I<sup>er</sup> MUTATION

Art. 2. - Sont admis à postuler l'ensemble de ces emplois les professeurs des universités titulaires qui, à la date de clôture du dépôt des candidatures, ont exercé des fonctions d'enseignant-chercheur pendant au moins trois ans dans l'établissement où ils sont affectés.

S'ils ne justifient pas, à cette date, de trois ans de fonctions d'enseignant-chercheur en position d'activité dans l'établissement où ils sont affectés, les professeurs des universités ne peuvent déposer une demande de mutation qu'avec l'accord de leur chef d'établissement d'affectation, donné après avis favorable du conseil d'administration en formation restreinte aux professeurs des universités et assimilés de rang au moins égal, ainsi que, le cas échéant, du directeur de l'institut ou de l'école faisant partie de l'université.

Art. 3. - Les candidats établiront un dossier destiné au chef de l'établissement affectataire de l'emploi postulé.

Le dossier comportera :

- 1° Une demande de mutation (annexe C) ;
- 2° Tout document administratif (original ou copie) permettant d'établir l'appartenance du candidat au corps des professeurs visés à l'article 2 du présent arrêté et la durée des services effectués ;
- 3° Le cas échéant, une attestation délivrée par le chef d'établissement justifiant de son accord et des avis favorables requis à l'article 2, deuxième alinéa, du présent arrêté ;
- 4° Une notice individuelle, *curriculum vitae* (annexe B) ;
- 5° Travaux, ouvrages, articles et réalisations comportant pour chacun d'entre eux le numéro figurant sur la notice individuelle ; le nom et l'adresse du candidat devront être portés sur chacun d'entre eux ainsi que l'intitulé exact de l'emploi postulé (numéro d'emploi, établissement, section, profil) ;

6° Une enveloppe autocollante timbrée à l'adresse du candidat.

Art. 4. - Le dossier devra parvenir (le cachet d'enregistrement du service réceptonnaire faisant foi) le 9 mars 1995 au plus tard ou être déposé à cette même date avant 17 heures.

Les candidats doivent prévoir un délai d'acheminement suffisant lorsque le dossier est adressé par la voie postale afin que celui-ci puisse parvenir à la date limite fixée à l'alinéa précédent.

Art. 5. - Les services de l'établissement donnent aux candidats réception des dossiers qui leur ont été adressés ou remis.

Aucun document, y compris thèses et travaux, n'est accepté après la clôture du dépôt des candidatures.

## TITRE II DÉTACHEMENT

Art. 6. - Les emplois de professeur des universités figurant en annexe A offerts au détachement sont des emplois susceptibles d'être vacants.

Les emplois pourvus à la suite de la procédure de mutation sont retirés de la liste des emplois offerts au détachement.

Art. 7. - Sont admis à faire acte de candidature :

- 1° Les fonctionnaires appartenant à un corps assimilé aux professeurs des universités pour la désignation des membres du Conseil national des universités ;
- 2° Les fonctionnaires appartenant à un grade ou nommés dans un emploi dont l'indice terminal est supérieur à l'échelle lettre A correspondant au dernier échelon des professeurs des universités de 2<sup>e</sup> classe ;

3° Les magistrats de l'ordre judiciaire appartenant au deuxième groupe du premier grade ou placés hors hiérarchie ;

4° Les fonctionnaires et les magistrats de l'ordre judiciaire titulaires d'une habilitation à diriger des recherches ou d'un doctorat d'Etat.

Les candidats doivent être titulaires dans leur corps d'origine depuis trois ans au moins à la date de clôture du dépôt des candidatures.

Art. 8. - Les candidats établiront un dossier destiné au chef de l'établissement affectataire de l'emploi postulé.

Le dossier comportera :

- 1° Une demande de détachement (annexe D) ;
- 2° Une attestation délivrée par le chef d'établissement ou l'administration dont relève le candidat, permettant d'établir son appartenance à l'une des catégories visées à l'article 7 ci-dessus et sa qualité de titulaire dans son corps d'origine depuis trois ans au moins à la date de clôture des candidatures ;
- 3° Pour les candidats mentionnés au 4° de l'article 7 ci-dessus, une copie de l'habilitation à diriger des recherches ou du doctorat d'Etat ;
- 4° Une notice individuelle, *curriculum vitae* (annexe B) ;
- 5° Une enveloppe autocollante timbrée à l'adresse du candidat ;
- 6° Travaux, ouvrages, articles et réalisations comportant pour chacun d'entre eux le numéro figurant sur la notice individuelle ; le nom et l'adresse du candidat devront être portés sur chacun d'entre eux ainsi que l'intitulé exact de l'emploi postulé (numéro d'emploi, établissement, section, profil) ;
- 7° Une copie du rapport de soutenance de thèse (s'il y a lieu) en deux exemplaires.

Art. 9. - Le dossier devra parvenir (le cachet d'enregistrement du service réceptonnaire faisant foi) le 9 mars 1995 au plus tard ou être déposé à cette même date avant 17 heures.

Les candidats doivent prévoir un délai d'acheminement suffisant lorsque le dossier est adressé par la voie postale afin que celui-ci puisse parvenir à la date limite fixée à l'alinéa précédent.

Art. 10. - Les services de l'établissement donnent aux candidats réception des dossiers qui leur ont été adressés ou remis.

Aucun document, y compris thèses et travaux, n'est accepté après la clôture des inscriptions.

## TITRE III RECRUTEMENT

Au titre de l'article 46 (1°)  
du décret du 6 juin 1984 susvisé

Art. 11. - Les emplois offerts au recrutement sont des emplois susceptibles d'être vacants.

Les emplois pourvus à la suite des procédures de mutation et de détachement ainsi que ceux pourvus, le cas échéant, par la réintégration d'enseignants-chercheurs en détachement sont retirés des concours de recrutement.

Art. 12. - Les emplois figurant en annexe A, non pourvus par mutation, détachement ou réintégration, sont ouverts au recrutement au titre de l'article 46 (1<sup>o</sup>) du décret du 6 juin 1984 susvisé.

Les candidats doivent être inscrits sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités établie par le Conseil national des universités.

Ils doivent en outre être titulaires : soit d'une habilitation à diriger des recherches ou d'un doctorat d'Etat ; soit de diplômes universitaires, qualifications et titres étrangers de niveau équivalent et avoir été dispensés, par le Conseil national des universités siégeant en application de l'article 45 du décret du 6 juin 1984 modifié susvisé, de l'habilitation à diriger des recherches.

Art. 13. - Les candidats ne possédant pas la nationalité française qui remplissent les conditions énumérées à l'article 12 du présent arrêté peuvent présenter leur candidature.

Art. 14. - Les candidats établiront deux dossiers distincts destinés l'un au recteur chancelier de l'académie dont relève l'établissement affectataire de l'emploi postulé, l'autre au chef de cet établissement.

En ce qui concerne l'université française du Pacifique, le premier dossier sera adressé au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (bureau D.G.A. 4), 45, rue des Saints-Pères, 75270 Paris Cedex 06 et le second dossier à l'université française du Pacifique, B.P. 46-35, Papeete, Tahiti (Polynésie française).

Art. 15. - Le dossier destiné au recteur chancelier, ou au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour ce qui concerne l'université française du Pacifique, comportera :

- 1<sup>o</sup> Une déclaration de candidature établie sur le modèle de l'annexe E ;
- 2<sup>o</sup> Une notice individuelle, *curriculum vitae*, établie sur le modèle de l'annexe B ;
- 3<sup>o</sup> Une fiche individuelle d'état civil ou une photocopie d'une pièce d'identité ;
- 4<sup>o</sup> Deux enveloppes timbrées autocollantes à l'adresse du candidat ;
- 5<sup>o</sup> Une attestation d'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités ;
- 6<sup>o</sup> Une pièce attestant de la possession de l'un des titres mentionnés au dernier alinéa de l'article 12 ci-dessus.

Les pièces en langue étrangère doivent être traduites en français.

Art. 16. - Le dossier destiné au chef de l'établissement affectataire de l'emploi postulé comportera :

- 1<sup>o</sup> Une déclaration de candidature (annexe E) ;
- 2<sup>o</sup> Une notice individuelle, *curriculum vitae* (annexe B), dûment complétée ;
- 3<sup>o</sup> Une enveloppe autocollante timbrée à l'adresse du candidat ;
- 4<sup>o</sup> Une attestation d'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités ;
- 5<sup>o</sup> Pour les rapporteurs, deux enveloppes distinctes comportant chacune :

- un exemplaire de la notice individuelle, *curriculum vitae* (annexe B), dûment complétée ;
- les travaux, ouvrages, articles et réalisations figurant en annexe B ;
- une copie du rapport de soutenance de thèse, s'il y a lieu.

Le nom et l'adresse du candidat devront être portés sur chaque enveloppe ainsi que l'intitulé exact de l'emploi postulé (numéro d'emploi, établissement, section, profil).

Art. 17. - Les deux dossiers devront parvenir (le cachet d'enregistrement du service réceptif faisant foi) le 9 mars 1995 au plus tard ou être déposés à cette même date avant 17 heures.

Les candidats doivent prévoir un délai d'acheminement suffisant lorsque le dossier est adressé par la voie postale afin que celui-ci puisse parvenir à la date limite fixée à l'alinéa précédent.

Art. 18. - Les services du rectorat ou du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour ce qui concerne l'université française du Pacifique, donnent aux intéressés récépissé de leur demande et des pièces jointes, sans que cela puisse préjuger de la recevabilité des candidatures.

De même, les services de l'établissement donnent aux candidats récépissé des dossiers qui leur ont été adressés ou remis.

Aucun document, y compris thèses et travaux, n'est accepté après la clôture des inscriptions ; toutefois l'attestation d'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités, délivrée au titre de l'année 1995, pourra être produite au plus tard lors de la première réunion de la commission de spécialistes.

Art. 19. - Le recteur d'académie, chancelier des universités, ou le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche pour ce qui concerne l'université française du Pacifique, arrête, après examen des dossiers, la liste des candidatures recevables et la transmet aux chefs d'établissement concernés.

Les candidats qui n'ont pas déposé les dossiers destinés aux chefs d'établissement sont considérés comme ayant renoncé à leur candidature.

Art. 20. - Les résultats des concours de recrutement de professeur des universités, ouverts par le présent arrêté, sont enregistrés jusqu'au 24 mai 1995 sur un centre serveur accessible par voie télématique.

Art. 21. - Les candidats admis à un ou plusieurs des concours dont les résultats auront été enregistrés dans les conditions fixées à l'article précédent doivent faire parvenir au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, au plus tard le 12 juin 1995, soit par voie télématique, soit par écrit, leur engagement d'occuper l'emploi ou l'un des emplois correspondants qu'ils devront classer par ordre décroissant de préférence.

Art. 22. - Les candidats accèdent au centre serveur en utilisant le numéro d'identification et le code d'accès personnel attribués aux candidats inscrits sur les listes de qualification, qui assurent la confidentialité et l'authentification de l'opération. Cet accès est ouvert du 31 mai au 12 juin 1995 inclus.

A l'issue de la saisie, un écran affiche soit l'engagement d'occuper l'emploi, soit l'engagement d'occuper l'un des emplois que l'intéressé classe selon un ordre décroissant de préférence et lui demande de valider ou de modifier cette communication.

Un message final indique que l'engagement et le classement des vœux d'affectation qui ont été affichés ont été enregistrés et invite l'intéressé à interrompre la connexion télématique.

La saisie peut être modifiée par voie télématique jusqu'à la date prévue au présent article.

Art. 23. - A défaut d'utilisation de la voie télématique, les intéressés doivent faire parvenir par écrit au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche leur engagement et, le cas échéant, le classement de leurs vœux d'affectation en indiquant :

- leur nom patronymique et leur prénom ;
- le cas échéant, leur nom marital ;
- leur date de naissance ;
- leur adresse personnelle ;
- pour chaque emploi : l'ordre de préférence, le nom de l'établissement, la nature de l'emploi (professeur des universités), la discipline, le numéro d'ordre de l'emploi indiqué sur l'arrêté d'ouverture du concours ;
- le numéro d'identification qui leur a été communiqué à la suite de leur inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités.

Ce document doit être daté et signé.

Art. 24. - Lorsqu'une personne transmet par écrit et par voie télématique des engagements ou des classements des vœux d'affectation différents, seul le document écrit peut être pris en considération sous réserve qu'il ait été reçu dans le délai prévu à l'article 22 ci-dessus.

Art. 25. - Le directeur général de l'administration, des ressources humaines et des affaires financières, les recteurs d'académie, chanceliers des universités et les chefs d'établissement intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 janvier 1995.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de l'administration,  
des ressources humaines  
et des affaires financières,  
J.-F. ZAHN

## ANNEXE A

LISTE DES EMPLOIS DE PROFESSEURS  
DES UNIVERSITES OFFERTS A LA MUTATION,  
AU DETACHEMENT ET AU RECRUTEMENT AU TITRE  
DES ARTICLES 51, 58-1 ET 46-1  
DU DECRET N° 84-431 DU 6 JUIN 1984 MODIFIE

9e section : Langue et littérature françaises

Université Française du Pacifique : Papeete : 0117.

**ARRETE MINISTERIEL du 18 janvier 1995 portant déclaration  
de vacance d'emplois de professeur des universités offerts  
à la mutation et au détachement (disciplines juridiques,  
politiques, économiques et de gestion).**

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences.

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les emplois de professeur des universités des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion désignés dans la liste annexée au présent arrêté (annexe A) sont ouverts à la mutation, au détachement.

TITRE I<sup>er</sup>

## MUTATION

Art. 2. - Sont admis à postuler à ces emplois les professeurs des universités qui, à la date de clôture du dépôt des candidatures, ont exercé des fonctions d'enseignant-chercheur pendant au moins trois ans dans l'établissement où ils sont affectés.

S'ils ne justifient pas, à cette date, de trois ans de fonctions d'enseignant-chercheur en position d'activité dans l'établissement où ils sont affectés, les professeurs des universités ne peuvent déposer une demande de mutation qu'avec l'accord de leur chef d'établissement d'affectation, donné après avis favorable du conseil d'administration en formation restreinte aux professeurs des universités et assimilés de rang au moins égal, ainsi que, le cas échéant, du directeur de l'institut ou de l'école faisant partie de l'université.

Art. 3. - Les candidats établiront un dossier destiné au chef de l'établissement affectataire de l'emploi postulé.

Le dossier comportera :

1<sup>re</sup> Une demande de mutation (annexe C) ;

2<sup>re</sup> Tout document administratif (original ou copie) permettant d'établir l'appartenance du candidat au corps des professeurs visés à l'article 2 du présent arrêté et la durée des services effectués ;

3<sup>re</sup> Le cas échéant, une attestation délivrée par le chef d'établissement justifiant de son accord et des avis favorables requis à l'article 2, deuxième alinéa, du présent arrêté ;

4<sup>re</sup> Une notice individuelle, *curriculum vitae* (annexe B) ;

5<sup>re</sup> Travaux, ouvrages, articles et réalisations comportant pour chacun d'entre eux le numéro figurant sur la notice individuelle ; le nom et l'adresse du candidat devront être portés sur chacun d'entre eux ainsi que l'intitulé exact de l'emploi postulé (numéro d'emploi, établissement, section, profil) ;

6<sup>re</sup> Une enveloppe autocollante timbrée à l'adresse du candidat.

Art. 4. - Le dossier devra parvenir (le cachet d'enregistrement du service réceptionnaire faisant foi) le 9 mars 1995 au plus tard ou être déposé à cette même date avant 17 heures.

Les candidats doivent prévoir un délai d'acheminement suffisant lorsque le dossier est adressé par la voie postale afin que celui-ci puisse parvenir à la date limite fixée à l'alinéa précédent.

Art. 5. - Les services de l'établissement donnent aux candidats réceptionnés des dossiers qui leur ont été adressés ou remis.

Aucun document, y compris thèses et travaux, n'est accepté après la clôture du dépôt des candidatures.

## TITRE II

## DETACHEMENT

Art. 6. - Les emplois offerts au détachement sont des emplois susceptibles d'être vacants.

Les emplois pourvus à la suite de la procédure de mutation sont retirés de la liste des emplois offerts au détachement.

Art. 7. - Sont admis à faire acte de candidature :

1<sup>re</sup> Les fonctionnaires appartenant à un corps assimilé aux professeurs des universités pour la désignation des membres du Conseil national des universités ;

2<sup>re</sup> Les fonctionnaires appartenant à un grade ou nommés dans un emploi dont l'indice terminal est supérieur à l'échelle lettre A correspondant au dernier échelon des professeurs des universités de 2<sup>e</sup> classe ;

3<sup>re</sup> Les magistrats de l'ordre judiciaire appartenant au deuxième groupe du premier grade ou placés hors hiérarchie ;

4<sup>re</sup> Les fonctionnaires et les magistrats de l'ordre judiciaire titulaires d'une habilitation à diriger des recherches ou d'un doctorat d'Etat.

Les candidats doivent être titulaires dans leur corps d'origine depuis au moins trois ans à la date de clôture du dépôt des candidatures.

Art. 8. - Les candidats établiront un dossier destiné au chef de l'établissement affectataire de l'emploi postulé.

Le dossier comportera :

1<sup>re</sup> Une demande de détachement (annexe D) ;

2<sup>re</sup> Une attestation délivrée par le chef d'établissement ou l'administration dont relève le candidat permettant d'établir son appartenance à l'une des catégories visées à l'article 7 ci-dessus et sa qualité de titulaire dans son corps d'origine depuis trois ans au moins à la date de clôture du dépôt des candidatures ;

3<sup>re</sup> Pour les candidats mentionnés au 4<sup>re</sup> de l'article 7 ci-dessus, une copie de l'habilitation à diriger des recherches ou du doctorat d'Etat ;

4<sup>re</sup> Une notice individuelle, *curriculum vitae* (annexe B) ;

5<sup>re</sup> Une enveloppe autocollante timbrée à l'adresse du candidat ;

6<sup>re</sup> Travaux, ouvrages, articles et réalisations comportant pour chacun d'entre eux le numéro figurant sur la notice individuelle ; le nom et l'adresse du candidat devront être portés sur chacun d'entre eux ainsi que l'intitulé exact de l'emploi postulé (numéro d'emploi, établissement, section, profil) ;

7<sup>re</sup> Une copie du rapport de soutenance de thèse (s'il y a lieu) en deux exemplaires.

Art. 9. - Le dossier devra parvenir (le cachet d'enregistrement du service réceptionnaire faisant foi) le 9 mars 1995 au plus tard ou être déposé à cette même date avant 17 heures.

Les candidats doivent prévoir un délai d'acheminement suffisant lorsque le dossier est adressé par la voie postale afin que celui-ci puisse parvenir à la date limite fixée à l'alinéa précédent.

Art. 10. - Les services de l'établissement donnent aux candidats réceptionnés des dossiers qui leur ont été adressés ou remis.

Aucun document, y compris thèses et travaux, n'est accepté après la clôture des inscriptions.

Art. 11. - Le directeur général de l'administration, des ressources humaines et des affaires financières, les recteurs d'académie, chanceliers des universités et les chefs d'établissement intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 janvier 1995.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'administration,  
des ressources humaines  
et des affaires financières.

J.-F. ZAHN

## ANNEXE A

**LISTE DES EMPLOIS DE PROFESSEURS  
DES UNIVERSITES VACANTS OU SUSCEPTIBLES  
DE L'ETRE OFFERTS A LA MUTATION  
ET AU DETACHEMENT (DISCIPLINES JURIDIQUES,  
POLITIQUES, ECONOMIQUES ET DE GESTION)**

1<sup>re</sup> section : Droit privé et sciences criminelles

.....  
Université française du Pacifique : Papeete, Droit privé,  
1<sup>er</sup> octobre 1995 : 0051 S.  
.....

**Décision n° 95-35 du 10 janvier 1995 mettant fin aux fonctions d'un membre suppléant du comité technique radiophonique de Polynésie, à Tahiti**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu le décret n° 89-632 du 7 septembre 1989 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-1 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 92-230 du 31 mars 1992 fixant le règlement intérieur des comités techniques radiophoniques et précisant les modalités d'exercice des missions qui leur sont conférées par l'article 29-1 de la loi susvisée ;

Vu la décision n° 93-136 du 16 mars 1993 portant désignation de membres suppléants au comité technique radiophonique de Polynésie, à Tahiti ;

Vu la lettre du 12 décembre 1994 par laquelle M. Joseph Adam a remis sa démission de membre suppléant du comité technique radiophonique de Polynésie ;

Après en avoir délibéré.

## Décide :

Art. 1<sup>er</sup>. - Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Joseph Adam, membre suppléant du comité technique radiophonique de Polynésie.

Art. 2. - L'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 93-136 du 16 mars 1993 est abrogé en tant qu'il concerne M. Joseph Adam.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1995.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

*Le président,*

J. BOUTET

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 25 janvier 1995 autorisant au titre de l'année 1995 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'un agent de constatation ou d'assiette des impôts du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femme ou homme).**

Par arrêté du ministre du budget et du ministre de la fonction publique en date du 25 janvier 1995, est autorisée au titre de l'année 1995 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'un agent de constatation ou d'assiette des impôts du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femme ou homme).

La date limite de dépôt des candidatures et la date des épreuves feront l'objet d'un avis du haut-commissaire de la République en Polynésie française, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Nota.* — Pour tout renseignement, les candidats peuvent s'adresser au haut-commissariat de la République en Polynésie française (direction de l'administration et des finances), B.P. 115, Papeete.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 27 janvier 1995 autorisant au titre de l'année 1995 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes).**

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 27 janvier 1995, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée au titre de l'année 1995 l'ouverture de concours externe et interne pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes).

La liste qui suit mentionne, par spécialités, les académies organisant les épreuves de ces concours :

*Administration et dactylographie*

Concours externe : Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Corse, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nice, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Réunion, Toulouse, Polynésie française.

Concours interne : Besançon, Caen, Corse, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nice, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Réunion, Toulouse, Polynésie française.

Le nombre de places offertes à ces concours sera fixé par un arrêté ultérieur.

La date des épreuves et la composition du jury feront l'objet d'arrêtés des recteurs, dans chacune des académies concernées. Toutefois, la clôture des inscriptions ne pourra pas intervenir avant le jeudi 16 février 1995.

*Nota.* — Pour tout renseignement, les candidats doivent s'adresser au service des examens et concours du rectorat de l'académie ou des académies de leur choix.

**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

**SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT**

**CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS  
AVIS N° 196 ENR**

Conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 27 janvier 1855 concernant l'administration des successions et biens vacants, il est donné avis de l'ouverture de la succession vacante de Mme Jacqueline Schladt, épouse Darthout, née le 25 juin 1924 à Paris (8<sup>e</sup>), décédée le 7 mars 1989 à Punaauia.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de Papeete, soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres.

Fait à Papeete, le 15 février 1995.

*Le curateur aux successions  
et biens vacants,*

Théodore CERAN-JERUSALEM.

### SERVICE DE L'URBANISME

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE ARUE POUR LE MOIS DE JANVIER 1995

##### *Travaux autorisés le 4 janvier 1995*

N° 94-1442-1 MAE.AU, M. Georges Kucsera, parcelle cadastrée 101, section H (lot 160, lotissement Erima), 1 mur de soutènement et 1 piscine ;

N° 94-1503-1, M. et Mme Gilles Chougues, parcelle cadastrée 94, section E (lot 17, lotissement Teua), 1 mur de soutènement ;

N° 94-1531-1, Mlle Lucia Ponia, parcelle cadastrée 117, section E (lot 30, lotissement Teua), 1 maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 13 janvier 1995*

N° 94-1502-1 MAE.AU, M. Jean-Baptiste Ah Scha, partie parcelle cadastrée 238, section H (lot 217, lotissement Erima), extension d'une maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 24 janvier 1995*

N° 94-1558-1 MAE.AU, Mme Maruia Jorda, parcelle cadastrée 88, section E (lot 1, lotissement Teua), 1 maison d'habitation ;

N° 95-2-1, Mlle Ina Wong Sun Cha, parcelle cadastrée 341, section H (lot 46, lotissement Erima, flot C), 1 maison d'habitation.

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE PAPARA POUR LE MOIS DE JANVIER 1995

##### *Travaux autorisés le 5 janvier 1995*

N° 94-1529-1 MP.AU, M. Yves Tiare, parcelle cadastrée 111, section AL (parcelle A, terre Apopotahi), P.K. 34,500, côté mer, 1 clôture.

##### *Travaux autorisés le 10 janvier 1995*

N° 94-375-5 MP.AU, E.E.P.F., parcelles cadastrées 125 à 127, section AP (parcelle terre Tehere), P.K. 35,900, côté mer, 1 clocher.

##### *Travaux autorisés le 13 janvier 1995*

N° 94-1077-1 MP.AU, M. Hervé Rasselet, partie parcelle cadastrée 4, section BH (ancien domaine Atimaono), P.K. 39,800, côté montagne, 1 bâtiment destiné à un élevage de lapins avec abattage.

##### *Travaux autorisés le 17 janvier 1995*

N° 94-1514-1 MP.AU, M. et Mme Taehau Metua, parcelle cadastrée 59, section AP (lot 3a, terre Tinau), P.K. 35,600, côté montagne, 1 maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 20 janvier 1995*

N° 94-1528-1 MP.AU, Mme Anatila Nordman, épouse Bréaud, parcelle cadastrée 123, section AR (ancien domaine N.T. Brander), P.K. 36, côté montagne, 1 maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 24 janvier 1995*

N° 95-17-1 MP.AU, M. Arthur Teapaitua Salmon, parcelle cadastrée 43, section AR (lot 3, terre Mahaitoa 1), P.K. 36,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 27 janvier 1995*

N° 94-1555-1 MP.AU, M. Billy Richmond, parcelle cadastrée 79, section AP (lot 1C, terre Maataravai 3), P.K. 35,600, côté montagne, 1 maison d'habitation.

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LE MOIS DE JANVIER 1995

##### COMMUNE DE HIVA OA

##### *Travaux autorisés le 9 janvier 1995*

N° 1-95 PC/MAE. AU.MAR., M. Lebronnec Alain, parcelle n° 2143 de la terre Makemake sise à Atuona, 1 maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 24 janvier 1995*

N° 4-95 PC/MAE.AU.MAR., M. Tehaamoana Maxime, parcelle n° 53 de la terre Faetia sise à Atuona, 1 maison d'habitation.

##### COMMUNE DE NUKU HIVA

##### *Travaux autorisés le 24 janvier 1995*

N° 2-95 PC/MAE.AU.MAR., M. Jamet Alain, mandataire de l'association "les Témoins de Jéhovah", parcelle H2 de la terre Mukaopaoho sise à Taiohae, 1 clôture ;

N° 3-95, M. Ah Scha Teuia Victorin, parcelle n° 69 de la terre Tehoopapeaki sise à Taiohae, 1 maison d'habitation.

##### COMMUNE DE UA POU

##### *Travaux autorisés le 24 janvier 1995*

N° 5-95 PC/MAE.AU.MAR., Mme Klima Augustine, parcelle de la terre Kuatemumu 2, n° 85, sise à Hakahau, restaurant et une pension de famille ;

N° 6-95, M. Aka William, parcelle du lot n° 12 de la terre Pautaukua sise à Hakahau, 1 maison d'habitation ;

N° 7-95, M. Bruneau Edouard, parcelle de la terre Matautu B, n° 14, sise à Hakahau, 1 bâtiment à usage de commerce et habitation.

**PERMIS DE LOTIR**

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

**CERTIFICAT DE CONFORMITE  
N° 174 MAE**

Référ. : - Arrêté n° 435 MAE du 4 février 1994 ;  
- Arrêté n° 820 MAE du 14 février 1995.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation de l'opération dénommée "Arii Nui", comprenant un groupe d'habitations et un lotissement sur les parcelles cadastrées n°s 1287, 1288 et 1289, section B5 (terres Tefaretahotu et Poopoovaru), sises à Tiputa, commune de Rangiroa, par le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.), ayant été accomplies pour les 20 lots bâtis : 8 logements de type F3 sur les lots n°s 20 à 23 et 31 à 34, 12 logements de type F4 sur les lots n°s 1 à 7 et 10 à 14, les 21 lots nus n°s 8, 9, 15 à 19, 24 à 30 et 35 à 41, le présent certificat, prévu à l'article D 141-8 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 15 février 1995.

*Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme,  
de l'énergie et des ports,  
Gaston TONG SANG.*

**PARTIE NON OFFICIELLE****ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES****Charlie GIBEAUX, avocat****Immeuble Grand Hôtel, téléphone 41.08.28**

Avis est donné que suivant acte sous seing privé du 11 février 1995, enregistré à Papeete le 15 février 1995, folio 39, bordereau 1094/18, M. Teva Yroni, demeurant à Paopao, île de Moorea, a fait l'apport en nature à la société à responsabilité limitée dénommée Lagon Côté Montagne, en constitution, ayant son siège social à Paopao, île de Moorea, au capital de *deux millions de francs Pacifique*, de différents éléments de la branche d'activité de visite d'aquarium, négociant, vente au détail de pareu, lingerie et vêtements locaux dans le style local et des marchandises, pour une valeur totale de *deux millions de francs Pacifique* (2.000.000 F CFP).

Les créanciers pourront faire la déclaration de leurs créances au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete dans les 10 jours de la dernière en date des publications.

*Pour première insertion.***Charlie GIBEAUX, avocat****Immeuble Grand Hôtel, téléphone 41.08.28**

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte sous seing privé du 11 février 1995, enregistré à Papeete le 15 février 1995, folio 39, bordereau 1094/18, de l'exploitation agricole à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont énoncées ci-dessous :

*Dénomination* : Le Jardin de la Mer ;*Siège* : Paopao, P.K. 8,600, île de Moorea ;*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de Papeete ;

*Objet* : l'exercice d'activités réputées agricoles spécialement en matière de periculture. Pour la réalisation de l'objet ci-dessus toutes opérations propres à en favoriser l'accomplissement et le développement sous réserve qu'elles s'y rattachent directement ou indirectement et qu'elles ne modifient pas les caractères civil et agricole de la société ;

*Capital social* : un million de francs Pacifique (1.000.000 F CFP) ;*Gérant* : Teva Yroni, demeurant à Paopao, île de Moorea ;*Agrément* : dans tous les cas de mutation de parts au cas de pluralité d'associés.

La société sera immatriculée au R.C.S. de Papeete.

*Pour avis et mention.***Charlie GIBEAUX, avocat****Immeuble Grand Hôtel, téléphone 41.08.28**

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte sous seing privé du 11 février 1995, enregistré à Papeete le 15 février 1995, folio 39, bordereau 1094/18, de la société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont énoncées ci-dessous :

*Dénomination* : Lagon Côté Montagne ;*Siège* : Paopao, P.K. 8,600, île de Moorea ;*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de Papeete ;

*Objet* : la réalisation de tous investissements directs ou indirects dans les secteurs du tourisme, de l'artisanat, des loisirs, de la restauration, de l'hôtellerie par tous moyens ; l'exploitation des biens appartenant à la société ;

*Capital social* : deux millions de francs Pacifique (2.000.000 F CFP) ;*Gérant* : Teva Yroni, demeurant à Paopao, île de Moorea ;*Agrément* : dans tous les cas de mutation de parts au cas de pluralité d'associés.

La société sera immatriculée au R.C.S. de Papeete.

*Pour avis et mention.*

**CLAUDE GIRARD, ancien bâtonnier  
DENISE GIRARD-GOUPIL, ancien bâtonnier  
MARIE-JOSEE LEOU  
Avocats près la Cour d'appel de Papeete**

D'une requête datée du 2 février 1995, il appert que M. Jacques HIONGUE, chauffeur de camion, né le 9 septembre 1949 à Papeete, et son épouse, Mme Chun Lan KONG, née à Tunk Kong, Guangdong, Chine, le 26 mars 1955, demeurant ensemble à Papeete, Tipaerui, quartier Alexandre, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete l'homologation du régime de la communauté légale qu'ils ont convenus d'adopter selon acte reçu par Me CORMIER, notaire à Papeete, le 28 septembre 1994.

*Pour extrait,  
Marie-Josée LEOU.*

**Etude de Me André HAMELIN**  
Notaire à Uturoa

**S.A.R.L. ARII CREATION**  
**Société à responsabilité limitée "ARII CREATION"**  
**Au capital de 3.000.000 F CFP**  
**Siège social : Uturoa**

**AVIS D'APPORT DE TROIS FONDS DE COMMERCE**  
*Deuxième avis*

Aux termes du même acte de constitution de société, reçu par Me André HAMELIN, le 3 février 1995,

M. Joseph CHAUSOY, commerçant, et Mme Marguerite KIEOU KIEN, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à Uturoa (Raiatea), côté mer, lieu dit Tonoi, ont apporté à la société à responsabilité limitée dénommée "ARII CREATION S.A.R.L." en cours de formation au capital de 3.000.000 F CFP, dont le siège sera fixé à Uturoa, centre-ville, côté montagne, qui sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete :

A - Un fonds de commerce d'imprimeur sur tissus, loueur de films vidéo, peinture d'enseignes publicitaires et loueur de moyen de transport par bateau (promenade en mer, pêche), exploité à Uturoa sous le nom commercial "ARII BOUTIQUE", pour lequel M. Joseph CHAUSOY est immatriculé au registre du commerce de Papeete sous le numéro 3.375-A, ce fonds de commerce a été estimé un million de francs,

B - Un fonds de commerce de négociant en lingerie, dépendant de la société en nom collectif "CHAUSOY et Compagnie" dont les deux seuls associés sont M. et Mme Joseph CHAUSOY, exploité sous le nom commercial de "TAHITI BEACH" à Papeete, avenue du Maréchal-FOCH, pour lequel la S.N.C. est immatriculée au registre du commerce de Papeete, sous le numéro 3.213-B, ce fonds de commerce a été estimé cinq millions de francs,

C - Un fonds de commerce de négociant en lingerie, dépendant de la société en nom collectif "CHAUSOY et Compagnie" dont les deux seuls associés sont M. et Mme Joseph CHAUSOY, exploité à Papeete, quartier du commerce, pour lequel la S.N.C. est immatriculée au registre du commerce de Papeete, sous le numéro 3.213-B, ce fonds de commerce a été estimé cinq millions de francs,

Le montant total des apports en nature s'élevant à la somme de 21.360.319 F CFP, à charge par la société d'acquitter le passif commercial s'élevant à la somme de 18.760.319 F.

La société sera propriétaire des trois fonds de commerce à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les créanciers des apporteurs auront un délai de dix jours à compter de la dernière en date des publications prescrites par la loi, pour faire la déclaration de leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Papeete, conformément à l'article 7 de la loi du 17 mars 1909.

*Pour deuxième et dernière insertion,*  
Me André HAMELIN, notaire à Uturoa.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire**  
**à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 11 avenue Bruat.**

**AVIS DE VENTE**  
**DE FONDS DE COMMERCE**

Suivant acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire susnommé les 25 et 26 janvier 1995, enregistré à Papeete, le 27 janvier 1995, folio 36, bordereau n° 1002/2,

La société dénommée "Comptoir Océanien de Plomberie et d'Equipeement", par abréviation "C.O.P.E.", société à responsabilité limitée au capital de 30.000.000 F CFP, dont le siège social est à Faava, Auae, P.K. 2,500, R.C.S. Papeete n° 2319 B,

A vendu avec entrée en jouissance immédiate à :

M. Jules THUILLIEZ, vendeur et Mme Johanna TATARATA, son épouse, demeurant ensemble à Faavaone, P.K. 49,100, côté montagne,

La succursale du fonds de commerce de plomberie et vente d'articles de plomberie, sis et exploité à Taravao, route de Tautira, face à la Brasserie dans l'immeuble BROWN, connue sous le nom de C.O.P.E. et dépendant de l'entreprise de la société venderesse en ce compris les marchandises, et pour laquelle la société "C.O.P.E." est immatriculée au R.C.S. de Papeete, sous le numéro 2319 B et à l'Istat sous le numéro 113407,

Moyennant le prix de 10.000.000 F CFP.

Les oppositions éventuelles seront reçues en l'Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, 11 avenue Bruat, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les 10 jours de la dernière des publications légales.

*Pour deuxième insertion,*  
Me Bernard BRUGGMANN,  
Notaire.

**AVIS DE CONSTITUTION**

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 16 février 1995, de la société à responsabilité limitée de forme unipersonnelle dont les caractéristiques sont énoncées ci-dessous :

*Dénomination :* MAREVA IMPORT.

*Siège :* PAEA.

*Durée :* 99 années.

*Objet :*

- l'achat, l'importation, l'exportation, la vente en gros, demi-gros ou au détail de tous produits, toutes marchandises ou tous articles ;
- la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment celles dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêt économique ou sociétés en participation.

Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

*Capital social* : 1.000.000 FCP, divisé en 500 parts sociales de 2.000 FCP chacune, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

*Gérance* : DEGAGE TANIA.

Nommée aux termes des statuts, durée non limitée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,*

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SOCIETE POLYNESIENNE D'IMPORTATION  
ET DE DISTRIBUTION (S.P.I.D.)**

**Société anonyme au capital de 120.000.000 F CFP**

**Siège social** : Arue, P.K. 4,600

**R.C.S** : Papeete n° 3508-B

**COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR**

**CHANGEMENT DE PRESIDENT**

(C.A. du 8 février 1995)

*Ancienne mention*

*Administrateur* :

M. René BOUR, demeurant à Arue, P.K. 4,700, lotissement Erima.

*Président du C.A.* :

M. René BOUR, demeurant à Arue, P.K. 4,700, lotissement Erima.

*Nouvelle mention*

*Administrateur* :

M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300.

*Président du C.A.* :

M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300.

*Pour avis,*

Le conseil d'administration.

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SERVICE MOBIL**

**Société anonyme au capital de 945.000.000 F CFP**

**Siège social** : Papeete, Fare Ute

**R.C.S.** : Papeete n° 47-B

Par lettre en date du 6 décembre 1994, M. Patrick SIU, demeurant à Punaauia, P.K. 9,600, a démissionné de ses fonctions d'administrateur à compter du même jour.

*Pour avis,*

Le conseil d'administration.

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SOCIETE CIVILE DE GESTION DE PUUNUI**

**Société civile au capital de 300.000 F CFP**

**Siège social** : Arue, P.K. 3,300

**R.C.S.** : Papeete n° 1564-B

**REMPLACEMENT D'UN GERANT**

(Décision collective du 18 mai 1994)

*Ancienne mention*

*Gérant* :

La société a pour gérant statutaire :

- M. François VAN DEN BROEK D'OBRENAN, directeur de société, demeurant à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 21, boulevard Richard-Wallace.

*Nouvelle mention*

*Gérant* :

- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800.

*Pour avis,*

La gérance.

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**CASIMIR TAHITI AIRPORT DUTY FREE SHOP**

**Société anonyme au capital de 5.400.000 F CFP**

**Siège social** : Arue, P.K. 4,600

**R.C.S.** : Papeete n° 527-B

**CHANGEMENT D'ADMINISTRATEURS**

(A.G.O.A. du 30 décembre 1994)

*Ancienne mention*

*Administrateurs* :

- M. Dominique AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800 ;
- la Brasserie du Pacifique, société anonyme au capital de 468.740.000 F CFP, dont le siège est à Arue, P.K. 4,600, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 70 B. Représentant permanent : M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300 ;
- M. Georgy HELLOUIN, demeurant à Punaauia, résidence Jambolana ;
- la société Sullivan Polynésie, société anonyme au capital de 120.000.000 F CFP, dont le siège est à Arue, P.K. 4,600, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 924 B. Représentant permanent : M. Warren ELLACOTT, demeurant à Arue, P.K. 6.

*Nouvelle mention*

*Administrateurs* :

- M. Dominique AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800 ;
- M. Bruno WAN, demeurant à Papeete, Pātutoa, village Vaiete ;
- M. Guy WAN, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Jean-Marc PANTALACCI, demeurant à Papeete, boulevard Pomare.

*Pour avis,*

Le conseil d'administration.

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE GESTION DE TOAHOTU**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 1.000.000 F CFP  
Siège social : Vairao (Polynésie française), P.K. 6, Puunui  
R.C.S. : Papeete n° 4968-B

**CHANGEMENT DE GERANT**  
Décision collective du 18 mai 1994

*Ancienne mention*

*Gérant :*

M. Pierre ROUGIER, gérant de société, demeurant à Orsay (91400), 3, rue Racine, Bâtiment B.

*Nouvelle mention*

*Gérant :*

Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800.

*Pour avis,  
La gérance.*

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SOCIETE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE  
DE LA STATION DE PUUNUI**  
Société anonyme au capital de 32.000.000 F CFP  
Siège social : Vairao, P.K. 6, Puunui  
R.C.S. : Papeete n° 1296-B

**NOMINATION D'ADMINISTRATEURS  
CHANGEMENT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES  
NOMINATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUPPLEANT**  
(A.G.O. du 30 juin 1994)

*Ancienne mention*

*Administrateurs :*

- M. François VAN DEN BROEK D'OBRENAN, demeurant à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 21, boulevard Wallace ;
- M. Alain VAN DEN BROEK D'OBRENAN, demeurant à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 21, boulevard Wallace ;
- M. Dominique AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800, côté mer ;
- et M. Bernard MOREL, demeurant à L'Etang-la-Ville (Yvelines), 9, allée de la Genêtrière.

*Commissaire aux comptes :*

- M. Jean-Pierre GOSSE, demeurant à Papeete, centre Vaima.

*Nouvelle mention*

*Administrateurs :*

- M. François VAN DEN BROEK, demeurant 16, avenue de Friedland, 75008, Paris ;
- M. Dominique AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800, côté mer ;
- M. Bernard MOREL, demeurant 16, avenue de Friedland, 75008, Paris ;

- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,800, côté mer ;
- La Société civile de gestion de Puunui, société civile au capital de 300.000 F CFP, dont le siège est à Arue, P.K. 3,300, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 1564 B. Représentant permanent : M. Alain VAN DEN BROEK D'OBRENAN, demeurant 16, rue de Friedland, 75008, Paris.

*Commissaire aux comptes titulaire :*

La S.C.P. de commissaires aux comptes PICARG-GOSSE-PARION, société civile professionnelle au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège est à Papeete, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 4951 C.

*Commissaire aux comptes suppléant :*

M. Christophe PARION, domicilié à Papeete, centre Vaima.

*Pour avis,  
Le conseil d'administration.*

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SULLIVAN POLYNESIE**  
Société anonyme au capital de 120.000.000 F CFP  
Siège social : Arue, P.K. 4,600  
R.C.S. : Papeete n° 924-B

**COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR  
CHANGEMENT DE PRESIDENT**  
(C.A. du 8 février 1995)

*Ancienne mention*

*Administrateur :*

M. René BOUR, demeurant à Arue, P.K. 4,700, lotissement Erima.

*Président du C.A. :*

M. René BOUR, demeurant à Arue, P.K. 4,700, lotissement Erima.

*Nouvelle mention*

*Administrateur :*

M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300.

*Président du C.A. :*

M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300.

*Pour avis,  
Le conseil d'administration.*

**Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete**

**SOCIETE OCEANIEENNE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS  
ALIMENTAIRES - SODIPAL**  
Société anonyme régie par les articles 118 à 150 de la loi sur les sociétés commerciales  
Capital : 174.600.000 F CFP  
Siège social : Arue, P.K. 4,600  
R.C.S. : Papeete n° 151-B

Il résulte des décisions du conseil de surveillance du 8 février 1995 les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Ancienne mention**Membres du conseil de surveillance :*

- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,600 ;
- M. Warren ELLACOTT, demeurant à Arue, P.K. 6 ;
- La Brasserie du Pacifique, S.A. au capital de 468.740.000 F CFP, dont le siège est à Arue, P.K. 4,600, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 70 B. Représentant permanent : M. Louis TIGHELLO, demeurant à Punaauia ;
- M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300.

*Président du conseil de surveillance :*

- M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300.

*Membres du directoire :*

- M. René BOUR, demeurant à Arue, P.K. 4,700, lotissement Erima ;
- M. Georgy HELLOUIN, demeurant à Punaauia, résidence Jambolana.

*Nouvelle mention**Membres du conseil de surveillance :*

- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,600 ;
- M. Warren ELLACOTT, demeurant à Arue, P.K. 6 ;
- La Brasserie du Pacifique, S.A. au capital de 468.740.000 F CFP, dont le siège est à Arue, P.K. 4,600, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 70 B. Représentant permanent : M. Georgy HELLOUIN, demeurant à Punaauia, résidence Jambolana.

*Président du conseil de surveillance :*

- M. Warren ELLACOTT, demeurant à Arue, P.K. 6.

*Membres du directoire :*

- M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, P.K. 40,300 ;
- M. Fabrice BAFFOU, demeurant à Mahina, P.K. 9,200, côté montagne.

*Pour avis,  
Le directoire.*

**ANNONCES DIVERSES**

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES COMPTABLES  
DU TRESOR ET ASSIMILES  
SECTION DE POLYNESIE FRANÇAISE**

*Modification des statuts*

L'article 5 des statuts est modifié comme suit : "L'Association est administrée par un bureau composé de quatre membres au moins qui désignent en son sein un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire."

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 janvier 1994)

- |                |                        |
|----------------|------------------------|
| Président      | : LOUEDEC Jean-René    |
| Vice-président | : FRANZ Régis          |
| Secrétaire     | : BUFFET Yves          |
| Trésorier      | : AITLARBI Jean-Claude |
| Assesseur      | : PERRIN Serge         |

**ASSOCIATION TAMARII HEIVA TEREIA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 janvier 1995)

- |                     |  |
|---------------------|--|
| Président           | : TEREUA Willy                           |
| Vice-président      | : TERITAPUNUI Jean-Yves                  |
| Secrétaire          | : TUTURURAI Tina                         |
| Secrétaire adjoint  | : TEPA Thierry                           |
| Trésorière          | : TEREUA Heitiare                        |
| Trésorière adjointe | : TEPA Tearere                           |
| Assesseurs          | : TUFAIMEA Thierry<br>PAOAAFAITE Raimana |

**DELEGATION DU C.T.S. DE NUKU HIVA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 janvier 1995)

- |                    |   |
|--------------------|---|
| Président          | : TEHAAMOANA Joseph   |
| Vice-présidents    | : TEIKITEETINI Charles<br>TAATA Alexandre                   |
| Secrétaire         | : TAATA Pierre  |
| Secrétaire adjoint | : KAVEE Joseph  |
| Trésorier          | : TAUPOTINI Charles   |
| Trésorier adjoint  | : KAUTAI Benoit   |
| Membres            | : TEIKITEKAHIOHO Gabriel<br>TEAROA Teddy<br>TAMARII Casimir |

**ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE PAOPAO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 octobre 1994)

- |            |  |
|------------|--|
| Président  | : LAVAREC Jean-Pierre  |
| Secrétaire | : BURGAUD Alain  |
| Trésorière | : JORRY Laure  |
| Membres    | : CASSEVILLE Jacqueline<br>BARTHE Nicolas<br>HOUSE Poerangi<br>REY Moerangi<br>SOI LOUK Malvina<br>SHADA |

**ASSOCIATION ARTISANALE AEREPAU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 janvier 1995)

- |                      |   |
|----------------------|---|
| Présidents d'honneur | : OPUU Teriitaria<br>ATAI Maria<br>ARIHOTIMA Temo |
| Présidente           | : ARIHOTIMA Teauraiarii                           |
| Vice-présidente      | : TEURUARI Teupoo                                 |
| Secrétaire           | : TEINAORE Paulette                               |
| Secrétaire adjointe  | : HARRYS Dora                                     |
| Trésorière           | : TEARIKI Germaine                                |
| Trésorière adjointe  | : TEURUARI Iris                                   |
| Assesseurs           | : TEHEI Romène<br>TAVITA Tautiara<br>CHONG Tetua  |

# AMICALE DES GENS DE L'OCEAN INDIEN EN POLYNESIE FRANCAISE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 janvier 1995)

Président	: BLARD Benoît
Vice-présidente	: BOYER Pierrette
Secrétaire	: SERVEAUX Philippe
Secrétaire adjoint	: FRUTEAU Rémi
Trésorière	: FONTAINE Dominique
Trésorier adjoint	: CHEUNG Gérard

# ASSOCIATION VAIRUAOROO DE RURUTU

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 janvier 1995)

Présidents d'honneur	: TEAUROA Natua PITA Terai ARIOTIMA Temo TAVITA Teai HURAHUTIA Temana MOOTUA Terinatua TEAUROA NatuaVahine TAPUTU Rive
Président	: TEURUARI Rudy
Vice-présidents	: MOEAU Iareta TEINAORE Metu TAVITA Nahuma
Secrétaires	: TEAUROA Lydia NEAGLE Percy TEAUROA MoeVahine
Trésoriers	: CHONG Landry NEAGLE Matini TEAUROA Claude
Asseseurs	: TEAUROA Terani TEARIKI Willy TOATITI Roger NEAGLE Nitara MAARO Rita MOOTUA Uratua TAVITA Teparé TEPA Joël TEURUARI Nari RANGIMAKEA Isidore ARIOTIMA TemoVahine TEAUROA Meteta MOOTUA TerinatuaVahine TEAUROA Teao PITA Epharaima PITA Firmin ROOMATAAROA Tau PETERANO Francky TEAUROA Moe HURAHUTIA Kurani TEPA Justin VANAA Philippe PITA Rono TEURUARI Anselme TEAUROA TeraniVahine

# ASSOCIATION TAMARII ROO NUI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (9 janvier 1995)

Président	: TERA William
Vice-présidente	: MAITI Rose-Marie
Secrétaire	: TERA Fanautahi
Secrétaire adjoint	: ARAPARI Tehui
Trésorière	: TERA Taina
Trésorier adjoint	: AMARU André
Asseseurs	: VAIRAA Yvonne SHIGETOMI Joseph MATUTAU Heimanu

# ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS DE POIVAI MAURIRERE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (11 décembre 1994)

Président	: VAITAHE Timiona, dit Alfred
Vice-présidente	: HOLMAN Hinano
Secrétaire	: KAIHA Moea
Secrétaire adjoint	: TATA Joseph
Trésorier	: VAITAHE Maufene
Trésorière adjointe	: FAAHIPAHIPA Tuteru, Marceline
Asseseurs	: VAITAHE Tehare KAIHA Claude VAITAHE Vaite

# COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE VAITAMA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 janvier 1995)

Présidente	: ALFONSI Odile
Vice-présidente	: TETARIA Mateata
Secrétaire	: VAIHO Cécile
Secrétaire adjointe	: ETHEVE Laurence
Trésorière	: BASTIAN Héloïse
Trésorière adjointe	: BATUT Eva

# ASSOCIATION SPORTIVE BORA BORA CANOE CLUB

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (20 novembre 1994)

Présidents d'honneur	: TONG SANG Gaston MATAHAU Fabien
Président	: PUA Georges
Vice-président	: MATAHAU Stephano
Secrétaire	: DUAL Pascal
Secrétaire adjoint	: HERITEAU Ioane
Trésorier	: MOU SING Richard
Trésorier adjoint	: TEAMURAI François
Membres	: BOURDIN Jackie HERITEAU Moana ARAVETUPU André

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE  
HANAIA PA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 septembre 1994)

Président	: VAHAPUTONA Julien
Vice-présidente	: POKOE Marie-Louise
Secrétaire	: PETERANO Catherine
Secrétaire adjoint	: NEUPOHEINO Meketa
Trésorier	: SCALLAMERA Veline
Trésorière adjointe	: TAUTRA Melanie

**ASSOCIATION AUNUI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 novembre 1994)

Présidents d'honneur	: CHUNG Pepetai MOEAU Iareta BLAKELOCK Raquel
Président	: PARAU Carlsen
Vice-président	: TAPUTU Patia
Secrétaire	: TEINAURI Poema
Secrétaire adjointe	: TUHITI Liriosita
Trésorier	: TUHITI Larice
Trésorière adjointe	: PARAU Silifu
Assesseurs	: TAPUTU Tiarematatea VANAA Jeffry TEHEIURA Patiahia OPUU Tari MAHAA Monique MANATE Pepe PARAU Monique RANGIMAKEA Jeanne CHONG André VAHAPATA Daniel LENOIR Reia

**UNION NATIONALE DES COMBATTANTS  
SECTION DES ÎLES SOUS-LE-VENT****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(11 novembre 1994)

Président	: MAITUA Paul
Vice-président	: TEIHOTU Fritz
Secrétaire	: SIMON Serge
Secrétaire adjoint	: SCHMITT Jean-Claude
Trésorier	: TRABUT-CUSSAC Pierre
Trésorier adjoint	: QUEVA Claude
Porte-drapeau	: HARTEL Yann
Porte-drapeau adjoint	: GARCIA Sauveur

**ASSOCIATION S.O.S. VAHINE***Modification du bureau :*  
(31 janvier 1995)

Mlle CRIDLAND Graziella a été radiée de son poste de trésorière au sein de l'association et est remplacée par M. GERAULT Alain.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE MATERNELLE ARIITAMA DE PAPARA***Modification des statuts*  
(28 janvier 1995)**Art. 6. — Administration de l'association**

L'association est administrée par un conseil d'administration de six (6) membres ou plus, élus pour un (1) an, parmi les membres actifs de l'association et rééligibles.

Le vote a lieu à main levée à la majorité relative par les seuls adhérents.

Le conseil d'administration désigne en son sein à bulletins secrets, un bureau composé de 6 membres ou plus, c'est-à-dire un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint et des assesseurs.

La présence de la majorité des membres du bureau est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Ils sont transcrits sans blanc, ni rature sur un registre spécial.

**ASSOCIATION AFFAIRES FONCIERES DE PAPARA***Modification du bureau :*  
(17 décembre 1994)

Secrétaire : M. TEFAAORA Tom remplace M. UEVA Tetufaaona, radié.

Secrétaire adjointe : Mlle SALMON Yolinda remplace M. AMARU Freddy, démissionnaire.

Trésorière adjointe : Mme PIHAHUNA Irama remplace Mme AMARU Manina, démissionnaire.

Le reste sans changement.

**ASSOCIATION FOLKLORIQUE RAIATEA NUI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 novembre 1994)

Présidente d'honneur	: SHAM KOUA Teura
Présidente	: TEUIAU Murielle
Vice-présidente	: EBB Elsa
Secrétaire	: THUNOT Herenui
Secrétaire adjointe	: GOLTZ Reva
Trésorière	: NADJARIAN Loréna
Trésorier adjoint	: CHONG HUE Jean-Louis
Commissaires aux comptes	: MU Yves MEYER Gonzague EBB Yannick
Assesseurs	: TEREUA Jeanine LE FOC Yves GOLTZ Gérard DEANE Marcella PUNUATAAHITUA Louis FARAIRE Michel

**ASSOCIATION TE MAU TIA O PAPEARI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(2 février 1995)

Président	: TEMARII Arthur
Vice-président	: CHAPMAN Bruno
Secrétaire	: TAUTU Hutiti
Secrétaire adjoint	: TUAIVA Edmond
Trésorier	: FERRAND Fred
Trésorier adjoint	: MAHAA Marama
Assesseurs	: TERIITAHU Maxime TUHEI Oapa

**CLUB DE GYMNASTIQUE FEMININE DE UTUROA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(23 novembre 1994)

Présidente	: BERDICHEVSKI Vairea
Vice-présidente	: GALLON Aline
Secrétaire	: BARBE Yolande
Secrétaire adjointe	: PIN Chantal
Trésorière	: TROUVE Marie Luce
Trésorière adjointe	: COME Soizic

**ASSOCIATION SPORTIVE LA JUVENTUS DE PAPEARI  
SECTION FOOTBALL****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(8 janvier 1995)

Président	: ZAVERONI Claude
Vice-président	: SANGUE Alain
Secrétaire	: LY-SAO Rita
Secrétaire adjointe	: TAEAE Gina
Trésorier	: MAUEAU Marc
Trésorier adjoint	: TAATA Joël

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE  
DE OREMU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(19 janvier 1995)

Présidente	: PAILLE Moea
Vice-présidente	: TEANINIURAITMOANA Maire
Secrétaire	: HAOATAI Armelle
Trésorière	: CHAVE Linda
Trésorière adjointe	: TINIRAU Vahinemoea

**ASSOCIATION INFORMATION ET LIBERTES****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(3 février 1995)

Président	: LANFREY Pierre
Secrétaire	: N'GALINGUI François
Trésorière	: N'GALINGUI Marthe

**COOPERATIVE DU C.J.A. DE VAIARE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(16 décembre 1994)

*Adolescents*

Président	: CORSO Raymond
Secrétaire	: CLARIA Bernard
Trésorier	: MENDELSON Louis
Hyg. & Séc.	: PIRATO Mirella
Discipline	: TANOAA Steeven
Sport	: TANOAA Steeve

*Educateurs*

Président	: PERSIN Joan
Secrétaire	: NANAI Léon
Trésorier	: MARCHAL Hiro
Hyg. & Séc.	: CATTIAU Olivia
Discipline	: VAN BASTOLAER Anthony
Sport	: TEHIVA Hui

**UNION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS  
D'INDOCHINE DES T.O.E. ET D'A.F.N. (U.N.A.C.I.T.A.)  
SECTION DE POLYNESIE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(28 janvier 1995)

Président	: BOYER Alain
1er vice-président	: DENAMIEL Jean
2e vice-président	: THURET Henri
Secrétaire	: BIDON Henri
Trésorier	: CONTI Jacques
Trésorier adjoint	: TROC Jean
Assesseurs	: BONNET Pierre BORDES Georges
Porte-drapeau	: SABOTIN Ludowick
Porte-drapeau adjoint	: MARIASSOUCHE Joh

**ASSOCIATION PUPU A TE MAU TAEAE**

(Récépissé n° 95-345 MFR/AA du 15 février 1995)

*Extraits de statuts*

L'association, dite "Association Pupu A Te Mau Taae", à vocation religieuse, fondée le 31 janvier 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Elle a pour objet essentiel : d'organiser et de favoriser leur aide humanitaire aux communautés des paroisses, sans distinction de religion.

Elle peut étendre son action dans des domaines tels que : prédication en choral ou chœur dans d'autres paroisses en accord avec le comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique.

La durée de l'association est illimitée.

Elle a son siège social au domicile du trésorier, FIRUU Atopa, domicilié à FAAA, quartier BOPPDUPONT, côté mer, P.K. 6,500. Elle ne pourra être transférée en tout autre lieu que celui fixé par le comité directeur.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: THING KON SING Tu
Vice-président	: ARAPA Richard
Secrétaire	: ARAPA Ladis
Secrétaire adjoint	: MANUTAHU John
Trésorier	: FIRUU Atopa
Trésorier adjoint	: RATTINASSAMY Jacky

#### ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII TOROURA

(Récépissé n° 95-347 MFR/AA du 15 février 1995)

##### Extraits de statuts

L'association, dite "TAMARII TOROURA", fondée le 8 février 1995, a pour objet, la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier la pratique de la boxe, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à PIRAE, quartier Graffe. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAHIATA May
1er vice-président	: HAUATA Claude
2e vice-président	: TAHIATA Tehaana
Secrétaire	: TANÉPAU Viora
1er secrétaire adjoint	: TAHIATA Ismaël
2e secrétaire adjoint	: LARACHE Jean
Trésorier	: TANÉPAU Tahiaata
1re trésorière adjointe	: TAHIATA Haretaua
2e trésorier adjoint	: PUAIRAU Bernard

#### ASSOCIATION AGRICOLE FARE NUI

(Récépissé n° 95-394 MFR/AA du 20 février 1995)

##### Extraits de statuts

Il a été fondé le 13 janvier 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : ASSOCIATION FARE NUI.

Cette association a pour but de promouvoir l'agriculture et la pêche.

Son siège social est à VAHITAHU - TUAMOTU.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HONOPIKI Puraga
Vice-président	: PAERAU Joël
Secrétaire	: HONOPIKI Jeanne
Secrétaire adjoint	: EHUMOANA Yves
Trésorière	: EHUMOANA Teakau
Trésorier adjoint	: HONOPIKI Alina
Assesseurs	: HONOPIKI Joseph HONOPIKI Tagihia TAKAMOANA Gatake

#### ASSOCIATION DES PECHEURS POTI MARARA TOA HURI NIHI

(Récépissé n° 95-155 MFR/AA du 27 janvier 1995)

##### Extraits de statuts

Il a été fondé le 15 décembre 1994, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : ASSOCIATION DES PECHEURS "TOA HURI NIHI".

Son siège social est à UTUROA (RAIATEA), RAROMATAI.

Les objectifs de l'association sont :

- défendre les intérêts des pêcheurs dans les communes de RAIATEA - TAHAA ;
- assumer les relations avec les organismes privés et publics.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RICHMOND Clarence Rauhea
1er vice-président	: TENANIA Poroï
2e vice-président	: SMITH Marc
3e vice-président	: AH MANG Fabien
4e vice-président	: DEANE Moïse
Secrétaire	: HART John César
Secrétaire adjoint	: VAN BASTOLAER Harrys
Trésorier	: TAVERE Jean-Jacques
Trésorier adjoint	: ROOPINIA Toni

#### ASSOCIATION POLYNÉSIENNE DES AMIS DE L'ART CONTEMPORAIN

(Récépissé n° 95-401 MFR/AA du 21 février 1995)

##### Extraits de statuts

"L'Association Polynésienne Des Amis de l'Art Contemporain", fondée le 3 décembre 1994, est régie par la loi du 1er juillet 1901, par le décret d'application du 16 août 1901 et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à Papeete, B.P. 20.958, Papeete.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour objet de promouvoir en Polynésie l'Art Contemporain en facilitant la rencontre avec toutes les associations, tous les mouvements d'art existants.

Toutefois, l'association se réserve le droit de choisir les artistes parmi les sociétaires des grands salons internationaux.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ROUSSIN-BOUCHARD Julie
Vice-présidente	: LEFEVRE Françoise
Secrétaire	: DUCHEMIN Jasmine
Secrétaire adjoint	: ROUSSIN-BOUCHARD Jean
Trésorier	: LAURENS Gérard
Trésorière adjointe	: DUMAZEL Blandine Germain

#### ASSOCIATION HAA-TURU-IAORA

(Récépissé n° 95-328 MFR/AA du 14 février 1995)

##### Extraits de statuts

L'association, dite "HAA-TURU-IAORA", fondée le 22 janvier 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'aider financièrement "l'Amuiraa Galilea protestante" de Mahu, Tubuai, pour le renouvellement du temple, ainsi que toutes les activités socioculturelles qui s'y rattachent.

Elle a son siège social à MAHU, TUBUAI, B.P. 46, Mataura.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TERE Teahinavai
Président	: TERE Daniel
Vice-président	: FAANA Teriifaatau
Secrétaire	: TERE Roselyne
Secrétaire adjointe	: FAATAU Taria
Trésorier	: TERE Gérard
Trésorier adjoint	: FAATAU Rémy

#### ASSOCIATION CLUB LUXOR CASINO

(Récépissé n° 95-327 MFR/AA du 14 février 1995)

##### Extraits de statuts

A partir du 3 février 1995, il est créé une association sous l'égide de la loi du 1er juillet 1901, dénommée "Club Luxor Casino" dont le siège est à Pirac, B.P. 50044.

Elle a pour objet :

- de favoriser les rencontres entre personnes de tous horizons en :
  - organisant des soirées culturelles et de détente,
  - participant à des actions sociales,
  - organisant des activités d'ordre ludiques et jeux de hasard,
- d'aider toute association culturelle ou de bienfaisance à réaliser son objet et ses projets ;
- de donner des fêtes et soirées dont le profit net sera attribué à des œuvres de bienfaisance ;

- d'établir des liens d'amitié et de coopération avec toute association locale ou extérieure ayant un objet similaire à celui de l'association.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BARCHILON Claude
Vice-président	: ERCOLI Angelo

#### LOTO NATIONAL N° 7

Premier tirage du mercredi 15 février 1995 :

**15 16 27 34 37 38**

Numéro complémentaire : 13

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros .....	1	57.735.545
5 bons numéros et numéro complémentaire ...	12	2.453.090
5 bons numéros .....	766	135.545
4 bons numéros .....	43.678	2.527
3 bons numéros .....	862.321	181

Deuxième tirage du mercredi 15 février 1995 :

**1 4 7 9 27 41**

Numéro complémentaire : 28

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros .....	10	12.887.000
5 bons numéros et numéro complémentaire ...	20	1.377.727
5 bons numéros .....	1.788	54.272
4 bons numéros .....	85.131	1.181
3 bons numéros .....	1.237.248	109

Premier tirage du samedi 18 février 1995 :

**2 10 11 12 39 42**

Numéro complémentaire : 18

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros .....	2	94.561.272
5 bons numéros et numéro complémentaire ...	14	1.305.272
5 bons numéros .....	622	101.818
4 bons numéros .....	32.516	2.454
3 bons numéros .....	603.315	254

Deuxième tirage du samedi 18 février 1995 :

**2 8 18 40 43 48**

Numéro complémentaire : 14

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros .....	2	189.383.363
5 bons numéros et numéro complémentaire ...	10	1.761.636
5 bons numéros .....	428	141.000
4 bons numéros .....	24.422	3.163
3 bons numéros .....	497.983	309

### ASSOCIATION SYNDICALE DES PATENTES DE TIPAERUI (A.S.P.T.)

(Récépissé n° 95-272 MFR/AA du 16 février 1995)

#### Extraits de statuts

Les entreprises ayant leur siège ou un établissement sis à Tipaerui constituent, par adhésion aux présents statuts, une association conformément à la loi de 1901.

Cette association dont la durée n'est pas limitée, prend la dénomination de "Association syndicale des patentés de Tipaerui (A.S.P.T)".

Le siège social est fixé à Papeete, dans les bureaux de la S.T.A.M., vallée de Tipaerui, B.P. 501, Papeete.

L'association A.S.P.T. a pour objet, sans que cette énumération soit limitative :

- 1 - de défendre les intérêts généraux de ses membres ;
- 2 - d'établir une représentation officielle auprès des pouvoirs publics, des associations ou fédérations de tous groupements ainsi que des tiers, pour toutes questions les intéressant ;
- 3 - de faciliter l'étude de toutes questions concernant les adhérents par la centralisation de renseignements de toute nature et la réunion de toute documentation ;
- 4 - d'ester en justice.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BURG Jean-Claude
Vice-président	: JORDA Jean-Jacques
Secrétaire	: CONAN Joël
Trésorier	: ANESTIDES Patrice
Suppléants	: BOYER Joseph GRIMAUD Pierre

### ASSOCIATION DE FINANCEMENT ELECTORAL DE MICHEL BUILLARD (A.F.E.M.B.)

(Récépissé n° 95-331 MFR/AA du 15 février 1995)

#### Extraits de statuts

Il a été fondé le 23 janvier 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 et soumise aux dispositions de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990.

Cette association a pour titre : "Association de financement électoral de Michel Buillard" (A.F.E.M.B.).

Cette association a pour objet exclusif d'être le mandataire de M. Michel Buillard pour le financement de sa campagne pour l'élection municipale de Papeete, prévue en juin 1995 dans la circonscription de Papeete.

Le siège social est fixé à Papeete, Sainte-Amélie, quartier Dupont, B.P. 51.290, Pirae.

Il pourra être transféré par simple décision du bureau ratifiée par l'assemblée générale. Copie de cette décision sera adressée à la préfecture de l'ancien et du nouveau siège.

L'association est constituée pour une durée n'excédant pas trois mois suivant le dépôt à la préfecture, par le candidat, de son compte de campagne ; ce dépôt doit intervenir au plus tard deux mois après le tour de scrutin où l'élection est acquise.

Si le candidat ne dépose pas sa candidature, l'association est dissoute de plein droit à l'expiration du délai de dépôt des candidatures.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CLARK Jean-Claude
Secrétaire	: MACHENAUD-JACQUIER Philippe
Trésorier	: SIENNE Clément
Assesseur	: WONG FAT Robert

### ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE NUIHERE

(Récépissé n° 95-354 MFR/AA du 16 février 1995)

#### Extraits de statuts

Il est constitué le 21 novembre 1994, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée Association Vahine Nuihere.

D'une durée illimitée, elle a pour but d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de Mataura-Tubuai :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;
- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Haramea - (Mataura) Tubuai. Il pourra être transféré par simple décision du bureau, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: NAUTA Marcellin
Présidente	: MOE Christine
Vice-président	: FAANA Taumata
Secrétaire	: PIRATO Trostine
Secrétaire adjointe	: FAANA Rupe
Trésorière	: TIHONI Marcelle
Trésorière adjointe	: TEHUPE Bélonna

### ASSOCIATION PUTAATAA (Elevage de bovins)

(Récépissé n° 95-169 MFR/AA du 30 janvier 1995)

#### Extraits de statuts

Il est donné entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre "Association Putaataa".

Cette association a pour but :

- de développer l'élevage bovin sur l'île de Nuku Hiva ;
- de mettre en valeur le foncier disponible en respectant scrupuleusement l'environnement ;
- de favoriser la commercialisation de la viande bovine ;
- de participer à l'achat de matériel d'exploitation pour l'activité de ses membres ;
- l'élevage de chevaux pour la promotion touristique de l'île (ranch...).

Le siège est fixé à Taiohae.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAMARII Patrice
Vice-président	: TAMARII Denis
Secrétaire	: DANIGO Anne-Hélène
Trésorier	: TAMARII René

#### ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS DE M. HEIRI A PAKEKE, RUTU ROTINA A TEVIHI ET DE MA TAVERIO A FAREATA

(Récépissé n° 95-371 MFR/AA du 17 février 1995)

#### Extraits de statuts

Il est formé le 13 février 1995 entre tous les adhérents aux présents statuts, une association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend la dénomination suivante "Association Familiale des Héritiers de M. Heiri a Pakeke, Rutu Rotina a Tevahi et de Ma Taverio a Fareata", sise dans les îles Tuamotu.

Elle a pour but :

- 1°) de regrouper les propriétaires des terres dans l'intérêt de la sauvegarde ;
- 2°) d'agir en vue de préserver, d'organiser son utilisation ;
- 3°) d'intervenir auprès des autorités compétentes pour faire reconnaître les droits des propriétaires ;
- 4°) de défendre les intérêts des propriétaires de terres sises dans ses îles contre tout projet tendant à leur causer un préjudice quelconque ;

5°) en général de prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde des intérêts des adhérents aux présents statuts.

Le siège de l'association est fixé à Faa'a, Oremu, n° 780. Il pourra, à toute époque, être transféré par simple décision du bureau, dans un autre lieu, à la seule condition qu'il reste dans la section de commune de Papeari.

La durée de l'association est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HAMAU Rutu Véronique
Vice-président	: HITI Pauro
Secrétaire	: TAURERE Akutinodit Christian
Secrétaire adjointe	: HAMAU Marie
Trésorière	: GRAFFE Rumahere
Trésorière adjointe	: HITI Liliane

#### ASSOCIATION SPORTIVE MAOHI WHEELER'S

(Récépissé n° 95-326 MFR/AA du 14 février 1995)

#### Extraits de statuts

L'association dite "Maohi Wheeler's" fondée le 6 février 1995, a pour objet :

La pratique des activités physiques et sportives, et en particulier la pratique de toutes activités concernant le vélo (BMX, route, V.T.T. et autres), ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Tahiti Motor Yet Sing (provisoire). Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FLESH-GOLAZ Jérôme
Vice-président	: BOCHER Alain
Secrétaire	: ALLEMAND Christian
Trésorier	: MA Hubert
Trésorier adjoint	: TROMPETTE Serge
Assesseurs	: BONNET Laurent TETAUIRA Raymond

## VIENT DE PARAÎTRE

- Budget du territoire 1995..... 1.950 FCP

### Sont également disponibles :

- Code de procédure civile de la Polynésie française (édition 93).....	1.490 FCP
- Code du travail (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 22 février 1991 en 3 cahiers).....	720 FCP
Code du travail (broché).....	1.220 FCP
- Liste des pièces justificatives des dépenses du territoire et de ses établissements publics (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 16 juin 1994).....	180 FCP
- Nomenclature douanière (sans classeur).....	5.750 FCP
Modificatifs depuis l'édition 1991 également disponibles (la feuille).....	50 FCP
- Recueil du Tribunal administratif (année 1992).....	1.380 FCP
- Recueil du Tribunal administratif (année 1993).....	1.380 FCP
- Répertoire chronologique des actes promulgués de 1842 à 1993.....	2.860 FCP
- Répertoire chronologique des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993.....	910 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1992).....	1.200 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1993).....	1.290 FCP

### Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117, Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61  
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

## TARIFS

des abonnements, annonces, insertions de l'Imprimerie Officielle (en francs Pacifique)  
applicables à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1995

### I - ABONNEMENTS - INSERTIONS

	Polynésie française	Nouvelle- Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle- Zélande	Europe Allemagne
		Voie aérienne					
Numéro .....	180	249	312	302	329	320	401
Abonnement 6 mois .....	3.680	5.650	7.505	7.170	8.100	7.860	9.995
Abonnement 1 an .....	6.680	10.270	13.545	13.025	14.730	13.960	18.170

### ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales, diverses :

- la ligne .....	240 F
- les mêmes renouvelées .....	100 F

Publications des associations sportives, syndicales, coopératives, etc. :

- la ligne .....	170 F
------------------	-------